



lutte de classe

Pour un parti mondial
de la révolution prolétarienne



N° 5
Décembre 1986

class struggle

For a world party of
proletarian revolution



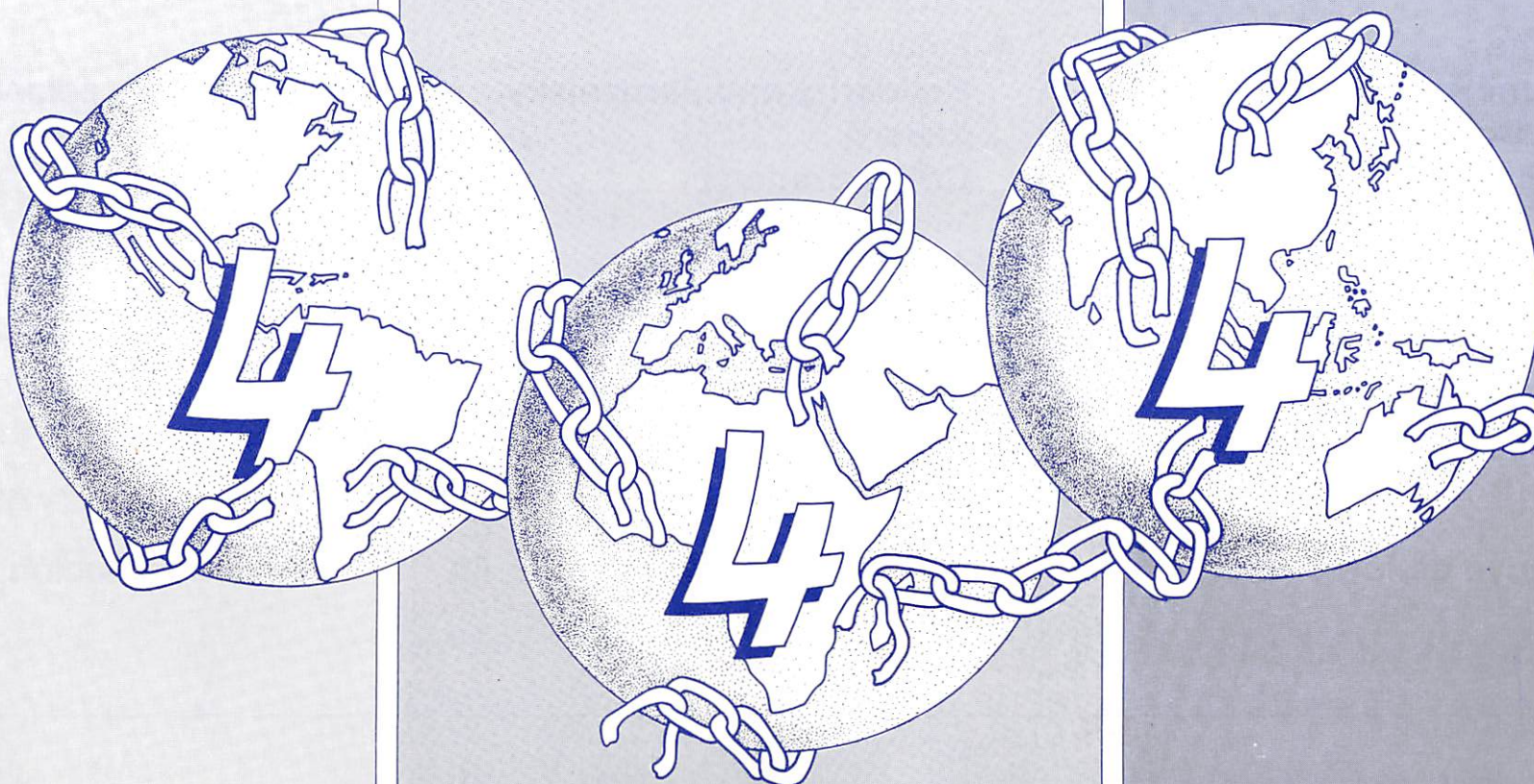
N° 5
December 1986

lucha de clase

Por un partido mundial
de la revolución proletaria



N° 5
Diciembre de 1986



SOMMAIRE

- Guadeloupe :
les notables à la recherche
d'une "troisième voie"
vers l'indépendance 3

- Pologne :
vers une collaboration
entre Solidarité
et Jaruzelski ? 12

- Etats-Unis :
le déclin
des syndicats 26

- Haïti :
l'épreuve de force 48

CONTENTS

- Guadeloupe:
Local Personalities in
Search of a "Third Way"
toward Independence 3

- Poland:
Solidarity and Jaruzelsky
toward
Collaboration? 12

- United States:
The Decline
of the Unions 26

- Haiti:
A Test of Strength 48

SUMARIO

- Guadalupe:
Los notables en busca
de una "tercera vía"
hacia la independencia 3

- Polonia:
¿Hacia una colaboración
entre Solidaridad
y Jaruzelski? 12

- Estados Unidos:
El ocaso
de los sindicatos 26

- Haití:
La confrontación 49

A nos lecteurs

La tendance internationale qui édite cette revue mensuelle trilingue, et qui comprend les groupes Lutte Ouvrière (France), Combat Ouvrier (Antilles francophones), UATCI (Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes) et The Spark (Etats-Unis) est une tendance communiste révolutionnaire, trotskyste.

Nous partageons cette référence au trotskisme avec des dizaines de groupes, appartenant ou non aux diverses tendances internationales qui se réclament de la Quatrième Internationale, et la référence au communisme révolutionnaire avec d'autres groupes encore.

Notre différence avec la plupart d'entre eux est, qu'en particulier, nous nous refusons à voir des révolutions prolétariennes dans les bouleversements politiques imposés par l'armée russe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans les pays de l'Est européen. Nous ne jugeons pas non plus prolétariennes les révolutions menées par des armées paysannes encadrées par des petits-bourgeois, dont le seul but était la libération nationale, même s'ils se disent communistes, comme en Chine, à Cuba, au Vietnam et a fortiori lorsqu'ils ne le disent pas, comme en Algérie.

Pour nous, la seule révolution prolétarienne victorieuse qu'ait connue ce siècle est celle de la Russie de 1917, révolution qui a été effectivement conduite par le prolétariat organisé, indépendamment, sur une base de classe, dans les conseils ouvriers. Et l'Etat soviétique qui fut mis en place par cette révolution est bien le seul qui ait mérité le nom d'Etat ouvrier même si, avec le reflux de la vague révolutionnaire internationale, cet Etat a dégénéré, s'est bureaucratisé et est aujourd'hui une force dont le bilan est contre-révolutionnaire.

Notre différence ne se marque pas seulement dans le jugement divergent porté sur les changements politiques survenus depuis un demi-siècle dans le monde. Elle se marque aussi dans la politique quotidienne, c'est-à-dire dans le choix des questions et du milieu

To Our Readers

The international tendency which publishes this trilingual monthly review comprises the following groups: Lutte Ouvrière (France), Combat Ouvrier (French-speaking West Indies), UATCI (African Union of Internationalist Communist Workers) and Spark (United States). It is a revolutionary communist, Trotskyist tendency.

We share this reference to Trotskyism with dozens of groups, some of which belong to various international tendencies claiming agreement with the Fourth International, while others do not. Our reference to revolutionary communism we share with even more groups.

What separates us from most of them is, among other things, that we refuse to see proletarian revolutions in the political turnabouts imposed by the Russian army on Eastern European countries after World War II. In the same way, we do not view as being proletarian the revolutions carried out by peasant armies led by petty-bourgeois people whose sole aim was national liberation—even when they called themselves communists as in China, Cuba, Viet Nam and even more when they did not as in Algeria.

For us, the only victorious proletarian revolution of this century was the 1917 Russian Revolution, which was really carried out by the proletariat, independently organized on a class basis with workers' councils. And the Soviet State which was set up by this revolution is the only one that ever deserved to be called a workers' state, even though it degenerated and became bureaucratized when the wave of international revolutions was pushed back. And the Soviet State, today, is a force with a counter revolutionary record.

But we differ not only in our appreciation of the political changes of the last half-century throughout the world. There are also differences in terms of our daily policies, that is, the issues we intervene on and the milieu we have chosen to be

A nuestros lectores

La tendencia internacional que edita esta revista mensual trilingüe y que comprende los grupos Lutte Ouvrière (Francia), Combat Ouvrier (Antillas de habla francesa), UATCI (Unión Africana de los Trabajadores Comunistas Internacionalistas) y The Spark (Estados Unidos) es una tendencia comunista revolucionaria, trotskista.

Compartimos esta referencia al trotskismo con decenas de grupos, que pertenecen o no a las diversas tendencias internacionales que se reivindican de la Cuarta Internacional, así como la referencia al comunismo revolucionario con otros grupos más.

Nuestra diferencia con la mayoría de entre ellos reside en particular en que nos negamos a ver revoluciones proletarias en los trastornos políticos impuestos por el ejército ruso, después de la Segunda Guerra Mundial en los países del Este europeo. Tampoco consideramos como proletarias las revoluciones llevadas a cabo por ejércitos campesinos encuadrados por pequeños burgueses, cuyo único objetivo era la liberación nacional, incluso si se dicen comunistas, como en China, en Cuba, en Vietnam y a fortiori cuando no lo dicen, como en Argelia.

Para nosotros, la única revolución proletaria victoriosa que haya conocido este siglo es la de Rusia en 1917, revolución que efectivamente fue conducida por el proletariado organizado, independientemente, sobre una base de clase, dentro de los consejos obreros. Y el Estado soviético que esta revolución puso en pie es realmente el único que haya merecido el nombre de Estado obrero, aunque con el reflujo de la ola revolucionaria internacional, este Estado haya degenerado, se haya burocratizado y sea, hoy, una fuerza cuyo balance es contrarrevolucionario.

Nuestra diferencia no aparece solamente en el juicio divergente que llevamos sobre los cambios políticos sobrevenidos desde hace medio siglo en el mundo. Aparece también en la política diaria, es decir en las cuestiones y el medio social en que elegimos

dans lesquels nous intervenons.

Notre conviction, que nous tenons de Marx, Lénine et Trotsky, c'est que la révolution prolétarienne ne peut être faite ou en tout cas conduite que par le prolétariat lui-même. Aucune autre classe ne peut se substituer à lui. Et a fortiori aucun parti ni aucune force politique qui n'en est pas l'émanation réelle ne peut non plus le remplacer, même ceux ou celles qui prétendent agir en son nom ou au nom du communisme.

Notre différence se marque encore sur le plan organisationnel. Si l'on est convaincu en effet du rôle irremplaçable du prolétariat lui-même, l'instrument politique de la révolution, le parti révolutionnaire, ne peut être formé n'importe comment et avec n'importe qui. Pas plus que la référence au communisme ou au socialisme ne suffit à faire d'une armée paysanne une armée prolétarienne, pas davantage la référence au programme communiste ne peut suffire pour faire de n'importe quel groupe d'intellectuels même intelligents, une organisation prolétarienne. Pour en être une, il doit être enraciné dans le prolétariat, avoir tissé mille liens avec celui-ci, organiser dans ses propres rangs d'abord des prolétaires authentiques et n'y accueillir que les intellectuels qui ont réellement rompu moralement et politiquement avec leur classe, la petite ou grande bourgeoisie, pour se mettre tout entiers au service de la classe ouvrière. Bref, s'imposer les principes qui furent ceux du bolchévisme, à commencer par une sélection rigoureuse de ses membres.

Notre choix est d'œuvrer pour la révolution prolétarienne et elle seule.

Certes, tous les groupes trotskystes et même la plupart des groupes qui se disent communistes révolutionnaires affirment la même chose, avec plus ou moins de conviction. Mais leurs analyses du monde contemporain, leurs politiques et leurs pratiques militantes démentent le plus souvent cette affirmation.

Ce sont sur ces principes que s'est constituée notre tendance, et ce sont leurs conséquences politiques que cette revue entend défendre, face aux positions des autres tendances trotskystes et communistes révolutionnaires, avec lesquelles notre revue entend cependant promouvoir avant tout le dialogue et la discussion.

active in.

Our conviction, based on our understanding of Marx, Lenin and Trotsky, is that proletarian revolution can only be carried out, or at any rate can only be led, by the proletariat itself. No other class can be substituted for it. And, with all the more reason, it cannot be replaced by any party or political force that does not genuinely come from the proletariat including those which pretend to act in its name or in the name of communism.

We also differ in terms of organization. If you are convinced of the irreplaceable role of the proletariat as such, then the political instrument for carrying out the revolution—the revolutionary party—cannot be formed in any random way, or with merely anybody. Just as referring to communism or socialism is not enough to turn a peasant army into a proletarian one, referring to the communist program is not enough to turn this or that group of intellectuals—even intelligent ones—into a proletarian organization. In order to be such an organization, a group must have developed roots in the proletariat. It must have developed a thousand ties with it. It must have organized within its ranks first of all genuine proletarians, and then must admit only those intellectuals who have truly broken both morally and politically with their class, the petty or the big bourgeoisie, and put themselves entirely at the service of the working class. In short, it must impose the principles which were those of Bolshevism, starting with a rigorous selection of party members.

Our choice is to work for proletarian revolution, and only for it.

Of course, all Trotskyist groups and even most groups which call themselves revolutionary communist assert the same thing—with more or less conviction. But their analyses of the contemporary world, their politics as well as their political and organizational activities most often contradict their assertion.

Such are the principles around which our tendency was set up. And this review is aimed at defending the political consequences of these principles, in the face of the positions of other Trotskyist or other revolutionary communist tendencies with which nonetheless our review intends, first and foremost, to promote a dialogue and discussion.

intervenir.

Nuestra convicción, la que nos viene de Marx, Lenin y Trotsky, es que la revolución proletaria sólo puede ser hecha o en todo caso conducida por el propio proletariado. Ninguna otra clase puede sustituirse a él. Y a fortiori ningún partido o fuerza política que no sea la verdadera emanación de éste puede remplazarlo, incluso aquéllos o aquéllas que pretenden obrar en su nombre o en nombre del comunismo.

Nuestra diferencia aparece también en el plano organizativo. Si uno en efecto está convencido del papel irremplazable del propio proletariado, el instrumento político de la revolución, el partido revolucionario no puede formarse de cualquier manera ni con cualquiera. Igual que la referencia al comunismo o al socialismo no basta para hacer de un ejército campesino un ejército proletario, tampoco la referencia al programa comunista puede bastar para hacer de cualquier grupo de intelectuales incluso inteligentes, una organización proletaria. Para serlo, debe estar arraigada dentro del proletariado, haber tejido miles de lazos con él, organizar en sus propios rangos primero proletarios auténticos y sólo acoger a intelectuales que realmente han roto moral y políticamente con su clase,—la pequeña o la gran burguesía—para ponerse enteramente al servicio de la clase obrera. En resumen seguir los principios que fueron los del bolchevismo, comenzando por una selección rigurosa de sus miembros.

Hemos elegido obrar por la revolución proletaria y por ella sola.

Claro, todos los grupos trotskistas e incluso la mayoría de los grupos que se dicen comunistas revolucionarios afirman la misma cosa, con más o menos convicción. Pero sus análisis del mundo contemporáneo, sus políticas y sus prácticas militantes desmienten lo más a menudo esta afirmación.

Nuestra tendencia se ha construido sobre estos principios, y son sus consecuencias políticas las que esta revista quiere defender, frente a las posiciones de las otras corrientes trotskistas y comunistas revolucionarias, con las cuales esta revista quiere no obstante promover ante todo el diálogo y la discusión.

Guadeloupe : les notables à la recherche d'une "troisième voie" vers l'indépendance

Au mois de juillet 1986 se créait en Guadeloupe —une île des Antilles sous domination française considérée administrativement comme une simple subdivision, un "département" de la France— une nouvelle organisation politique du nom de Congrès Guadeloupéen pour une Nouvelle Association avec la France. Les auteurs du Congrès ne se sont guère manifestés depuis leur conférence de fondation du mois de juillet dernier. Mais ce n'est pas tant l'existence de ce nouveau parti qui peut susciter la discussion que les gens qu'il regroupe et les raisons pour lesquelles il les regroupe.

Ce Congrès, en effet, regroupe un certain nombre de notables autour d'un projet de changement de statut des "départements d'outre-mer", projet qui irait jusqu'à l'indépendance. Ils disent être séduits par l'évolution du statut des îles néerlandaises des Antilles.. Ces îles ont actuellement un statut de large autonomie interne avec gouvernement local rattaché à la Hollande.

Dans une déclaration radiodiffusée, le principal représentant de cette nouvelle formation déclarait : *"autant l'indépendance brutale n'est pas possible actuellement pour la Guadeloupe, autant, le statut de département actuel n'est pas un statut viable"*. Le Congrès envisage donc ce qu'il appelle une *"troisième voie"* entre l'indépendance telle que la prônent les nationalistes déclarés de l'UPLG (Union Populaire

Guadeloupe: Local Personalities in Search of a "Third Way" toward Independence

Last July, a new political organization called Guadeloupean Congress for a New Partnership with France was set up in Guadeloupe—an island in the Antilles, which is under French domination, considered administratively as a simple subdivision, a "department" of France.

The founders of the Congress have hardly come to the fore since their founding conference last July. However, it is not so much the future existence of this new party which deserves to be discussed, as the people it regroups and the reasons it regroups them.

Indeed, this Congress intends to regroup a certain number of personalities around a project for a change in the status of the Overseas Departments which would lead to independence. These notables say they are attracted by the evolution of the status of the Dutch Antilles. Those islands presently have a status of extensive home rule with a local government linked to the Netherlands.

In a statement broadcast on the radio the main representative of this new organization said: "Sudden independence for Guadeloupe is as impossible for the time being as the present department status is unworkable." The Congress envisages therefore what it calls a "third way", half-way between independence as it is advocated by the overt nationalists of the UPLG

Guadalupe: los notables en busca de una "tercera vía" hacia la independencia

En el mes de julio se creaba en Guadalupe —una isla de las Antillas bajo dominación francesa considerada administrativamente como una simple subdivisión, un "departamento" de Francia— una nueva organización política llamada "Congreso guadelupeño por una nueva asociación con Francia". Los protagonistas del "Congreso" casi no se manifestaron desde la conferencia de fundación en el mes de julio pasado. Pero no es tanto la existencia de este nuevo partido que puede suscitar la discusión sino la gente que reúne y las razones por las cuales les reagrupa.

Este "Congreso" en efecto reagrupa a varios notables en torno a un proyecto de cambio de estatuto de los "departamentos de ultramar", proyecto que iría hasta la independencia. Ellos dicen haber sido seducidos por la evolución del estatuto de las islas neerlandesas de las Antillas. Estas islas tienen actualmente un estatuto de amplia autonomía interna con gobierno local dependiente de Holanda.

En una declaración radiodifundida, el principal representante de esta nueva formación declaraba : *"Así como la independencia brutal no es posible actualmente en Guadalupe tampoco es válido el estatuto de departamento actual"*. El "Congreso" piensa pues en lo que él llama una *"tercera vía"* entre, por un lado, la independencia como la preconizan los nacionalistas declarados de la UPLG (Unión Popular



◀ La “Conférence des dernières colonies françaises” qui a rassemblé les indépendantistes de plusieurs colonies, à la Guadeloupe, en avril 1985. Un orateur du FLNKS est à la tribune.

The “Conference of France’s Last Colonies” held in April 1985 brought together independentists from several colonies. A speaker from FLNKS is at the rostrum.

La “Conferencia de las últimas colonias francesas” que reunió independentistas de varias colonias, en la Guadalupe, en abril de 1985. Un orador del FLNKS está en la tribuna.

Explosion de joie après le succès des émeutes de juillet 1985 à la Guadeloupe.

Explosion of joy after the successful riots in Guadeloupe, July 1985.

Explosión de alegría después del éxito de los motines de julio de 1985 en la Guadalupe. ▶



pour la Libération de la Guadeloupe), la principale organisation nationaliste, ou des organisations favorables à la lutte armée comme l'ARC (Alliance Révolutionnaire Caraïbe) d'une part, et les partisans du statut actuel de département français d'autre part.

Les nationalistes de l'UPLG, pour l'heure, regardent avec une certaine bienveillance la création du Congrès. Cependant, ce qui est vraiment nouveau dans ce regroupement de notables, c'est le fait que certains d'entre eux appartiennent à la droite traditionnelle. Et ce regroupement est lancé alors même que depuis quelque temps en Guadeloupe la question de l'indépendance a pris une actualité nouvelle et se discute. Tout au moins dans les milieux politiques. Les manifestations diverses des groupes et organisations hostiles à la dépendance coloniale, notamment le recours aux actions violentes et au terrorisme, si elles n'ont pas révélé un fort courant populaire favorable pour l'instant à l'indépendance, ont toutefois créé un climat suffisant pour que les milieux gouvernementaux et une partie des notables locaux s'en inquiètent. D'autant que les manifestations, les affrontements en Nouvelle-Calédonie — cette autre colonie française à l'autre bout du monde, dans le Pacifique — en 1984, l'aspiration manifeste du peuple kanak à mettre fin à la domination coloniale, et les pourparlers engagés par le gouvernement français avec les dirigeants de la principale organisation nationaliste, le FLNKS, ont jeté un certain trouble dans les milieux politiques des autres territoires dominés par la France, aux Antilles notamment. On a parlé d'une certaine "contagion" ou d'une "kanakisation", comme titrait la presse française en Guadeloupe, notamment.

Car juste une année après les plus sérieuses manifestations en Nouvelle-Calédonie contre la présence française, en Guadeloupe, en juillet 1985, se déroulèrent des manifestations populaires qui couvrirent Pointe-à-Pitre de barricades et paralysèrent le pays pendant près de huit jours. Ces manifestations avaient pour origine la demande de libération d'un militant nationaliste emprisonné, coupable seulement d'avoir réagi à l'attitude raciste d'un professeur blanc. Pour avoir été limité, ce coup de colère n'en révéla pas

(People's Union for the Liberation of Guadeloupe), the main nationalist organization, or by those organizations in favor of armed struggle like the ARC (Caribbean Revolutionary Alliance) on the one hand, and the upholders of the present French department status on the other.

The nationalists of the UPLG view the creation of the Congress quite favorably. However, what is really and new with this regroupment of personalities is the fact that some of them belong to the traditional Right. And terrorism, of the groups and organizations opposed this regroupment is being launched just when the to colonial rule have not revealed a strong popular issue of independence has come to the foreground again and has been discussed for some time in current in favor of independence for the moment, Guadeloupe, at least in political circles. Though the they have nonetheless created such an atmosphere various demonstrations and particularly the violent that government circles and some of the local actions personalities have become worried. All the more so since the 1984 demonstrations and clashes in New Caledonia—that other French colony, in the Pacific, on the other side of the world—and the obvious desire of the Kanak people to put an end to colonial rule, plus the talks the French government have started with the leaders of the main nationalist organization, the FNLKS, have caused some turmoil among political circles in the other French-dominated territories, and especially in the Antilles. There was talk of a certain "contagion" or of a "kanakisation", as the headlines of the French press expressed it, particularly in Guadeloupe.

Just a year after the most serious demonstrations against French rule in New Caledonia, mass demonstrations took place in Guadeloupe, in July 1985, which covered Pointe-à-Pitre with barricades and brought the country to a standstill for nearly a week. Those demonstrations had their origin in the demand for the release of a nationalist militant from jail, guilty only of having reacted against the racist behavior of a white teacher. Although, it had been limited, that outburst of anger had nonetheless

por la Liberación de la Guadalupe), principal organización nacionalista, u organizaciones favorables a la lucha armada como la ARC (Alianza Revolucionaria Caribe) y, por el otro, los partidarios del estatuto actual de departamento francés.

Por el momento, los nacionalistas de la UPLG miran la creación del "Congreso" con cierta benevolencia. Sin embargo, lo que es verdaderamente nuevo en este agrupamiento de notables es el hecho de que algunos de ellos pertenecen a la derecha tradicional. Además este agrupamiento de notables es impulsado justo cuando la cuestión de la independencia en la Guadalupe cobra nueva actualidad y viene siendo discutida — al menos en los medios políticos. Las diversas manifestaciones de grupos y organizaciones hostiles a la dependencia colonial, particularmente el recurso a las acciones violentas y al terrorismo, si bien no han revelado una fuerte corriente popular favorable, por el momento, a la independencia, han creado sin embargo un clima que basta para inquietar a los medios gubernamentales y a una parte de los notables locales. Más aún cuando las manifestaciones, los enfrentamientos en Nueva Caledonia en 1984 — otra colonia francesa en la otra punta del globo, en el Pacífico — la aspiración manifiesta del pueblo kanak a poner fin a la dominación colonial y las negociaciones emprendidas por el gobierno francés con los dirigentes de la principal organización nacionalista, el FNLKS, han creado cierta confusión en los medios políticos de los demás territorios dominados por Francia, particularmente en las Antillas. Se ha hablado de una especie de "contagio" o de una "kanakisación", como titulaba la prensa francesa, particularmente en Guadalupe.

Porque justo un año después de las más graves manifestaciones en Nueva Caledonia contra la presencia francesa, se desarrollaban en julio de 1985 en la Guadalupe, manifestaciones populares que cubrieron Pointe-à-Pitre de barricadas y paralizaron el país durante casi ocho días. Estas manifestaciones tenían por origen la petición de liberar a un militante nacionalista encarcelado, sólo culpable de haber reaccionado ante la actitud racista de un profesor blanco. Por limitada que haya sido esta explosión de ira no dejó de revelar tanto la exasperación contra el

moins tout à la fois l'exaspération contre le pouvoir colonial et, au-delà, le mécontentement plus profond de la population des faubourgs pauvres de Pointe-à-Pitre, la principale ville de Guadeloupe.

Le pouvoir colonial envoya des renforts de gendarmes mobiles dans l'île, mais il eut par ailleurs une attitude mesurée et ne se lança pas dans une répression dure. Ce qui fut inédit, c'est que tout en réaffirmant la "légitimité" de la présence française, après huit jours de manifestations de rue et d'affrontements plus ou moins violents avec les gendarmes et les CRS, le préfet et les élus invitèrent des dirigeants nationalistes au dialogue et à la paix civile, les considérant comme des interlocuteurs valables, susceptibles de représenter la population. Il est vrai que la principale organisation nationaliste, l'UPLG, a su apparaître durant ces événements, aux yeux des privilégiés locaux, comme une organisation "responsable". Tout en se posant en direction du mouvement, elle a en effet violemment dénoncé les "pilleurs", c'est-à-dire ces jeunes chômeurs qui étaient les plus déterminés des manifestants et qui s'en sont pris à des supermarchés et magasins.

On pourrait penser que les réactions du pouvoir colonial tenaient au fait que le gouvernement de l'époque des barricades à Pointe-à-Pitre, était un gouvernement socialiste.

Il est cependant à noter que la bourgeoisie locale a réagi à l'époque à peu près de la même façon. Le président des petites et moyennes entreprises, par exemple, Blanc riche du pays, avait déclaré au lendemain des journées de barricades qu'il fallait bien sûr tenir compte du pouvoir officiel mais aussi du "*pouvoir réel*", c'est-à-dire des indépendantistes "responsables". D'autres capitalistes des grandes chaînes d'hôtels ont lancé des appels au dialogue avec les organisations indépendantistes, pour parvenir à la "paix sociale". On a vu certains d'entre eux ainsi que certains notables de droite, participer au forum sur l'économie organisé par l'UPLG. Certains d'entre eux, quelques mois après, ont même proposé que le gouvernement prenne des mesures de clémence à l'égard

des militants de l'ARC (Alliance Révolutionnaire Caraïbe), dont plusieurs militants sont en prison ou en fuite, accusés d'avoir organisé des attentats. Le gouvernement lui-même a noté avec satisfaction l'entente et la "paix civile" recouvrées, faisant plusieurs déclarations de bonnes intentions à l'égard du mouvement nationaliste dans son ensemble. Plusieurs notables locaux, y compris de la droite, ont regardé tout cela avec bienveillance et certains ont publié des déclarations complaisantes à l'égard des partisans de l'indépendance.

Ces faits méritent d'être soulignés dans la mesure où traditionnellement aux Antilles, les notables de droite et l'impérialisme français ont toujours franchement combattu, jusqu'à ces dernières années les idées d'autonomie ou d'indépendance, se rattachant au vieux thème de la "départementalisation". Partisans de l'intégration totale de la Guadeloupe et de la Martinique en tant que départements français, ils ont toujours brandi l'épouvantail "communiste" ou "castriste" qui menacerait les Antilles par l'intermédiaire des nationalistes locaux.

Fait significatif, avec le retour de la droite au pouvoir gouvernemental, les tentatives de dialogue semblent s'être poursuivies, et notamment les contacts exploratoires avec plusieurs tendances nationalistes et même avec l'ARC, comme l'a révélé dans un mémoire envoyé à la presse, l'un des principaux militants rendus responsables des attentats. Tout cela peut laisser penser qu'à défaut d'avoir une politique résolue dans ce sens, l'impérialisme français ne ferme pas toutes les portes à des propositions nouvelles concernant le statut de ses possessions des Antilles.

L'impérialisme français a su, en Afrique, il y a un peu plus d'un quart de siècle, substituer avec souplesse à la forme coloniale de sa domination une autre forme, qui a requis la collaboration d'hommes politiques originaires des pays que l'on entendait décoloniser. Les Senghor, Houphouët-Boigny avaient pu faire leurs classes dans le sérail gouvernemental français en tant que ministres ou hauts fonctionnaires avant de diriger, au moment de l'indépendance, leur propre appareil d'Etat local. D'autres futurs chefs d'Etat de pays issus de l'ancien empire colonial français, dans le genre de Bokassa, ont fait leur apprentissage plus

revealed both the people's exasperation against colonial rule and, beyond that, the deeper discontent of the population of the poorer suburbs of Pointe-à-Pitre, Guadeloupe's main town.

The colonial power quickly sent reinforcements of mobile troops onto the island, but otherwise they had a moderate attitude and did not launch any harsh repression campaign. What was completely new was the fact that, while they reasserted the "legitimacy" of French rule, after eight days of street demonstrations and more or less violent clashes with the police and anti-riot troops, the Prefect and the elected representatives invited the nationalist leaders to have a dialogue and restore civil peace, and thus regarded them as valid negotiators, and as possible future representatives of the population. It is true that in the course of the events, the main nationalist organization, the UPLG, managed to appear as a "responsible" organization in the eyes of the local privileged section of the population. While it posed as the leadership of the movement, it actually denounced the "looters" in violent terms, that is those young unemployed who were the most determined among the demonstrators and who attacked supermarkets and other stores.

It could be said that the reactions of the colonial power were due to the fact that there was a Socialist government at the time of the barricades in Pointe-à-Pitre.

However it is noteworthy that the local bourgeoisie reacted somewhat in the same fashion at the time. For example, the president of some small and medium sized firms who is a rich white native of Guadeloupe declared after the days of the barricades that, of course, the official power had to be taken into account but the "real power" too, which means the "responsible" advocates of independence. Other capitalists of the big chains of hotels called for a dialogue with the organizations advocating independence in order to reach "social peace". Some of them, as well as a few right-wing personalities, took part in a forum on economic problems organized by the UPLG. A few months later, some of them even proposed that the government take clemency

measures toward the militants of the ARC (Caribbean Revolutionary Alliance), several of whom are in jail or on the run, on charges of having organized bombings. The government itself noted with satisfaction that an understanding and "civil peace" had been restored, and it issued several statements of goodwill toward the whole of the nationalist movement. Several local personalities, including from the right wing, have considered all this favorably and some of them have issued accomodating statements in favor of the upholders of independence.

Those facts deserve to be underlined in so far as traditionally in the Antilles, right-wing personalities and French imperialism have always, until the last few years, openly fought against the ideas of home rule or independence, and have clung to the old theme of "departmentalization". They were upholders of total integration of Guadeloupe and Martinique as French departments, and they have always brandished the scarecrow of "Communism" or "Castroism" which they said was behind the local nationalists and threatened the Antilles.

It is significant that with the return of the Right to government, the attempts to have a dialogue seem to be continuing, and notably exploratory contacts with several nationalist currents and even with the ARC, as was revealed in a memo sent to the press by one of the principal militants said to be responsible for the bombings. All of this lets us think that although French imperialism does not have a resolute policy on this, it does not close all doors to new proposals concerning the status of its possessions in the Antilles.

A little more than a quarter of a century ago. in Africa, French imperialism knew how to substitute, in a smooth way, the colonial form of its domination with another form requiring the collaboration of native politicians from the countries to be decolonized. A Senghor or a Houphouët-Boigny got their training under French government auspices as ministers or top civil servants before they led their own local state apparatus when those countries became independent. Other heads of state of the countries coming out of the former French colonial empire had more modest apprenticeship, as in the case of Bokassa who was an

poder colonial como, más allá, el descontento más profundo de la población de los barrios pobres de Pointe-à-Pitre, la principal ciudad de la Guadalupe.

El poder colonial envió refuerzos de tropas móviles a la isla, pero tuvo una actitud mesurada y no se lanzó a reprimir duramente. Lo que fue inédito fue que aun reafirmando la "legitimidad" de la presencia francesa, después de ocho días de manifestaciones callejeras y de enfrentamientos más o menos violentos con los gendarmes y los CRS (Compañía Republicana de Seguridad) el prefecto (equivalente a gobernador en España) y los responsables elegidos invitaron a dirigentes nacionalistas al diálogo y a la paz civil, considerándoles como interlocutores válidos, capaces de representar a la población. Es cierto que la principal organización nacionalista, la UPLG, supo aparecer durante estos acontecimientos, como una organización "responsable" a los ojos de los privilegiados locales. Sin dejar de plantearse como la dirección del movimiento, denunció en efecto violentamente a los "ladrones", es decir a esos jóvenes desempleados que constituían los manifestantes más determinados y que atacaron comercios y supermercados.

Se podría pensar que las reacciones del poder colonial se explicaban por el hecho que el gobierno de la época de las barricadas en Pointe-à-Pitre, era un gobierno socialista.

Hay que notar sin embargo que la burguesía local reaccionó entonces más o menos de la misma forma. El presidente de las pequeñas y medianas empresas, por ejemplo, Blanc, un rico del país, había declarado al día siguiente de las jornadas de barricadas que había que tener en cuenta, claro está, al poder oficial pero también al "poder real", es decir, independentistas "responsables". Otros capitalistas de las grandes cadenas de hoteles lanzaron llamados al diálogo con las organizaciones independentistas para lograr la "paz social". Algunos de entre ellos así como también ciertos notables de derecha participaron al foro sobre economía organizado por la UPLG. Incluso unos meses después, algunos de ellos propusieron que el gobierno tomara medidas de clemencia en

relación a los militantes de la ARC, la cual cuenta varios militantes encarcelados o clandestinos, acusados de haber organizado atentados. El propio gobierno ha señalado con satisfacción el acuerdo y la "paz civil" recobrados, haciendo varias declaraciones de buena intención para con el movimiento nacionalista en su conjunto. Varios notables locales, inclusive los de derecha, han visto todo esto con benevolencia y algunos han publicado declaraciones complacientes con respecto a los partidarios de la independencia.

Estos hechos merecen ser señalados en la medida en que tradicionalmente en las Antillas, los notables de derecha y el imperialismo francés han combatido siempre abiertamente hasta estos últimos años las ideas de autonomía o de independencia, apoyándose en el viejo tema de la "departamentalización". Partidarios de la integración total de la Guadalupe y de la Martinica como departamentos franceses, siempre han enarbolado el fantasma "comunista" o "castrista" que amenazaría a las Antillas por intermedio de los nacionalistas locales.

Hecho significativo, con el retorno de la derecha al gobierno, los intentos de diálogo, parecen haberse perseguido, y en particular los contactos exploratorios con varias tendencias nacionalistas e incluso con la ARC, como lo ha revelado en un memorandum enviado a la prensa uno de los principales militantes a quienes responsabilizan de los atentados. Todo esto puede dejar pensar que a falta de tener una política decidida en este sentido, el imperialismo francés no cierra todas las puertas a nuevas proposiciones en relación con el estatuto de sus posesiones en las Antillas.

En Africa, el imperialismo francés supo, hace algo más de un cuarto de siglo, sustituir sin atropiezos, a la forma colonial de su dominación otra forma de dominación, que necesitó la colaboración de hombres políticos originarios de los países que se quería descolonizar. Los Senghor, Houphouët-Boigny habían podido hacer sus clases en el círculo gubernamental francés ya sea como ministros o como altos funcionarios antes de dirigir, en el momento de la independencia su propio aparato de Estado local. Otros futuros jefes de Estado, de países del antiguo imperio colonial francés, del estilo de Bokassa, hicieron su aprendizaje más modestamente en el

modestement dans le cadre de l'armée française.

Aux Antilles dites françaises, on n'en est pas encore là. Mais si c'était le cas, le personnel politique conforme aux intérêts de l'impérialisme ne viendrait pas à manquer. De tradition, les Antilles ont même été des fournisseurs de hauts fonctionnaires "couleur locale" pour des pays d'Afrique promis à l'indépendance, lorsque des cadres locaux fiables du point de vue de l'impérialisme faisaient défaut (c'est ainsi que le Premier ministre du Tchad, au temps où celui-ci fut promu autonome et avant qu'il ne devînt indépendant, a été le Guadeloupéen Lisette). Depuis les hauts fonctionnaires servant dans l'administration actuelle jusqu'aux députés, sénateurs, intégrés dans la vie politique française, en passant par Lucette Michaud-Chevry, ministre actuel de la francophonie du gouvernement Chirac, tout ce beau monde pourrait constituer, le cas échéant, le personnel politique préparé par l'impérialisme français pour un futur Etat guadeloupéen, à supposer que le gouvernement français préfère, du moins dans un premier temps, éviter de considérer comme des interlocuteurs privilégiés les organisations nationalistes qui se veulent plus radicales, comme l'UPLG.

Tous ces indices ne permettent évidemment pas d'affirmer à coup sûr que les dirigeants politiques de l'impérialisme français ont opté pour une décolonisation "à froid" pour anticiper et prévenir les luttes de la population contre la domination coloniale, ou simplement, par mesure d'économie. Même si cela était le cas, il est fort peu vraisemblable que, étant donné la fragilité et la sainte crainte de tout ce qui bouge du gouvernement Chirac, cela se fasse avant les élections présidentielles.

Tout ce qu'on peut dire enfin, c'est qu'il y a là assez d'indices concordants pour encourager des politiciens guadeloupéens, même de droite et même départementalistes convaincus dans le passé, à se "positionner" afin de ne pas rater une éventuelle "décolonisation" à froid.

L'impérialisme en général, et l'impérialisme français en particulier, a une très grande expérience de la substitution à l'ancienne forme coloniale de sa domina-

tion, d'autres formes, où le maintien de l'ordre, l'oppression des exploités et la pérennité de l'exploitation, en particulier au profit de la bourgeoisie impérialiste de l'ancienne métropole, sont assurés par un appareil d'Etat autochtone.

Les formations nationalistes, des plus modérées aux plus radicales, sont prêtes à négocier avec l'impérialisme français les conditions d'un transfert de souveraineté, même si l'on peut penser -encore que cela ne soit pas sûr- que le compromis entre les deux parties ne s'établirait pas exactement selon les mêmes conditions sur certains points, suivant que le gouvernement français négocierait avec un Houphouët-Boigny ou un Sékou Touré de la Guadeloupe. Cela pourrait être un peu différent pour ce qui est de la marge de l'appareil d'Etat d'une Guadeloupe ou d'une Martinique indépendante, mais pas pour les classes exploitées.

L'impérialisme britannique a procédé à une telle décolonisation "à froid" dans plusieurs des îles des Petites Antilles, voisines ou proches de la Guadeloupe et de la Martinique : en Dominique, à Sainte-Lucie ou à la Barbade par exemple. Le sort des classes exploitées n'est certainement enviable dans aucun de ces Etats, et les régimes, même lorsqu'ils conservent des dehors vaguement parlementaires, sont autoritaires pour les pauvres.

La persistance de la domination coloniale, même si c'est sous la forme déguisée de la "départementalisation", est certainement un des problèmes majeurs de la situation politique en Guadeloupe. Tous les conflits, toutes les mobilisations deviennent rapidement des conflits avec une administration imposée de la métropole. Le fait que la direction de l'administration soit pour l'essentiel blanche, alors que la quasi-totalité de la population est noire, donne à toutes les attaques du pouvoir l'aspect d'une provocation raciale -d'autant plus que souvent, c'est bien le cas.

Alors, la classe ouvrière, qui a un poids social important compte tenu de la faiblesse de la population globale et qui est combative, devrait avoir une politique à elle contre le pouvoir colonial, et ne pas laisser ce terrain à la petite-bourgeoisie. C'est seulement si c'est elle, la classe ouvrière, qui prend la tête du com-

officer in the French army.

In the so-called "French" Antilles, things have not gone as far yet. But if this were the case there would be no shortage of a political staff in accordance with the interests of imperialism. Traditionally, the Antilles have even furnished top civil servants of "local color" to African countries which were due to become independent, when their local cadres, weak in imperialism's point of view, failed. This is why the prime minister of Chad was the Guadeloupean Lisette at the time when Chad became autonomous and before it became independent. Top civil servant working in the current administration, representatives, senators—integrated into French political life—and also Lucette Michaud-Chevry, the present minister in Chirac's government for the French-speaking communities, this fine crew could form the political staff, if the case arose, prepared by French imperialism, for a future Guadeloupean State—supposing that the French government would rather avoid considering the nationalist organizations which claim to be more radical like the UPLG, as privileged partners, at least in the beginning.

All those signs still do not allow us to be definitely sure and assert that the political leaders of French imperialism have opted for "premeditated" decolonization in order to anticipate and prevent the people's struggles against colonial rule, or merely in order to cut down on expenses. Now, even if this were the case, it is very unlikely it would be carried out before the French presidential elections, given the Chirac government's fragility and holy fear of anything that stirs.

Finally, the only thing which can be said is that there are enough converging indices to encourage the Guadeloupean politicians—even Right-wingers and even those who in the past were convinced "departmentalists"—to now "position" themselves so as to not miss out on an eventual "premeditated decolonization."

Imperialism in general, and French imperialism in particular, have a lot of experience in replacing the old colonial form of its domination by new forms

under which law and order, oppression and exploitation are maintained, particularly to the advantage of the former home country's imperialist bourgeoisie and ensured by a native state apparatus.

All nationalist organizations from the most moderate to the most radical ones, are ready to negotiate the conditions of a transfer of sovereignty with French imperialism. Even if one could think—and it is not sure at all—that the compromise between the two parties would not be settled with the same conditions on some points, depending on whether the French government would negotiate with a Guadeloupean Houphouët-Boigny or with a Sekou Touré. It could mean a small difference for the state apparatus of an independent Guadeloupe or Martinique as it could have a more or less wider scope. But it would make no difference for the exploited classes.

British imperialism carried out such a “premeditated” decolonization in several islands of the Lesser Antilles, close to Guadeloupe and Martinique: in Dominica, St. Lucia, or Barbados for example. The lot of the exploited classes is certainly not enviable in any of those states, and though they have maintained a vaguely parliamentary façade, these are authoritarian regimes for the poor.

The persistence of colonial domination, even though in a disguised form called “departmentalization”, is certainly one of the major problems in the political situation in Guadeloupe. All conflicts and demonstrations rapidly become conflicts with an administration which has been imposed by the home country. The fact that the directors of the administration are for the most part white, whereas almost the entire population is black, makes all attacks by the rulers appear as racial provocations—all the more so as this is often the case.

Thus the working class—which has a strong social influence, given the small overall population, and is combative—must have a policy of its own against the colonial power and not leave the field to the petty bourgeoisie. Only if the working class itself takes the

marco del ejército francés.

En las Antillas dichas francesas todavía no se ha llegado a esto. Pero si el caso se diera, el personal político conforme con los intereses del imperialismo no llegaría a faltar. Por tradición, las Antillas incluso han sido abastecedoras de altos funcionarios “color local” para países de Africa propuestos para la independencia, cuando faltaban ejecutivos locales fiables del punto de vista del imperialismo (es así como el primer ministro del Chad, cuando este país ascendió a la autonomía y antes que pasara a ser independiente, fue el guadalupéño Lisette). De los altos funcionarios que sirven en la administración actual, desde los diputados, senadores, integrados en la vida política francesa, pasando por Lucette Michaud-Chevry, ministro actual de la francofonía del gobierno Chirac, todo este lindo mundo podría constituer, si llegara el caso, el personal político preparado por el imperialismo francés para un futuro Estado guadalupéño, suponiendo que el gobierno francés prefiriera, al menos en un primer tiempo, evitar de considerar a las organizaciones nacionalistas que se quieren más radicales, tal la UPLG, como interlocutores privilegiados.

Todos estos indicios no permiten afirmar de forma cabal que los dirigentes políticos del imperialismo francés han optado por una descolonización “en frío” para anticipar y prevenir las luchas de la población contra la dominación colonial, o simplemente por medida de economía. Incluso si fuera el caso, es poco probable que, dados la fragilidad y el santo temor que tiene el gobierno Chirac de todo lo que se mueve, esto se haga antes de las elecciones presidenciales.

Lo único que se puede decir pues, es que hay suficientes indicios concordantes como para alentar a políticos guadalupéños —incluso de derecha e incluso departamentalistas convencidos en el pasado— para “colocarse” con el fin de no fallar una eventual “descolonización” en frío.

El imperialismo en general, y el imperialismo francés en particular, tiene una experiencia muy

grande en la sustitución de la antigua forma colonial de su dominación por otras formas a través de las cuales el mantenimiento del orden, la opresión de los explotados y la perennidad de la explotación, particularmente en beneficio de la burguesía imperialista de la antigua metrópoli, sean asegurados por un aparato de Estado autóctono.

Las formaciones nacionalistas desde las más moderadas hasta las más radicales, están dispuestas a negociar con el imperialismo francés las condiciones de un traspaso de soberanía, incluso si puede pensarse — aunque eso no sea seguro — que el compromiso entre ambas partes no se establecería exactamente en las mismas bases sobre algunos puntos, según que el gobierno francés negocie con un Houphouët-Boigny o con un Sékou-Touré de la Guadalupe. Podría ser un poco distinto en cuanto al margen de maniobra del aparato de Estado de una Guadalupe o de una Martinica independiente, pero en ningún caso sería diferente para las clases explotadas.

El imperialismo británico ha procedido a una descolonización similar “en frío” en muchas islas de las pequeñas Antillas, vecinas o cercanas de la Guadalupe y de la Martinica: en Dominica, en Santa Lucía o en Barbados por ejemplo. El destino de las clases explotadas no es por cierto envidiable en ninguno de esos Estados, y los regímenes, incluso cuando conservan apariencias vagamente parlamentarias, son autoritarios para con los pobres.

La persistencia de la dominación colonial aun bajo la forma enmascarada de la “departamentalización” es por cierto uno de los problemas mayores de la situación política en Guadalupe. Todos los conflictos, todas las movilizaciones se vuelven rápidamente conflictos con una administración impuesta desde la metrópoli. El hecho que la dirección de esa administración sea esencialmente blanca, cuando la casi totalidad de la población es negra, hace que cada ataque del poder toma el aspecto de una provocación racial — tanto más cuanto que casi siempre es el caso.

Entonces, la clase obrera que tiene un importante peso social teniendo en cuenta la debilidad de la población global, y que es combativa, debería tener una política propia contra el poder colonial y no dejar este terreno a la pequeña burguesía. Sólo si ella, la clase obrera, se pone a la cabeza del combate para

bat pour mettre dehors le pouvoir colonial ; c'est seulement si elle met fin à l'oppression coloniale par les moyens de la lutte des classes, qu'elle peut espérer que le départ de l'administration française ne se retourne pas contre elle.

Un compromis entre l'impérialisme et les notables locaux -de la cuvée des politiciens vieux serviteurs de la France ou de la jeune cuvée nationaliste-, une décolonisation négociée à froid, se ferait nécessairement sur le dos des classes exploitées.

Le gouvernement français cherchera à faire des économies. Les couches privilégiées, qui sont les principaux bénéficiaires locaux des transferts et des dépenses actuelles de l'administration française, chercheront à conserver leur niveau de vie. Ce sera aux travailleurs, aux paysans pauvres de payer, s'ils se laissent faire.

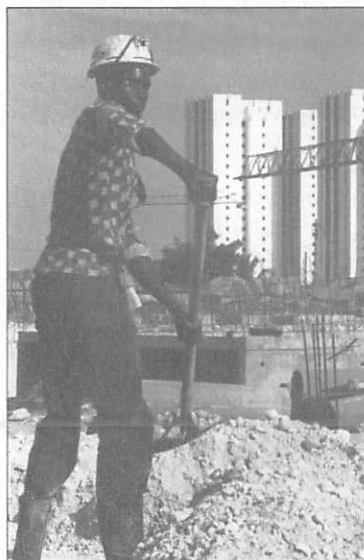
Comme ce sera aux classes exploitées de dégager de quoi payer l'appareil d'Etat national, l'administration, les forces de l'ordre. C'est certainement dans ce domaine que, indépendance ou pas, le gouvernement français saurait être le plus généreux en cas de nécessité. Il aidera les gouvernants autochtones contre leur peuple, comme il le fait pour les Etats d'Afrique de son ancien empire colonial. Mais il laissera les notables locaux se débrouiller sur la manière d'expliquer aux travailleurs, aux paysans pauvres, pourquoi il faut travailler plus, gagner moins, abandonner les quelques protections sociales calquées sur le modèle français. On a déjà entendu des nationalistes prétendument radicaux de l'UPLG s'élever, au nom de la "dignité nationale", contre le fait que certaines catégories de travailleurs, fonctionnaires, hospitaliers, travailleurs du secteur public, bénéficient de salaires "privilégiés". C'est une façon de préparer, dès maintenant, les temps où ce seront eux qui assumeront le pouvoir, et où ils n'hésiteront pas à toucher aux salaires, au niveau de vie des travailleurs, pour garantir le leur propre, même s'ils diront que cela se fait dans "l'intérêt national".

Alors, il faut que les travailleurs soient avertis de tout cela ; qu'ils ne se fassent pas d'illusions sur ceux

qui prétendent incarner un changement radical simplement parce qu'ils sont prêts à gouverner une Guadeloupe indépendante.

Ni la bourgeoisie française, ni la bourgeoisie de Guadeloupe -pour autant qu'elles sont distinctes- ne font de cadeaux aux exploités aujourd'hui, alors que c'est l'administration coloniale qui gère leurs affaires politiques. Plus la crise durera, d'ailleurs, plus les conditions d'existence des travailleurs s'aggraveront, ne serait-ce qu'au rythme où elles s'aggravent en métropole ; et, si les travailleurs ne se défendent pas, sans doute encore plus.

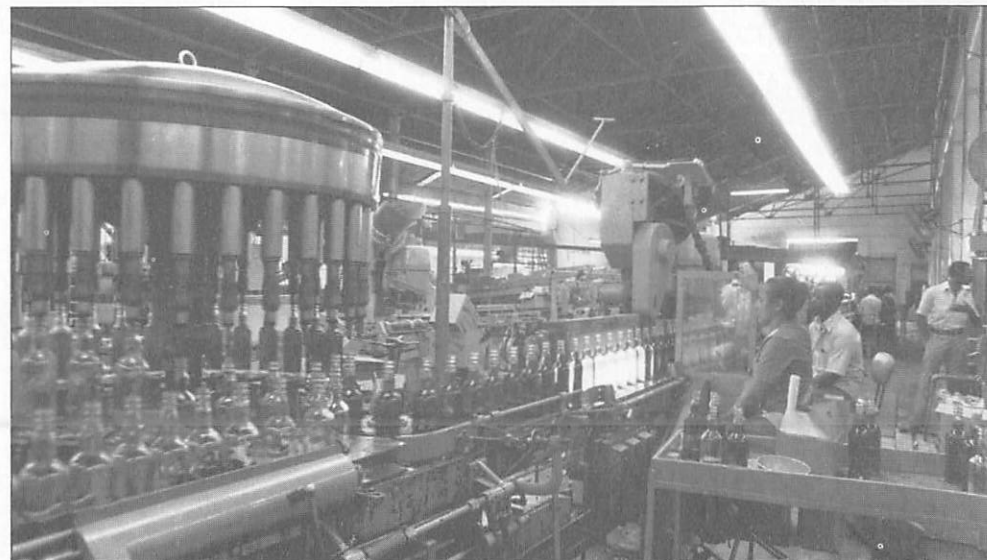
Mais ni la bourgeoisie de France, ni la bourgeoisie de la Guadeloupe ne feront davantage de cadeaux aux ouvriers, aux paysans pauvres, simplement parce que la Guadeloupe aura un drapeau, un hymne national, et parce qu'un des notables, actuellement député, ministre français...ou même dirigeant nationaliste, portera le titre de chef d'Etat "indépendant"...



Les travailleurs doivent savoir que la bourgeoisie ne leur fera pas de cadeaux...

The workers must know that the bourgeoisie will not let them off the hook...

Los trabajadores deben saber que la burguesía no les hará regalos...



lead in the fight to get rid of the colonial power and only if it puts an end to colonial oppression with the methods of class struggle, can it then hope that the departure of the French administration will not go against the workers.

A compromise between imperialism and the local well-known personalities (whether the old kind of France's servant-politician or a variety of young nationalists), a calculated, negotiated decolonization will necessarily be made on the backs of the exploited classes.

The French government will be trying to save money. The privileged layers are the primary local beneficiaries of the current expenses of the French administration and will be trying to conserve their standard of living. Thus it will be the workers and the poor peasants who will pay—if they let themselves be pushed around.

The exploited classes will have to cough up the cost

for the national state apparatus, administration and the forces of law and order. Certainly, whether there is independence or not, the French government will be more than generous when necessary to maintain law and order. It will aid the native rulers against their own people as it aids the African states of its old colonial empire. But it will leave it to the local big-shots to deal with the workers and poor peasants, to explain—in their own manner—why it is necessary to work harder, earn less, and get rid of the few social protections currently organized according to the French model. Already, the make-believe radical nationalists of the UPLG, in the name of “national dignity,” speak out against the “privileged” salaries of certain categories of workers, civil servants, hospital workers and those working in the public sector. This is a way of preparing, as of right now, for the time when they will assume power when they will not hesitate to hit on the salaries and the standard of living of the workers—in order to guarantee their own, even though they will call this “in the national interest.”

Thus the workers must be warned of this so they do not have illusions about those who pretend to embody radical changes merely because they are ready to govern an independent Guadeloupe.

The colonial administration manages the political affairs of both the French bourgeoisie and the Guadeloupean bourgeoisie (to the extent they are distinct) and even now, they don't make things any easier for the exploited classes. So as the crisis deepens the workers' conditions become worse (be it only at the same tempo as in the home country) and conditions will be, undoubtedly, much worse for the workers if they do not defend themselves.

But the French or Guadeloupean bourgeoisie will not let the workers and poor peasants off the hook merely because Guadeloupe will have its own flag and national hymn or because one of the big-shots (currently a French deputy or minister . . . or even a nationalist leader) will have the title Head of “an independent” state.

echar afuera el poder colonial, sólo si ella pone fin a la opresión colonial por los medios de la lucha de clases, es como se puede esperar que la salida de la administración francesa no vaya a volverse en contra de ella.

Un compromiso entre el imperialismo y los notables locales —de la cosecha de los viejos políticos servidores de Francia o de la nueva cosecha nacionalista— una descolonización negociada en frío se hará necesariamente a costas de las clases explotadas.

El gobierno francés buscará hacer economías. Las capas privilegiadas, que son las principales beneficiarias locales de las transferencias y de los gastos actuales de la administración francesa, buscarán conservar el mismo nivel de vida. Les tocará a los trabajadores, a los campesinos pobres pagar, si se dejan manejar.

Como les tocará también a las clases explotadas, proporcionar lo que cuesta mantener el aparato de Estado nacional, la administración, las fuerzas del orden. Es seguramente en ese terreno que, independencia o no, el gobierno francés sabría mostrarse lo más generoso si fuera necesario. Ayudará a los gobernantes autóctonos contra sus pueblos, como lo hace para los Estados de Africa de su antiguo imperio colonial. Pero dejará los notables locales arreglárselas en cómo explicar a los trabajadores, a los campesinos pobres, por qué deben trabajar más, ganar menos, abandonar las pocas protecciones sociales calcadas sobre el modelo francés. Ya hemos escuchado nacionalistas pretendidamente radicales del UPLG elevarse en nombre de la “dignidad nacional”, contra el hecho de que ciertas categorías de trabajadores, funcionarios, personal hospitalario, trabajadores del sector público, beneficien de salarios “privilegiados”. Es una manera de preparar, desde ahora, el momento cuando serán ellos los que asumirán el poder, y cuando no vacilarán en atacarse a los salarios, al nivel de vida de los trabajadores, para garantizar el suyo propio, aunque digan que esto se hace por el “interés nacional”.

Entonces, es necesario que los trabajadores estén prevenidos de todo esto ; es necesario que no tengan

ilusiones sobre los que pretenden encarnar un cambio radical simplemente porque están dispuestos a gobernar una Guadalupe independiente.

Ni la burguesía francesa, ni la burguesía de la Guadalupe —por tanto que sean distintas— regalan nada a los explotados hoy, cuando es la administración colonial quien administra sus asuntos políticos. Cuanto más dure además la crisis, tanto más se agravarán las condiciones de vida de los trabajadores, al menos al ritmo en que se agravan en la metrópoli, y seguramente más aún, si los trabajadores no se defienden.

Pero ni la burguesía de Francia ni la burguesía de la Guadalupe harán mayores regalos a los obreros, a los campesinos pobres, por el simple hecho de que la Guadalupe tenga una bandera, un himno nacional o que uno de los notables hoy diputado, ministro francés... o hasta dirigente nacionalista, tenga el título de jefe de Estado “independiente”.



... simplement parce qu'ils auront obtenu un drapeau national.

...just because they will have a national flag.

...por el simple hecho que tengan una bandera nacional.

Pologne : vers une collaboration entre Solidarité et Jaruzelski ?

Près de cinq ans après le coup d'Etat du général Jaruzelski interdisant Solidarité, et mettant fin du même coup au développement au grand jour d'une organisation de masse et à l'agitation sociale qui avaient commencé avec les grèves de l'été 1980, un tournant dans la politique du gouvernement polonais est-il en train de s'amorcer ?

Jaruselski, en juin dernier, avait fait la vague proposition de création d'un Conseil consultatif auprès du Conseil d'Etat, Conseil qui s'ouvrirait à "*des personnalités indépendantes du pouvoir*", et il avait évoqué la mise sur pied d'un Institut des droits du citoyen auquel seraient attribués les pleins pouvoirs. La presse s'était alors interrogée sur l'éventualité d'une ouverture politique.

Mais c'est le 11 septembre dernier que Jaruzelski a fait un geste spectaculaire en libérant la quasi totalité des prisonniers politiques de Pologne, c'est-à-dire pour l'essentiel, les dirigeants de Solidarité jusque-là encore emprisonnés.

L'AMNISTIE POUR SOLIDARITÉ

Quelle signification les dirigeants polonais voulaient-ils donner à leur geste et qu'en attendaient-ils ? Le ministre de l'Intérieur, le général Kiszczack, qui s'est exprimé à ce sujet, déclarait le lendemain à l'agence de presse polonaise P.A.P., parlant de la libération des prisonniers politiques, "*qu'elle constituait*

suite p. 14

Poland: Solidarity and Jaruzelsky toward Collaboration?

It is almost five years since the coup d'etat of General Jaruzelsky which outlawed Solidarity cut off the legal development of their mass organization and stopped the social agitation which had begun with strikes in the summer of 1980. Is there now a beginning of a turn in the policies of the Polish government?

Last June, Jaruzelsky vaguely proposed the creation of a Consultative Council alongside the State Council which would be open to "some personalities who are independent from the government" and he mentioned setting up an "institute of citizens' rights" which might be given full powers. Thus, the newspapers raised the question as to the eventuality of a political opening.

But the spectacular gesture came last September 11, when Jaruzelsky liberated almost all of Poland's political prisoners, essentially those leaders of Solidarity who were still in prison.

AMNESTY FOR SOLIDARITY

What was the significance of this gesture by the Polish leaders and what did they expect from it? The next day, General Kiszczack, minister of the interior, discussed this subject while speaking to the Polish Press Agency (PAP), saying that the liberation of the political prisoners "represents an exceptional test of

continued on p. 14

POLONIA: ¿hacia una colaboración entre Solidaridad y Jaruzelski?

Casi cinco años después del golpe de Estado del General Jaruzelsky que ilegalizó Solidaridad poniendo fin al desarrollo a la luz del día de una organización de masas y a la agitación social que había comenzado con las huelgas del verano de 1980, ¿se está anunciando un giro en la política del gobierno polaco ?

En junio pasado, Jaruzelsky había hecho la vaga proposición de crear un *Consejo Consultivo* ante el Consejo de Estado que se abriría a "*personalidades independientes del poder*" y había evocado la instalación de un "*Instituto de los derechos del ciudadano*" al cual serían atribuidos los plenos poderes. La prensa se había entonces interrogado sobre la eventualidad de una apertura política.

Pero el 11 de setiembre pasado, Jaruzelsky hacía un gesto espectacular liberando a la casi-totalidad de los presos políticos de Polonia, es decir esencialmente, a los dirigentes de Solidaridad que seguían hasta entonces encarcelados.

LA AMNISTÍA PARA SOLIDARIDAD

¿Qué significación querían dar a su gesto los dirigentes polacos y qué esperaban con ello ? El ministro del Interior, el general Kiszczack, quien se ha expresado sobre este tema, declaraba al día siguiente a la agencia de prensa polaca PAP, hablando de la liberación de los presos políticos:

sigue en p. 14



Des militants de Solidarité qui viennent d'être libérés.

Solidarity militants just liberated from prison.

Militantes de Solidaridad recién liberados.



Le Ministre de l'Intérieur Czesław Kiszczak.

Minister of the Interior Czesław Kiszczak.

El ministro del Interior Czesław Kiszczak.

un test particulier du réalisme politique et de la bonne volonté des Occidentaux...", ajoutant : "Cette mesure répond aux appels publics de l'Eglise. C'est pourquoi nous nous attendons à une réaction constructive de sa part et à un soutien réel et actif". Ainsi la libération des prisonniers par le gouvernement polonais est d'abord un geste qui vise à trouver un soutien du côté des Occidentaux et de l'Eglise.

Les problèmes qui contraignent le gouvernement polonais à appeler à l'aide, sont ceux créés par la situation économique catastrophique du pays. Le quotidien français *Le Figaro* du 7 novembre 1986 rapporte que le ministre des Finances "vient d'admettre que la Pologne était étranglée par sa dette extérieure qui a atteint 33,4 milliards de dollars"... "Le ministre admet que l'on ne s'en tirera pas sans la "compréhension" des créiteurs permettant une solution relativement globale. Le ministre a aussi révélé que les autorités comptent éliminer peu à peu les subventions permettant de maintenir les prix, notamment alimentaires, plus bas que les coûts".

Quand on se souvient que l'annonce de mesures semblables fut à plusieurs reprises en Pologne à l'origine de grèves ou de troubles sociaux, on comprend que le même communiqué où le bureau politique du Parti annonce de nouvelles mesures d'austérité souligne aussi ses inquiétudes et ses soucis : "Sans une argumentation complète et profonde, sans un accès aux couches les plus larges de la population, aux travailleurs, il ne sera pas possible d'obtenir la compréhension et en conséquence l'approbation populaire des exigences qu'il faut remplir pour réaliser le plan de l'année prochaine".

Le gouvernement polonais se trouve donc face à des problèmes qu'il craint de ne pouvoir résoudre sans trouver des appuis financiers à l'extérieur et sans désarmer l'opposition à l'intérieur. Pour parvenir à l'un comme à l'autre, il lui faut convaincre qu'il y a quelque chose qui change en Pologne, même si ce sont les mêmes hommes qui se maintiennent à la tête du pays.

the Western countries' political realism and good will . . ." adding that "this measure is in response to the Church's public appeals. This is why we expect a constructive reaction from the Church and a real and active support." Thus the liberation of the prisoners by the Polish government was at first a gesture aimed at finding support from the West and from the Church.

The problems which have compelled the Polish government to appeal for aid are those which have been created by the catastrophic economic situation in the country. The French newspaper *Le Figaro*, November 7, 1986, reports that the minister of finance "has just admitted that the Polish State is strangled by its external debt which has reached 33.4 billion dollars . . . The minister admits that it will not get out of this situation without the "understanding" of its creditors permitting a relatively global solution. The minister has also revealed that the authorities consider eliminating little by little the subsidies which keep prices lower than costs, particularly food prices."

When we remember that the announcement of similar measures in Poland was, on several occasions, the origin of strikes or social unrest, we understand that the same press release from the Political Bureau of the party which announces new austerity measures also underlines its anxieties and worries: "Without thorough and consistent explanations, without reaching the widest layers of the population, the workers, it will not be possible to obtain the understanding and consequently, the approval of the population for the requirements it must fulfil in order to achieve the plan of the coming years."

Thus the Polish government is facing problems which it fears it cannot resolve without finding external financial support and without disarming the internal opposition. To achieve either one or the other, they have to convince them that something has changed in Poland even though the same people run the country.

"que ella constituía un test particular del realismo político y de la buena voluntad de los Occidentales...", agregando: "esta medida responde a los llamados públicos de la Iglesia. Por eso nosotros nos esperamos a una reacción constructiva de su parte y un apoyo real y activo". Así la liberación de los presos para el gobierno polaco es primero un gesto con el objetivo de encontrar un apoyo del lado de los Occidentales y de la Iglesia.

Los problemas que obligan al gobierno polaco a pedir ayuda son aquéllos creados por la situación económica catastrófica del país. El cotidiano francés *Le Figaro* del 7 de noviembre de 1986 informa que el ministro de finanzas "acaba de admitir que Polonia estaba estrangulada por su deuda externa, la cual llega a 33,4 millones de dólares"... "El ministro admite que no se podrá salir de esta situación sin la "comprensión" de los acreedores permitiendo una solución relativamente global. El ministro ha revelado también que las autoridades cuentan eliminar poco a poco las subvenciones que permiten mantener los precios, particularmente los alimenticios, más bajos que los costos".

Cuando recordamos que el anuncio de medidas similares estuvieron varias veces en Polonia al origen de las huelgas o de disturbios sociales, podemos comprender que el mismo comunicado en el cual el buró político del Partido anuncia nuevas medidas de austeridad, subraya también sus inquietudes y preocupaciones: "Sin una argumentación completa y profunda, sin un acceso a las capas más amplias de la población, a los trabajadores, no será posible obtener la comprensión y en consecuencia la aprobación popular de las exigencias que tenemos que cumplir para realizar el plan del año próximo."

El gobierno polaco se encuentra pues frente a problemas que teme no poder resolver sin encontrar apoyos financieros en el exterior y sin desarmar a la oposición en el interior.

Para alcanzar uno y otro objetivo, le hace falta convencer de que hay algo que cambia en Polonia, incluso si son los mismos hombres los que se mantienen a la cabeza del país.

LES AVANCES DE WALESA ET KURON

Les dirigeants de Solidarité quelques jours plus tard, le 30 septembre, ont répondu dans une conférence de presse en annonçant par la voix de Walesa lui-même la formation d'un conseil provisoire agissant au grand jour, et la dissolution des organes de direction clandestins du syndicat. Walesa s'expliquait sur ce qu'il attendait d'une telle décision. Il renouvelait à cette occasion la revendication d'un *"retour au pluralisme des syndicats et des associations dans la cadre défini par la Constitution"*. Mais il exprimait également son espoir que puisse *"être trouvé le début de la route conduisant au dialogue et à l'entente"* avec le pouvoir, *"d'une entente qui permettrait de sauver le pays d'une catastrophe économique et politique"*. Il déclarait aussi : *"Nous sommes disposés à liquider ce qui dans l'esprit des autorités constitue une barrière élevée par Solidarité. Nous voulons témoigner de notre bonne volonté"*.

Affirmer l'existence légale de Solidarité alors que celle-ci était sous le coup de l'interdiction, c'était à la fois braver la loi et braver le gouvernement, et cela pouvait passer pour un geste de défi. De même que réclamer *"un retour au pluralisme"* même si c'était en précisant *"dans le cadre défini par la Constitution"*. Mais le geste de Solidarité pouvait aussi être interprété différemment, parce qu'il y avait en même temps la déclaration de dissolution de l'organisation clandestine, et l'affirmation de sa bonne volonté à collaborer avec le pouvoir pour sauver le pays des difficultés économiques. Ce qui, plutôt qu'un défi, était au contraire une offre de service faite au gouvernement.

Walesa et un autre dirigeant, Jacek Kuron, le fondateur du K.O.R. (Comité de défense des ouvriers), autre figure marquante de l'organisation, ont par leurs déclarations ultérieures précisé les intentions de la direction de Solidarité.

Walesa, dans une interview qu'il a donnée à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* du 3 novembre 1986,

THE OVERTURES OF WALESA AND KURON

The leadership of Solidarity responded several days later in a press conference on September 30. Walesa himself made the announcement of the formation of a Provisional Council functioning openly and the dissolution of the clandestine leadership organization of the union. Walesa explained what he expected from such a decision. He took the occasion to reaffirm the demand "for a return to pluralism of unions and associations within the framework designated by the constitution". But he also expressed his hope that it would be possible "to find the path leading to a dialogue and an agreement" with the authorities, "an agreement which would permit rescuing the country from economic and political catastrophe." He also said: "We are prepared to liquidate that which in the minds of the authorities constitutes a barrier set up by Solidarity. We want to show proof of our good will."

The affirmation of the legal existence of Solidarity while it was outlawed was an affront to both the law and the government and it could appear to be a gesture of defiance. The same could be said of the demand for "a return to pluralism" even though it was explicitly "within the framework designated by the constitution". But Solidarity's gesture could also be interpreted differently because it had at the same time announced the dissolution of its clandestine organization and affirmed its willingness to collaborate with the authorities to save the country from economic difficulties. And this, rather than a defiance, was on the contrary, an offer of service to the government.

Walesa and another well-known leader, Jacek Kuron, the founder of KOR (Workers' Defense Committee), have in later statements made the intentions of Solidarity's leadership more precise.

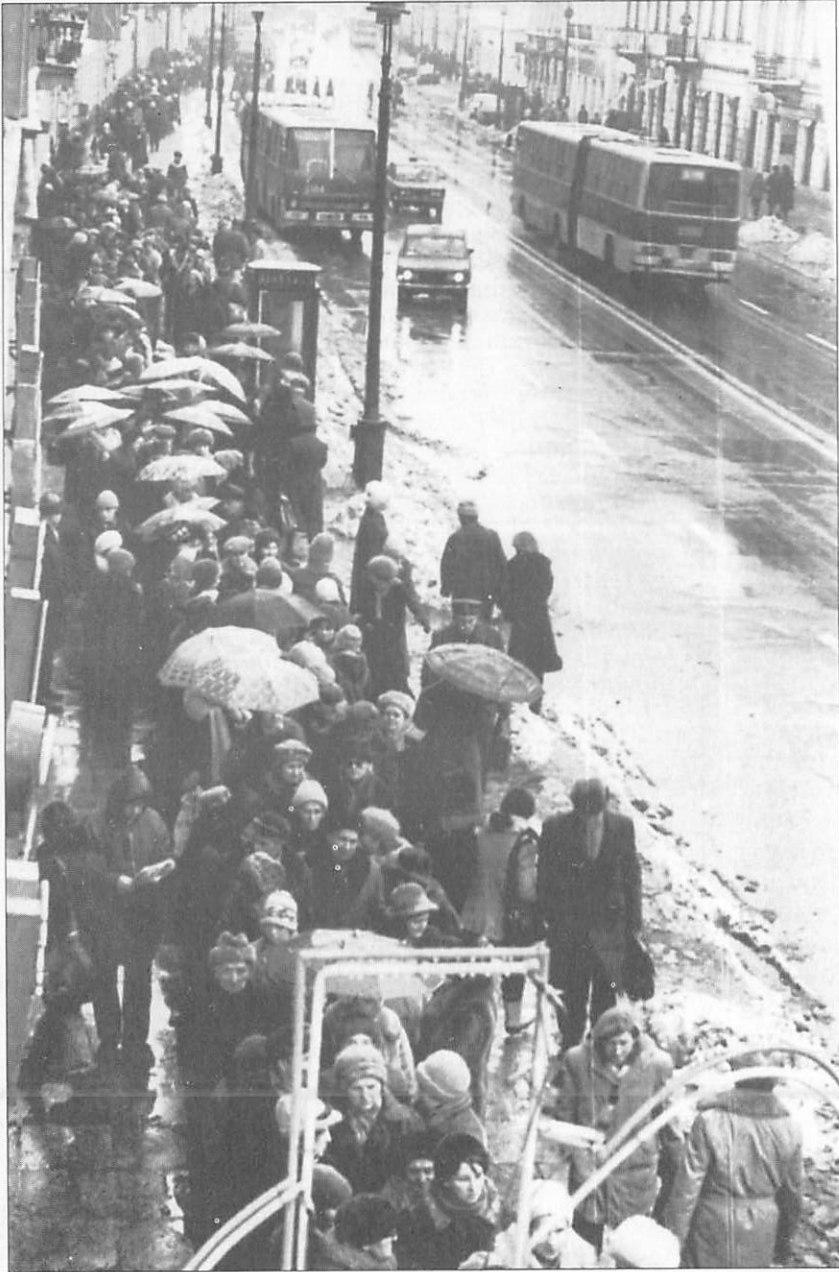
In an interview given to the German newspaper *Der Spiegel*, November 3, 1986, Walesa said: "Time is

WALESA Y KURON HACEN LOS PRIMEROS PASOS

Unos días más tarde, el 30 de setiembre, los dirigentes de Solidaridad respondieron en una conferencia de prensa anunciando por la voz del propio Walesa, la formación de un consejo provisorio actuando a la luz del día, y la disolución de los órganos de dirección clandestinos del sindicato. Walesa se explicaba acerca de lo que él esperaba de una decisión de ese tipo. En esta ocasión volvió a plantear la reivindicación de un *"retorno al pluralismo de los sindicatos y de las asociaciones, en el marco definido por la constitución"*. Pero también expresaba su esperanza de que pudiera *"ser encontrado el comienzo del camino que conduce al diálogo y al entendimiento"* con el poder, *"de un entendimiento que permitiría salvar al país de una catástrofe económica y política"*. Declaraba también : *"estamos dispuestos a liquidar lo que en el espíritu de las autoridades constituye una barrera elevada por Solidaridad. Queremos testimoniar de nuestra buena voluntad"*.

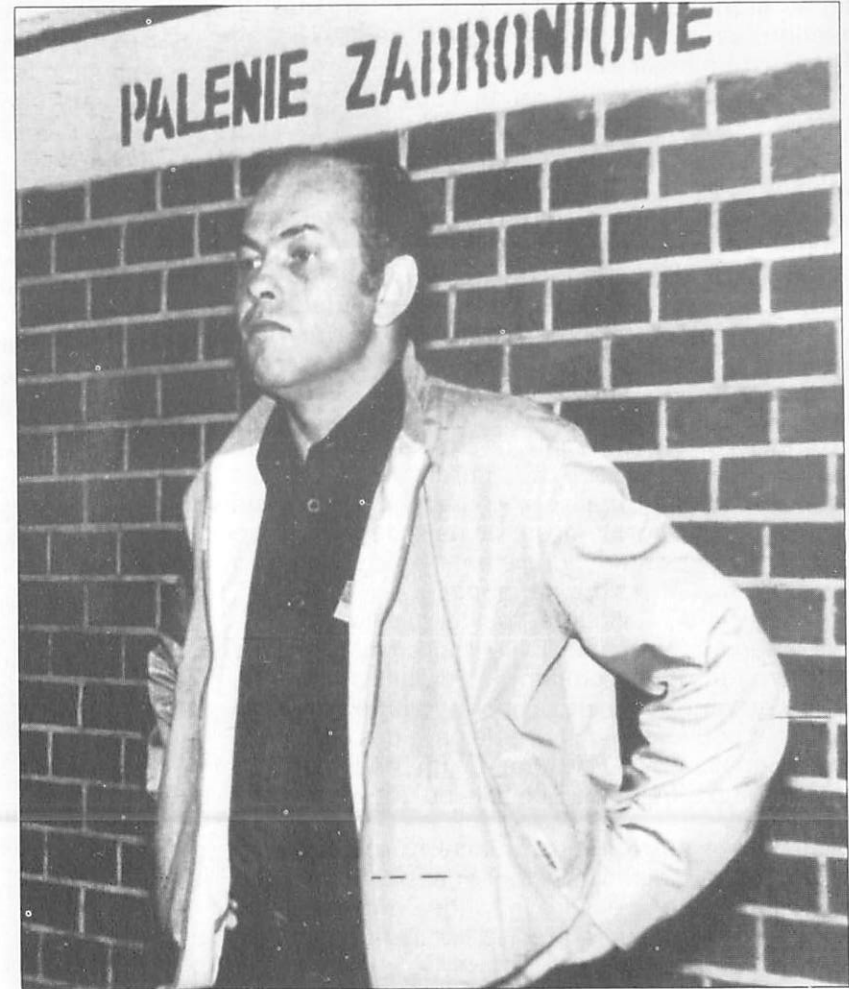
Afirmar la existencia legal de Solidaridad mientras que éste se encontraba prohibido era a la vez provocar la ley y provocar al gobierno, y ello podía ser tomado como un gesto de desafío. Lo mismo que reclamar *"un retorno al pluralismo"* aunque fuera precisando *"en el marco definido por la constitución"*. Pero el gesto de Solidaridad también podía ser interpretado de forma diferente, porque había al mismo tiempo la declaración de disolución de la organización clandestina, y la afirmación de su buena voluntad de colaborar con el poder por salvar el país de las dificultades económicas. Lo cual antes que un desafío, era por el contrario una manera de ofrecer sus servicios al gobierno.

Walesa y otro dirigente, Jacek Kuron, el fundador del KOR (Comité de Defensa de los Obreros), otra figura sobresaliente de la organización, precisaron en sus declaraciones ulteriores las intenciones de la dirección de Solidaridad. En una entrevista que concedió al semanario alemán *Der Spiegel* del 3.11.1986, Walesa también dice : *"el tiempo apremia*



- ◀ “Aucune amélioration rapide n’est possible”. Queue devant les magasins en décembre 1980 à Varsovie
 “No rapid amelioration is possible”. Waiting in line in front of the stores in Warsaw, December 1980.
 “Ninguna mejora rápida es posible”. Filas delante de los almacenes en diciembre de 1980 en Varsovia.

Jacek Kuron ▼



dit, lui aussi : *"Le temps presse pour notre économie et notre environnement. Il est minuit moins cinq"*. Il y réaffirme qu'il n'a jamais été partisan des sanctions économiques prises par les Etats-Unis contre la Pologne après la coup d'Etat de Jaruzelski, même si, étant lui-même prisonnier, et étant données les circonstances, il avait choisi de se taire à ce sujet. Interrogé sur le souhait qu'il avait formulé d'aller plaider la levée de ces sanctions économiques aux USA mêmes (s'il avait eu la possibilité d'aller chercher le prix de la fondation John Rogers qui lui avait été attribué), Walesa a déclaré : *"Sans l'aide de l'Ouest, il est impossible de trouver une issue à notre misère économique"*... Une condition pour cela, c'est *"l'instauration d'un nouveau climat social en Pologne qui tienne compte des attentes de la population. Chaque pas dans cette direction sera, je le crois, pas seulement apprécié par la population polonaise, mais par celle du monde entier"*. Et questionné sur ce qu'il attendait dans un avenir proche, Walesa a répondu : *"Beaucoup de discussions, beaucoup d'expériences, pas beaucoup de choses concrètes"*, précisant que Solidarité, la population et le gouvernement sont contraints à des solutions pragmatiques et *"pluralistes"*. *"La terrible crise économique et sociale serait sinon aggravée. Nous avons offert notre bonne volonté, nous sommes prêts à une franche et profitable collaboration et véritablement tout de suite"*.

Ce que dit Walesa va dans le même sens que les propos du ministre de l'Intérieur Kiszczak, et dans le même sens que ce que veulent Jaruzelski et les dirigeants polonais tel que cela se trouve exprimé dans la déclaration du bureau politique du Parti.

Jacek Kuron dans une interview donnée au journal français *Le Monde* du 2-3 novembre 1986 ne dit pas autre chose. Il précise un peu plus la politique de Solidarité : *"Notre objectif premier doit donc être la reconstruction du pays. Nous devons absolument dire clairement qu'aucune amélioration rapide des conditions de vie n'est possible. Nous perdriions toute crédibilité si nous ne le clamions pas haut et fort"*.

"Je suis persuadé que les Polonais sont capables d'un très grand effort et qu'ils sont prêts à des sacrifices s'ils ont la conviction de reconstruire leur pays pour eux-mêmes. Seule une présence réelle et

getting short for our economy and environment, it is five minutes to midnight". He reaffirmed that he was never in favor of the economic sanctions taken by the United States against Poland after Jaruzelsky's coup even though, being himself a prisoner and given the circumstances, he chose to be quiet on that subject. Questioned on the wish he had expressed to go to the U.S. itself to plead for the lifting of these sanctions (if he had had the possibility to go claim the prize from the John Rogers Foundation which had been awarded to him), Walesa had said: "Without aid from the West, it is impossible to find an escape from our economic misery . . ." One condition for this, is "the establishment of a new social climate in Poland which takes into account the expectations of the population. Each step in this direction will be, I believe, appreciated not only by the Polish population, but by everyone in the world." And when asked what he expected in the near future, Walesa answered: "Many discussions, many experiments, not many concrete things." More precisely, he said that Solidarität, the population and the government were forced into pragmatic solutions and "pluralism". "The terrible economic and social crisis will otherwise be aggravated. We have expressed our willingness, we are ready for a frank and profitable collaboration and truly at once."

What Walesa says goes in the same direction as the speeches of Minister of the Interior Kiszczak, and in the same direction as the desires of Jaruzelsky and the Polish leaders as they have been expressed in the Party's Political Bureau declarations.

Jacek Kuron, in an interview given to the French newspaper *Le Monde*, November 2-3, 1986, does not say differently. He goes into a little more detail on the policy of Solidarität: "Our primary objective must thus be the reconstruction of the country. We absolutely have to say clearly that any rapid improvement of living conditions is impossible. We would lose all credibility were we not to proclaim this loud and clear."

"I am persuaded that the Polish people are capable of very great efforts and are ready to sacrifice if they are convinced they are rebuilding their country for themselves. Only the real and authentic presence of Solidarität can give them a kind of guarantee. Consequently, the first step toward the reconstruction

para nuestra economía y nuestro entorno, es casi medianoche". Reafirma aquí que nunca fue partidario de las sanciones económicas tomadas por Estados Unidos contra Polonia después del golpe de Estado de Jaruzelsky, incluso si, estando él preso y dadas las circunstancias, había elegido callarse a este respecto. Interrogado sobre el deseo que él había formulado de ir a abogar por el levantamiento de esas sanciones económicas a los propios Estados Unidos (si hubiera tenido la posibilidad de ir a buscar el premio de la fundación John Rogers que le había sido atribuido), Walesa declaró : *"Sin la ayuda del Oeste, es imposible encontrar una salida a nuestra miseria económica"*... *"Una condición para ello es la instauración de un nuevo clima social en Polonia que tome en cuenta lo que espera la población. Cada paso en esta dirección será apreciado, lo creo, no sólo por la población polaca, sino por la del mundo entero"*. Y a la pregunta sobre lo que él esperaba en un futuro no muy lejano, Walesa respondió : *"Muchas discusiones, muchas experiencias, no muchas cosas concretas"*, precisando que Solidarität, la población y el gobierno están obligados a dar soluciones pragmáticas y *"pluralistas"*. *"La terrible crisis económica y social sería agravada en el caso contrario. Nosotros hemos ofrecido nuestra buena voluntad, estamos dispuestos a una franca y provechosa colaboración y verdaderamente enseguida"*.

Lo que dice Walesa abunda en el mismo sentido que las declaraciones del ministro del interior Kikczack, y en el mismo sentido de lo que quieren Jaruzelsky y los dirigentes polacos tal como se encuentra expresado en la declaración del buró político de Partido.

Jacek Kuron en una entrevista concedida al diario francés *Le Monde* del 2-3.11.1986 dice lo mismo. Precisa un poco más la política de Solidarität : *"Nuestro primer objetivo debe ser entonces la reconstrucción del país. Tenemos absolutamente que decir claramente que ninguna mejora rápida de las condiciones de vida es posible. Perderíamos toda credibilidad si no lo dijéramos bien alto y fuerte"*.

"Estoy convencido de que los Polacos son capaces de hacer un esfuerzo muy grande y que están dispuestos a hacer sacrificios si están convencidos de reconstruir el país para ellos

authentique de Solidarité peut leur donner une espèce de garantie. Par conséquent, le premier pas vers la reconstruction du pays doit être le retour du syndicat dans la vie publique, son action à visage découvert. Il faut imposer le pluralisme par une politique de fait accompli.

Jacek Kuron s'explique plus loin sur ce qu'il entend par "imposer le pluralisme par une politique de fait accompli". Il précise également ce que Solidarité devrait à son avis pouvoir attendre en échange de l'offre de service qu'elle fait au gouvernement, et en quoi il y voit un intérêt. "Il faut se préparer à au moins deux évolutions. Premièrement l'arrestation des membres du conseil provisoire de Solidarité et de ses représentations régionales"... indiquant qu'il faudrait "trouver immédiatement des gens pour remplacer les personnes arrêtées, et surtout ne pas replonger dans la clandestinité". Et "seconde possibilité : les autorités ne procèdent à aucune arrestation et minimisent notre action"... "Nous devrions alors partir du principe que le pouvoir —ou du moins une partie du pouvoir— souhaite réellement débloquer la vie sociale. Nous devrions également admettre que sa situation n'est pas aisée : ce qu'il peut offrir à la société est en-deça non seulement de ce qu'elle désire mais également de ce qu'elle possède déjà, à savoir Solidarité. Or le pouvoir ne peut pas reconnaître officiellement le syndicat. C'est impossible et on n'y changera RIEN" (souligné par nous). Et Jacek Kuron de conclure : "Si nous voulons élargir le champ des libertés, nous devons multiplier des faits accomplis acceptables par le pouvoir. Multiplier les initiatives parallèles, élargir l'autogestion dans les entreprises et dans les communes, créer toutes sortes de comités et de groupes d'action civique, développer l'enseignement parallèle, lancer toutes les actions possibles et imaginables dont a besoin le pays".

Jacek Kuron propose donc à Jaruzelski et aux hommes au pouvoir à Varsovie, une collaboration qui permettrait à Solidarité de se développer grâce à une tolérance de fait, sans pour autant exiger une reconnaissance officielle. D'accord pour sauver l'économie

of the country must be the return of the union in public life, with open and public actions. Pluralism must be imposed by a *fait accompli* policy."

Further on, Jacek Kuron explains what he means by imposing pluralism "by a *fait accompli* policy." He also specifies what Solidarity should be able to expect, in his opinion, in exchange for the offer of service to the government, and what advantage he sees in this. "We must be prepared for at least two developments. First of all, the arrest of the members of Solidarity's Provisional Council and its regional representatives . . ." indicating that they would have to "immediately find people to replace those arrested, and above all not drop back into an underground movement." And "the second possibility is that the authorities do not proceed with any arrests and minimize our action. . . . We would thus have to start out with the principle that the authorities—or at least a part of them—really wish to free up society. We would equally have to admit that their situation is not easy, that what they are able to offer society is not only well within what it desires, but also well within what it already has, namely Solidarity. Well, the authorities cannot officially recognize the union. It is impossible and we can do *nothing* about it." (Our emphasis). And Jacek Kuron concludes: "If we want to enlarge the range of freedoms, we have to multiply the *fait accompli* acceptable to the authorities. Multiply parallel initiatives, enlarge self-management in the workplaces and in the communities, create all sorts of committees and civic action groups, develop parallel education, launch all possible and imaginable actions which the country needs."

Thus Jacek Kuron proposes collaboration to Jaruzelsky and to the men in power in Warsaw; a collaboration which allows Solidarity to develop, thanks to a *de facto* tolerance without going as far as insisting on official recognition. Agreement to save

mismos. Únicamente una presencia real y auténtica de Solidaridad puede darles una especie de garantía. En consecuencia, el primer paso hacia la reconstrucción del país debe ser el retorno del sindicato a la vida pública, su acción a rostro descubierto. Hay que imponer el pluralismo a través de una política de hecho consumado.

Jacek Kuron se explica luego sobre lo que él entiende por "imponer el pluralismo a través de una política de hecho consumado". Precisa igualmente lo que Solidaridad debería, a su modo de ver, esperar por haber ofrecido sus servicios al gobierno, y en qué ve un interés en ello. "Hay que prepararse a dos evoluciones por lo menos. Primeramente la arrestación de los miembros del Consejo Provisorio de Solidaridad y de sus representaciones regionales"... indicando que habría entonces que "encontrar inmediatamente quienes remplacen a las personas arrestadas, y sobretodo no volver a caer en la clandestinidad"; y "segunda posibilidad : las autoridades no proceden a ninguna arrestación y minimizan nuestra acción"... "Deberíamos partir entonces del principio que el poder —o al menos una parte del poder— desea realmente liberar la vida social. Deberíamos también admitir que su situación no es fácil : lo que puede ofrecer a la sociedad está por debajo no sólo de lo que ella desea sino también de lo que ella ya posee, a saber Solidaridad. Entonces el poder no puede reconocer oficialmente el sindicato. Es imposible y esto no lo podemos cambiar en nada (subrayado por nosotros)." Jacek Kuron concluye : "Si queremos ampliar el campo de las libertades, debemos multiplicar hechos consumados aceptables por el poder. Multiplicar las iniciativas paralelas, ampliar la autogestión en las empresas y en las comunas, crear toda clase de comités y de grupos de acción cívica, desarrollar la enseñanza paralela, lanzar todas las acciones posibles e imaginables que el país necesita".

Jacek Kuron propone pues a Jaruzelsky y a los hombres que están en el poder en Varsovia, una colaboración que permitiría a Solidaridad desarrollarse gracias a una tolerancia de hecho, sin exigir por ello un reconocimiento oficial. De acuerdo para salvar

en demandant des sacrifices à la population et de l'argent aux banques occidentales, d'accord pour se servir du poids de Solidarité pour y parvenir, mais d'accord aussi pour ne pas réclamer "l'impossible".

LA COLLABORATION EST-ELLE POSSIBLE ?

Se pose alors la question de savoir si sur des bases ainsi définies, un accord entre le pouvoir polonais et Solidarité est possible. Pour le moment, en dépit des gestes réciproques faits par l'un et par l'autre des protagonistes, on ne peut conclure qu'il existe déjà un accord. Tout ce qu'on peut constater, c'est qu'une recherche est engagée. Mais avant qu'un point d'équilibre pour un accord soit trouvé, il peut y avoir encore affrontement entre les deux parties. Cela ne dépend d'ailleurs pas que d'elles.

Car il n'y a pas que d'un côté Solidarité et de l'autre Jaruzelski, il y a également les Russes et les Occidentaux. Et il y a aussi la population polonaise elle-même. C'est bien sûr avec l'approbation et l'aide des Russes que Jaruzelski est parvenu au pouvoir en Pologne à la suite de son coup d'Etat. Mais Jaruzelski n'est pas pour autant uniquement l'homme des Russes, pas plus que ne l'est aucun des dirigeants des Démocraties Populaires. Comme ceux-ci, Jaruzelski compose entre les intérêts nationaux de son pays qu'il représente, et les intérêts de la bureaucratie russe.

Les dirigeants de Moscou n'ont pas intérêt à voir se développer dans un "pays socialiste" —aux frontières de l'URSS qui plus est— une opposition reconnue, quand bien même, comme Solidarité, cette opposition se proclame syndicale et pas politique. Une opposition, même tolérée et sans être légalisée, ne peut être qu'un exemple et un encouragement pour tous ceux qui dans les autres Démocraties Populaires et en URSS voudraient essayer de desserrer le carcan de la bureaucratie au pouvoir. C'est pourquoi la pression de la bureaucratie russe va dans le sens inverse de

the economy by demanding sacrifices from the population and money from the Western banks, agreement to use the weight of Solidarity to accomplish this, but also agreement to not demand "the impossible."

IS COLLABORATION POSSIBLE?

So we ask the question if, the basis thus defined, an agreement is possible between the Polish authorities and Solidarity. For the moment, in spite of the reciprocal gestures made by each of the protagonists, we cannot conclude that an agreement already exists. All that we can ascertain is that the research is started. But before an equilibrium for an agreement can be found, there could still be clashes between the two parties. This does not necessarily depend merely on them.

For there is not just on one side Solidarity and on the other Jaruzelski, there are also the Russians and the West. And there is also the Polish population itself. It was certainly with the sanction and aid of the Russians that Jaruzelski attained power in Poland following his coup. But Jaruzelski is not merely Russia's man, not more than any of the other leaders of the People's Democracies. As the others, Jaruzelski compromises between the national interests of the country he represents and the interests of the Russian bureaucracy.

The leaders in Moscow are not interested in seeing the development of an opposition in a "socialist country", on the borders of the USSR, and what is more, a recognized opposition even though this opposition, Solidarity, proclaims to be unionist and not political. An opposition, even if only tolerated without being legal, is sure to be an example and an encouragement for all those in the other People's Democracies and in the USSR who would like to try to loosen the yoke of the bureaucracy in power. This is why the pressure from the Russian bureaucracy goes in the opposite direction from that of the

la economía pidiendo sacrificios a la población y dinero a los bancos occidentales, de acuerdo para servirse del peso de Solidaridad para lograrlo, pero de acuerdo también para no pedir "lo imposible".

¿ES POSIBLE LA COLABORACIÓN ?

Se plantea entonces el problema de saber si sobre bases así definidas, un acuerdo entre el poder polaco y Solidaridad es posible. Por el momento, a pesar de los gestos recíprocos hechos por uno y otro de los protagonistas, no se puede concluir que exista ya un acuerdo. Todo lo que se puede constatar, es que una búsqueda se ha emprendido. Pero antes que se encuentre un punto de equilibrio para un acuerdo, puede aún haber enfrentamiento entre ambas partes. Esto no depende desde luego sólo de ellas.

Porque no hay sólo de un lado Solidaridad y del otro Jaruzelski, están también los Rusos y los Occidentales. Y también, la propia población polaca. Por supuesto, Jaruzelski llegó al poder en Polonia después de su golpe de Estado con la aprobación y la ayuda de los Rusos. Pero Jaruzelski no es por ello únicamente el hombre de los Rusos, como tampoco lo es ninguno de los dirigentes de las Democracias Populares. Al igual que éstos, Jaruzelski se acomoda entre los intereses nacionales polacos que representa, y los intereses de la burocracia rusa.

Los dirigentes de Moscú no tienen interés en ver desarrollarse en un "país socialista" —además fronterizo con la URSS— una oposición reconocida, incluso cuando, como Solidaridad, esta oposición, se proclama sindical y no política. Una oposición, incluso tolerada y sin estar legalizada, sólo puede ser un ejemplo y un estímulo para todos aquellos que en las otras Democracias Populares y en la URSS quisieran tratar de aflojar el collar de hierro de la burocracia en el poder. Por eso, la presión de la burocracia rusa va en sentido inverso de las



Jaruzelski accueilli en URSS par le Maréchal Ustinov, en 1982.
Jaruzelsky is welcomed in the USSR by Field Marshal Ustinov in 1982.

Jaruzelski acogido en la URSS por el mariscal Ustinov, en 1982.



Walesa avec le cardinal Glemp, chef de l'Eglise polonaise.
Walesa with Cardinal Glemp, head of the Polish Church.
 Walesa con el cardinal Glemp, jefe de la Iglesia polaca.

Jaruzelski doit composer avec l'URSS, l'Eglise et les masses polonaises.
Jaruzelsky must compromise with the USSR, the Church and the Polish masses.
 Jaruzelski debe componer con la URSS, la Iglesia y las masas polacas.



Les chantiers Lénine de Gdansk, lors de la grève de 1980.
The Gdansk Shipyards, "Lenin Works", during the strike of 1980.
 Los astilleros Lenin de Gdansk durante la huelga de 1980.

celle des aspirations de Solidarité et de la population polonaise. Mais de fait, depuis que la Pologne est une Démocratie Populaire sous sa dépendance, elle aussi, elle compose. Ne serait-ce qu'avec l'Eglise qui s'y est constamment comportée comme une opposition politique de fait, une opposition ne représentant pas, bien sûr, les intérêts de la classe ouvrière polonaise, mais défendant les intérêts nationaux de l'Etat polonais contre ceux de la Russie.

Jaruzelski doit compter avec Moscou, mais il doit par ailleurs composer avec le capital occidental, auprès duquel la Pologne est endettée. Il lui faut soumettre les classes populaires aux exigences du remboursement de la dette. Et la pression qu'exercent les dirigeants politiques occidentaux et les banques, est une contrainte pesant considérablement sur la situation économique et politique du pays.

Rien ne dit cependant que les masses polonaises vont accepter de nouveaux sacrifices sans bouger. Les dirigeants polonais peuvent à juste titre craindre que leur pays n'entre dans une période chaotique de troubles sociaux. Et c'est là d'abord que l'aide de Solidarité pourrait alors bien être utile à Jaruzelski. Solidarité, forte du prestige gagné dans les grèves et les mouvements de 1980, forte aussi de son passage dans la clandestinité ces dernières années, serait plus crédible pour parler "*d'unité nationale retrouvée*"; elle pourrait être plus efficace pour défendre auprès des masses ouvrières la nécessité de travailler plus et de consommer moins.

Solidarité pourrait également aider Jaruzelski auprès du capital occidental. Walesa serait son meilleur ambassadeur. Avec le dirigeant de Solidarité, ce serait une façon de tenter de rassurer les banques occidentales. Si une certaine "paix sociale" pouvait être assurée en Pologne, elles auraient, grâce à elle, plus d'espoir de récupérer les intérêts des dettes —et, qui sait, la dette elle-même— contractées auprès d'elles. Elles pourraient peut-être même être incitées à prêter encore.

Ce n'est pas la première amnistie depuis le coup

aspirations of Solidarity and of the Polish population. But in fact, since Poland is a People's Democracy under its dependence, the bureaucracy is nonetheless forced to compromise. Be it only with the Church which has constantly behaved as a *de facto* political opposition, an opposition which certainly does not represent the interests of the Polish working class, but which defends the national interests of the Polish state against those of Russia.

Jaruzelsky must take Moscow into account, and also compromise with Western capital to which Poland is indebted. He must submit the people to the requirements of the repayment of the debt. And the pressures which the Western political leaders and banks exercise are a constraint of considerable weight on the economic and political situation of the country.

Nothing says that the Polish masses would accept new sacrifices without reacting, and the Polish leaders could have reason to fear that their country would enter a chaotic period of social unrest. And this, above all, is where Solidarity's aid could be very useful to Jaruzelsky. Solidarity, strong from the prestige it gained in the strikes and movements of 1980, strong also from being an underground movement these last few years, would be more credible when it speaks of "rediscovered national unity". It could more effectively speak to the mass of the workers to defend the necessity of working more and consuming less.

Solidarity could also aid Jaruzelsky with Western capital. Walesa would be his best ambassador. With the leader of Solidarity, there could be a means of trying to reassure the Western banks—if some "social peace" could be assured in Poland, they would have, because of that, more hope of recovering the interests of the debts contracted with them, and who knows, the debt itself. Maybe they would be incited to lend more money.

This is not the first amnesty since the coup in

aspiraciones de Solidaridad y de la población polaca. Pero de hecho, desde que Polonia es una Democracia Popular bajo su dependencia, a pesar de todo, también ella se ve obligada a acomodarse. Aunque tan sólo fuera con la Iglesia que de hecho se ha comportado constantemente como una oposición política, una oposición que no representa, claro está, los intereses de la clase obrera polaca, pero que defiende los intereses nacionales del Estado polaco contra los de Rusia.

Jaruzelsky tiene que contar con Moscú, pero tiene además que transigir con el capital occidental, con el cual Polonia está endeudada. Le es necesario someter a las clases populares a las exigencias del pago de la deuda. La presión que ejercen los dirigentes políticos occidentales y los bancos es un apremio que pesa considerablemente sobre la situación económica y política del país.

Sin embargo nada indica que las masas polacas van a aceptar nuevos sacrificios sin moverse, y los dirigentes polacos pueden temer con mucha razón que el país entre en un período caótico de disturbios sociales. Sería precisamente entonces cuando la ayuda de Solidaridad podría ser muy útil a Jaruzelsky. Solidaridad valiéndose del prestigio ganado en las huelgas y en los movimientos de 1980, valiéndose además de su pasaje a la clandestinidad estos últimos años, sería más crédible para hablar de "unidad nacional recobrada": podría ser más eficaz para defender ante los trabajadores la necesidad de trabajar más consumiendo menos.

Solidaridad podría también ayudar a Jaruzelsky ante el capital occidental. Walesa sería su mejor embajador. Con el dirigente de Solidaridad sería una manera de intentar tranquilizar a los bancos occidentales. Si una cierta "paz social" pudiera ser asegurada en Polonia, ellos tendrían, gracias a ella, más posibilidades de recuperar los intereses de la deuda —y quien sabe si no la propia deuda— que han contraído con estos bancos. Incluso quizás se les podría incitar así a prestar de nuevo.

No es ésta la primera amnistía después del golpe de

d'Etat de décembre 1981, et les dirigeants de Solidarité savent eux-mêmes qu'une nouvelle répression n'est pas forcément bien loin et qu'ils peuvent se retrouver du jour au lendemain en prison. Jacek Kuron propose même de préparer une direction de rechange pour cette éventualité.

Cependant, les dirigeants de Solidarité donnent l'impression de s'attendre à une plus grande tolérance de la part du pouvoir à leur égard que dans le passé, et il est vrai qu'elle est indispensable pour que s'établisse une collaboration telle que les uns et les autres l'envisagent dans leurs déclarations.

Certes une tolérance, même sans aller jusqu'à une reconnaissance officielle de Solidarité, pourrait permettre, en procédant comme Jacek Kuron l'indique, un renforcement de l'organisation. Elle pourrait permettre à Solidarité de se rapprocher de l'objectif qu'elle se donne et qui vise à être un interlocuteur légal entre le pouvoir et la population, un moyen pour gouverner, un pilier sur lequel l'Etat polonais puisse s'appuyer. Mais suffit-il que les dirigeants de Solidarité aspirent à ce rôle pour que cela devienne possible ?

On peut penser, en effet, que plus Solidarité renforcera son poids dans le pays et plus elle aura de moyens pour contenir les aspirations des masses et détourner leur mécontentement.

Pourtant, le renforcement de Solidarité ne serait peut-être pas sans risques pour le pouvoir. Il pourrait favoriser l'éclosion de revendications et encourager les luttes, quand bien même les dirigeants auraient, eux, une réelle "*bonne volonté*" de collaborer avec le pouvoir pour sauver l'économie en demandant des sacrifices supplémentaires à la population. C'est bien pour cela que Jaruzelski l'a durement réprimée jusqu'ici, et que sans doute, il hésite encore avant d'accepter les accords proposés par Walesa ou Kuron.

Après les grèves de l'été 1980, Solidarité avait connu à la suite des accords de Gdansk toute une période légale ou quasi légale. Ses effectifs étaient montés à dix millions de membres et il y avait eu un afflux vers l'organisation de tous les milieux, y compris de couches sociales autres que la classe ouvrière. Mais

December 1981, and the leaders of Solidarity themselves know that a new repression is not necessarily far away and that from one day to the next they could find themselves in prison. Jacek Kuron even proposes to prepare a replacement leadership for that eventuality.

Nonetheless, the leaders of Solidarity give the impression that they anticipate a greater tolerance from the authorities toward them than there was in the past—and it is true that this is indispensable for the establishment of a collaboration such as is envisioned by each of them in their declarations.

Solidarity could certainly be reinforced, proceeding as Jacek Kuron has indicated, if tolerated by the authorities even without official recognition. Such a tolerance could allow Solidarity to move closer to the objective which it has given itself—aiming to be a legal representative between the authorities and the population, a means of governing, a pillar which the Polish state could lean on. But for this to become possible, is it sufficient for the leaders of Solidarity to desire such a role?

In effect, it is possible to think that the more Solidarity reinforces its weight in the country, the more it has the means to contain the desires of the masses and channelize their discontent.

Even so, Solidarity's reinforcement might not be without risks for the authorities. It could further the opening of demands and encourage struggles, even though the leaders themselves would have a real "*willingness*" to collaborate with the authorities to save the economy by asking for additional sacrifices from the population. It is certainly why up until now, Jaruzelsky has firmly suppressed Solidarity and without doubt why he still hesitates to accept the agreements proposed by Walesa and Kuron.

After the strikes in the summer of 1980, Solidarity went through a whole period of legality or near-legality following the Gdansk agreement. Their strength increased to 10 million members, and people from all milieus flowed toward the organization, including those from social layers

Estado de diciembre de 1981, y los propios dirigentes de Solidaridad saben que una nueva represión puede no estar lejos y que ellos podrían encontrarse del día a la mañana en prisión. Jacek Kuron propone incluso preparar una dirección de recambio para esta eventualidad.

Sin embargo, los dirigentes de Solidaridad dan la impresión que se esperan a mayor tolerancia para con ellos que en el pasado por parte del poder, y es verdad que ésta es necesaria para que se establezca una colaboración tal como unos y otros la conciben en sus declaraciones.

Desde luego, una tolerancia aunque no llegue al reconocimiento oficial de Solidaridad podría permitir, procediendo como Jacek Kuron lo indica, un fortalecimiento de la organización. Podría permitir a Solidaridad acercarse al objetivo que se fija, es decir, llegar a ser un interlocutor legal entre el poder y la población, un medio para gobernar, un pilar sobre el cual el Estado polaco pueda apoyarse. Pero, ¿basta con que los dirigentes de Solidaridad aspiren a este rol para que ello sea posible ?

En efecto, se puede pensar que cuanto más Solidaridad refuerce su peso en el país, más medios tendrá para contener las aspiraciones de las masas y desviar su descontento.

Sin embargo, el fortalecimiento de Solidaridad quizás no fuera sin riesgos para el poder. Podría favorecer la aparición de reivindicaciones y estimular las luchas, pese a que los dirigentes tuvieran una real "*buena voluntad*" de colaborar con el poder para salvar la economía pidiendo más sacrificios a la población. Por eso Jaruzelsky ha reprimido duramente hasta la fecha y sin duda, vacila aún antes de aceptar los acuerdos propuestos por Walesa o Kuron.

Después de las huelgas del verano de 1980, Solidaridad conoció luego de los acuerdos de Gdansk todo un período legal o semi-legal. Sus efectivos llegaron a los 10 millones de miembros y hubo un aflujo hacia la organización de todos los medios, incluso de capas sociales que no eran la clase obrera.

en même temps que partout s'accroissait la puissance numérique de Solidarité, grandissait la vague revendicative. Solidarité était devenu un cadre au travers duquel la pression sur le pouvoir s'exerçait, favorisant le développement des luttes. Et même si les dirigeants de Solidarité se rendaient alors bien compte que de ce fait l'épreuve de force avec le pouvoir, dont ils ne voulaient pas, allait devenir inévitable, ils ne voulurent pas, ou ne furent pas capables de s'y opposer. C'est ce qui amena le coup d'Etat de Jaruzelski.

Alors, si demain le pouvoir permettait un développement de Solidarité, qu'est-ce qui peut bien garantir que les dirigeants, en dépit ou même peut-être bien à cause de leur "*bonne volonté*", ne se trouveront pas débordés ?

LE CHOIX DE SOLIDARITÉ

Se voulant réformistes, nationalistes, et réalistes, les dirigeants de Solidarité cherchent un compromis avec le pouvoir. En fait ils l'ont cherché dès le début. Cela fait partie de leur choix politique fondamental. Leur perspective n'est pas de détruire l'Etat polonais, mais de le renforcer. Même s'ils ont trouvé un élan formidable en s'appuyant sur les luttes de la classe ouvrière polonaise, ils ne veulent pas pour autant être les porte-parole de ses seules aspirations, encore moins les représentants de cette seule classe. Ils se veulent d'abord Polonais, défendant l'Etat national polonais, et c'est à ce titre qu'ils cherchent à être associés un jour au pouvoir en étant reconnus comme l'intermédiaire nécessaire entre lui et la population.

Si cette politique était couronnée de succès, si Walesa et Kuron parvenaient à obtenir l'accord tacite de Jaruzelski —ce que, pour l'instant, rien ne permet d'affirmer— Solidarité pourrait trouver une place officielle, sinon officielle, dans l'Etat polonais. La démarche et la tactique de Kuron et de Walesa pourraient, alors, se révéler efficaces par rapport à l'objectif qu'ils poursuivent.

others than that of the working class. But at the same time, wherever there was an increase in the numeric strength of Solidarity, the wave of demands grew. Solidarity became a framework through which pressure could be exerted on the authorities furthering the development of struggles. Even though the leaders of Solidarity fully realized that this test of strength with the authorities—though unwanted—had become inevitable, they did not want to, or were incapable of opposing it. This is what brought about Jaruzelsky's coup.

Thus, if tomorrow, the authorities allow Solidarity's development, what would guarantee that the leaders, in spite of their "willingness", or maybe even because of it, would not find themselves overrun?

SOLIDARITY'S CHOICE

The leaders of Solidarity who consider themselves to be reformists, nationalists and realists, look for compromises with the authorities which in fact they have done from the beginning. This is part of their fundamental political choice. They do not have the perspective to destroy the Polish state, but to reinforce it. Even though they have had a formidable surge by leaning on the struggles of the Polish working class, they do not want to be the spokesmen of only the workers aspirations, and even less, the representatives of only this class. First of all, they want to be Polish, defending the national Polish state, and as such they try to be associated some day with the authorities by being recognized as the necessary intermediary between the authorities and the population.

If this policy were to be crowned with success, if Walesa and Kuron were to arrive at a tacit agreement with Jaruzelsky—and there is nothing at the moment which allows us to assert this—, Solidarity could find an unofficial, if not an official, place in the Polish state. The approach and the tactic of Walesa and Kuron would thus be shown to be effective for the objective they are following.

Pero al mismo tiempo que en todas partes iba acrecentándose numéricamente la potencia de Solidaridad, se amplificaba la ola reivindicativa. Solidaridad se había vuelto un marco a través del cual se ejercía la presión sobre el poder, favoreciendo el desarrollo de las luchas. E incluso si los dirigentes de Solidaridad se daban perfectamente cuenta de que por esta razón el conflicto con el poder, que no querían, se hacía inevitable, no quisieron o no fueron capaces de contrarrestarlo. Fue lo que condujo al golpe de Estado de Jaruzelsky.

Entonces si mañana el poder permitiera un desarrollo de Solidaridad, ¿qué puede garantizar que los dirigentes a pesar de su buena voluntad; quizás a causa de ella no se verán desbordados?

LA OPCIÓN DE SOLIDARIDAD

Pretendiéndose reformistas, nacionalistas y realistas, los dirigentes, de Solidaridad buscan un compromiso con el poder. En realidad lo han buscado desde el principio. Esto forma parte de su opción política fundamental. Su perspectiva no es la de destruir el Estado polaco sino de reforzalo. Incluso si han encontrado un impulso formidable apoyándose en las luchas de la clase obrera polaca, no quieren por ello ser los portavoces de las aspiraciones de esta única clase ni aun menos ser exclusivamente sus representantes.

Se pretenden antes que nada Polacos, defendiendo al Estado nacional polaco, y buscan asociarse un día como tales al poder, siendo reconocidos como el intermediario necesario entre éste y la población.

Si esta política fuera exitosa, si Walesa y Kuron lograran obtener el acuerdo tácito de Jaruzelski —hasta ahora nada permite afirmarlo— Solidaridad podría encontrar un puesto oficioso, si no oficial, en el Estado polaco. El modo de proceder de Kuron y de Walesa, y su táctica podrían entonces revelarse eficaces con respecto al objetivo que quieren alcanzar.

Mais ce succès, si succès il y a, n'en serait de toute façon pas un pour la classe ouvrière polonaise. Sa position ne serait pas renforcée par rapport au régime, sa conscience ne s'en trouverait pas plus élevée.

Elle aura seulement fait l'amère expérience de voir des forces qu'elle croyait alliées, jouer le rôle d'allié, fût-ce critique, du pouvoir ; et la déception de voir les dirigeants qu'elle s'est donnés dans la lutte contre la politique d'austérité anti-ouvrière du précédent gouvernement, devenir les avocats d'une politique demandant aux travailleurs de nouveaux sacrifices. Ce sont la combativité témoignée par la classe ouvrière polonaise depuis plusieurs décennies et l'énergie qu'elle continue à déployer après cinq ans de dictature qui pourraient faire surgir, et qui pourraient aguerir d'autres militants, d'autres dirigeants qui fassent, eux, le choix politique de militer sur une base de classe, au lieu de faire le choix de militer pour affermir l'Etat national. Ce qui est toujours une politique de la bourgeoisie, même si ceux qui la mènent sont issus de la classe ouvrière.



But this success, if there is success, would not be one for the Polish working class in any case. It would not have more force in relationship to the regime, nor would it have become more conscious.

It will only have had the bitter experience of seeing those whom it thought were its allies, playing the part of allies (though with criticism) with the rulers. And it will have been deceived to see those leaders, whom they had taken as their own during the struggles against the anti-worker austerity policies of the previous government, become advocates of a policy which demands new sacrifices from the workers. The proven combativity of the Polish working class for several decades and the energy it continues to exhibit after five years of dictatorship could bring forth and temper other militants, other leaders who could make the political choice to build on a class basis, instead of consolidating the national state. This latter policy is always the policy of the bourgeoisie, even though those who carry it out come from the working class.



Pero este éxito, si existe, no sería de todas formas un éxito para la clase obrera polaca. Su posición no se habría fortalecido con respecto al régimen ni tampoco se habría elevado su nivel de conciencia. La clase obrera habrá hecho solamente la amarga experiencia de ver fuerzas que creía sus aliadas desempeñar el papel de aliado del poder, aunque fuera criticándolo ; así como habrá experimentado la decepción de ver los dirigentes que se había dado en la lucha contra la política de austeridad antiobrera del gobierno precedente convertirse en los abogados de una política que pide a los trabajadores nuevos sacrificios. Ahora bien, la combatividad mostrada por la clase obrera polaca desde hace varios decenios y la energía que sigue desplegando después de cinco años de dictadura podrían hacer surgir y templar a otros militantes, a otros dirigentes que optaran políticamente por militar sobre una base de clase en vez de optar por militar para fortalecer el Estado nacional. Esta última opción resultando siempre una política de la burguesía aun cuando los que la llevan a cabo provienen de la clase obrera.



Après l'accord de Gdansk : le vice-premier ministre Jagielski, négociateur du gouvernement et Walesa victorieux. L'un comme l'autre se placent sous l'aigle polonais, l'emblème national.

After the Gdansk agreement: Vice-Prime Minister Jagielski, government negotiator, and the victorious Walesa. Both standing under the national emblem of Poland, the eagle.

Después de los acuerdos de Gdansk : el vice primer ministro Jagielski, negociador del gobierno y Walesa victorioso. El uno como el otro se ponen bajo del águila polaco, el emblema nacional.



États-Unis : Le déclin des syndicats

Aux Etats-Unis, malgré la légère reprise économique depuis un peu plus de trois ans, les travailleurs continuent de voir leur niveau de vie et leurs conditions de travail se dégrader. A cet égard, les grèves qui ont eu lieu ces derniers mois ainsi que les accords qui ont été conclus, tant au niveau national que local, sont significatifs.

Ainsi, la grève de 26 jours de 180 000 travailleurs d'ATT s'est traduite par la suppression d'une clause de rattrapage et par la perte de nombreux emplois, en échange d'une augmentation minime des salaires. Chez Weyerhaeuser, l'entreprise la plus grande et la plus prospère de toute l'industrie du bois, 7 500 travailleurs ont vu leurs salaires amputés de 20% après l'échec d'une grève d'un mois. De même, à Chrysler, où les profits ont atteint des taux records ces trois dernières années, la direction peut désormais restructurer à sa guise dans trois usines, où des contrats d'une durée de sept ans ont été signés — ce qui signifie que Chrysler a obtenu la bénédiction des syndicats pour faire produire plus avec moins de travailleurs. Enfin, malgré la grève des 21 000 travailleurs de l'USX (l'ex-US Steel) déclenchée en

suite p. 28

United States: The Decline of the Unions

Well into three years of the slight economic recovery, workers in the U.S. see their standard of living and working conditions ratcheting down. Significant in the past months have been a series of strikes and settlements, both on the national and local levels.

At AT and T 180,000 workers went on a 26-day strike, only to lose their cost of living allowance and many jobs, in exchange for an extremely small pay increase. At Weyerhaeuser, the largest and most profitable lumber company in the country, the company received a 20 per cent pay cut from 7,500 workers after a month-long strike failed. And finally at Chrysler which has been turning astounding record profits over the last three years, in seven-year local contracts at three plants, management was granted sweeping powers to reorganize the jobs, which will result in fewer workers putting out much more work, with the union's blessings. Finally, in spite of the strike of 21,000 workers launched in August at USX, formerly known as U.S. Steel, the

continued on p. 28

Estados Unidos: El ocaso de los sindicatos

En Estados Unidos, a pesar de la ligera reactivación económica desde hace un poco más de tres años, los trabajadores siguen viendo empeorarse su nivel de vida y sus condiciones de trabajo. A este respecto, las huelgas que han tenido lugar en estos últimos meses así como los acuerdos concluidos ya sea a nivel nacional como local, son significativos.

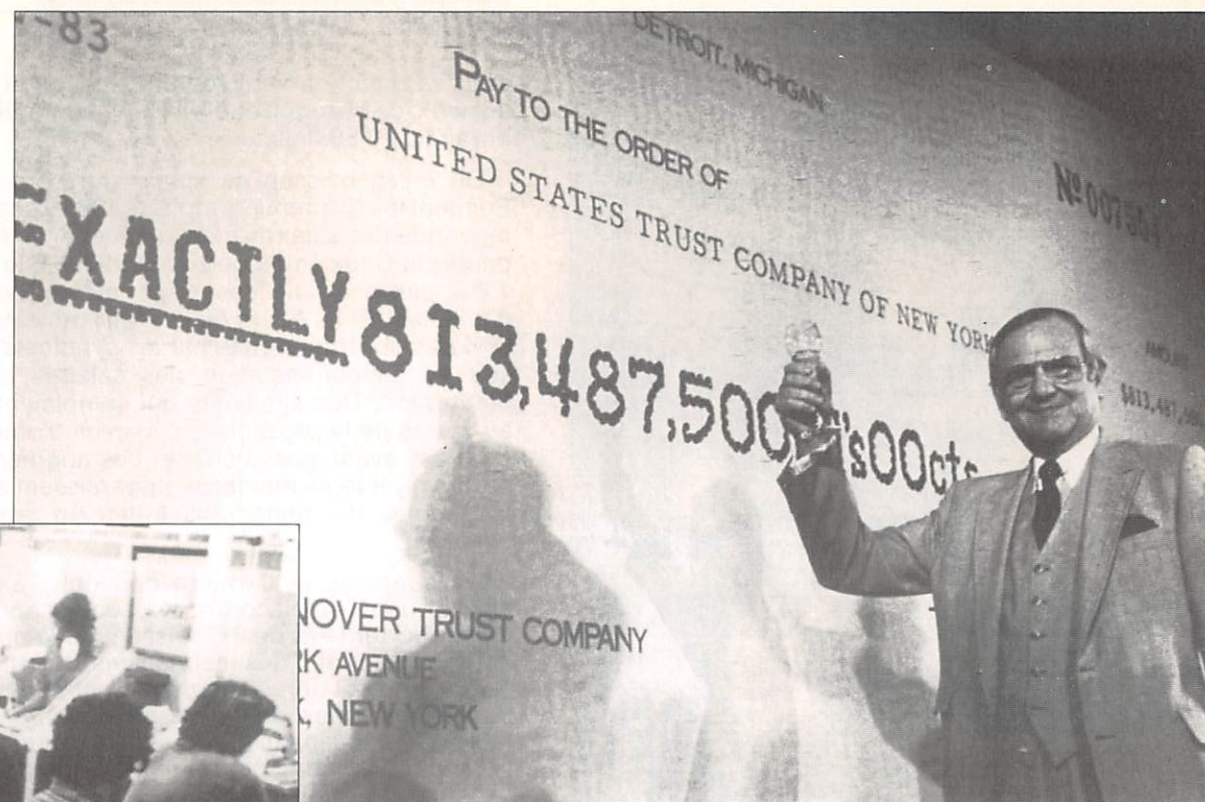
Así es como la huelga de 26 días de 180 000 trabajadores de ATT dio como resultado la supresión de una cláusula de recuperación y la pérdida de numerosos empleos, a cambio de un aumento mínimo de los salarios. En Weyerhaeuser, la empresa más grande y más próspera de toda la industria de la madera, 7 500 trabajadores han visto sus salarios amputados de un 20% después del fracaso de una huelga de un mes. Igualmente en Chrysler, donde los beneficios han alcanzado tasas record en estos tres últimos años, la dirección puede reestructurar en adelante a su antojo en tres fábricas donde han sido firmados contratos por siete años — lo que significa que Chrysler obtuvo la bendición de los sindicatos para hacer producir más con menos trabajadores. En fin a pesar de la huelga emprendida por 21 000

sigue en p. 29

Le directeur de Chrysler, Lee Iacocca, fête devant un chèque symbolique, le remboursement par Chrysler d'un gros emprunt. ▶

Chrysler President Lee Iacocca, making a toast in front of a check symbolizing Chrysler's repayment of a large loan.

El director de Chrysler, Lee Iacocca, festeja delante de un cheque simbólico, el reembolso por Chrysler de un importante préstamo.



◀ Des chômeurs à Detroit se font inscrire pour toucher des secours.

Unemployed workers in Detroit signing up for Unemployment Insurance.

Desempleados en Detroit se inscriben para cobrar las ayudas.



Le dirigeant syndicaliste Arnold Miller à l'époque de la grande grève des mineurs.

Arnold Miller, union leader at the time of the miners big strike.

El dirigente sindicalista Arnold Miller en la época de la gran huelga de los mineros.

août, la direction veut réduire salaires et avantages sociaux, ce qui équivaldrait à une diminution du taux horaire de 3,50 dollars.

De telles baisses de salaire ne sont pas rares. Pendant les six premiers mois de 1986, l'augmentation moyenne des salaires a été la plus faible enregistrée depuis la Deuxième guerre mondiale. Elle équivalait à 1,2% par an, soit beaucoup moins que le taux d'inflation. Et au cours du premier trimestre de 1986, 67% des contrats signés par les syndicats ont abouti soit au simple maintien des salaires, soit à leur diminution. Des syndicats qui semblaient autrefois, au temps de la prospérité, capables d'obtenir petit à petit des avantages accrus et des augmentations de salaire pour leurs membres, apparaissent aujourd'hui incapables de mener des luttes un tant soit peu efficaces.

Au cours de la dernière décennie, alors que la classe ouvrière était contrainte, secteur après secteur, de supporter le fardeau croissant de la crise et de la course au profit des capitalistes, la bureaucratie syndicale s'est non seulement montrée incapable de diriger les luttes de la classe ouvrière contre les attaques des capitalistes, mais encore elle a été à la pointe du combat pour imposer toutes sortes de sacrifices aux travailleurs.

L'offensive patronale a commencé en 1977, quand les compagnies charbonnières de l'Est des États-Unis ont demandé pour la première fois aux travailleurs d'abandonner certains de leurs acquis. A l'époque, les demandes des patrons des mines avaient semblé tout à fait extravagantes. Ce n'est que plus tard qu'il est devenu évident que c'était en fait le début d'une nouvelle attitude du patronat envers les travailleurs. Dans le cas des charbonnages, une grève de 111 jours, massivement suivie, réussit à faire reculer les patrons. Mais jusqu'à aujourd'hui, c'est la seule fois où des travailleurs ont résisté victorieusement aux attaques patronales. Et ce, malgré le fait qu'au beau milieu de la grève, une partie de la direction du syndicat des mineurs (UMW), dirigée par Arnold Miller (qui avait pourtant été élu comme représentant d'une opposition puissante à la bureaucratie en place), s'inclinant devant les patrons, essaya de convaincre les travailleurs qu'il fallait accepter des sacrifices.

company is demanding 3 dollars 50 an hour in wage and benefit cuts.

These concessions were not unusual. During the first six months of 1986, the average wage increase was the smallest since World War II, equalling 1.2 per cent per year, that is much lower than the inflation rate. And in the first 3 months of 1986, 67 per cent of the union contracts involved either no increase, or a pay reduction. Unions that once appeared to be able to win progressively more benefits and higher wages for its members in prosperous times, now appear to be incapable of waging any kind of effective fight.

Over the last decade, as section after section of the working class has been forced to bear the increasingly heavy burden of the crisis, and the capitalists' drive for profits, not only has the union bureaucracy failed to lead the working class in defending itself against the attacks of the capitalists; the union apparatus itself has been at the cutting edge of enforcing the concessions on the workers.

The period of concessions was initiated in 1977 when the companies that own the coal mines in the eastern part of the United States tried to impose some takeaways. At the time, the companies' demand for takeaways seemed surprisingly unreasonable. It was only later, in looking back, that these demands could be recognized as the beginning of a new stance of management toward the workers. In this first case, the takeaways were repulsed by a massive 111 day strike. It has been the only time up until the present that workers definitively beat off concessions. The miners did this despite the fact that a section of the UMW (United Mine Workers) leadership, led by Arnold Miller, who had himself been elected into office at the head of a large opposition to the old entrenched bureaucracy, caved into management in the middle of the strike and began to recommend acceptance of the concessions.

trabajadores de USX (antiguamente US Steel), la dirección quiere reducir los salarios y las ventajas sociales, lo que equivaldría a una disminución de la tasa horaria de 3,50 dólares.

Estas bajas de salarios no son excepcionales. Durante el primer semestre de 1986, el aumento medio de los salarios ha sido el más débil registrado desde la segunda Guerra Mundial. Equivale al 1,2% por año, es decir mucho menos que la tasa de inflación. Y en el transcurso del primer trimestre de 1986, 67% de los contratos firmados por los sindicatos han conducido ya sea al simple mantenimiento de los salarios, ya sea a su disminución.

Sindicatos que parecían antaño, en tiempos de prosperidad, poderosos, capaces de obtener poco a poco mayores mejoras y aumentos de salario para sus miembros, aparecen hoy incapaces de llevar adelante luchas un tanto eficaces.

En el transcurso de la última década, mientras la clase obrera se veía forzada, sector tras sector, a soportar el peso creciente de la crisis y de la carrera de ganancias de los capitalistas, la burocracia sindical se mostró no sólo incapaz de dirigir las luchas de la clase obrera contra los ataques de los capitalistas sino que además se puso a la cabeza del combate para imponer todo tipo de sacrificios a los trabajadores.

El ataque en regla de la patronal empezó en 1977, cuando las compañías hulleras del este de Estados Unidos pidieron por primera vez a los trabajadores que abandonaran algunas de sus conquistas. En esa época, lo que reclamaban los patronos de las minas había parecido particularmente extravagante. Sólo más tarde se hizo evidente que se trataba en realidad del inicio de una nueva actitud de la patronal hacia los trabajadores. En el caso de las explotaciones hulleras, una huelga de 111 días, masivamente seguida, logró con éxito que los patronos dieran marcha atrás. Pero hasta la fecha, ha sido ésta la única vez que los trabajadores han resistido victoriosamente a los ataques patronales. Y esto, a pesar de que en el medio de la huelga, una parte de la dirección del sindicato de los mineros (UMW), dirigida por Arnold Miller (quien había sido elegido sin embargo como representante de una poderosa oposición a la burocracia asentada), inclinándose ante los patronos, trató de convencer a los trabajadores de que había que aceptar sacrificios.



Des mineurs brûlent les contrats de travail avec lesquels ils sont en désaccord, pour s'opposer à la signature de leur syndicat.

Miners showing their opposition to their union contracts by burning them.

Mineros quemando los contratos de trabajo con los cuales están en desacuerdo, para oponerse a la firma de su sindicato.

L'ACCEPTATION DES PREMIERS RECULS

Avec le ralentissement de l'activité économique, le plus important depuis la crise des années 30, les travailleurs durent céder aux patrons les uns après les autres. Les premiers à le faire de manière significative ont été les travailleurs du caoutchouc. Mais ce sont les trois contrats signés en 1979-1980 à Chrysler, et dont chacun impliquait des concessions encore plus importantes que le précédent, qui ont marqué le premier tournant décisif. Les voitures de Chrysler ne se vendaient plus. La compagnie s'était déjà considérablement endettée. Les banques refusaient de nouveaux prêts. Le gouvernement de Carter promit alors de garantir l'opération, si tout le monde faisait des sacrifices. Une pression énorme fut exercée contre les travailleurs. La direction de l'UAW (United Automobile Workers, syndicat des travailleurs de l'Auto) expliqua aux travailleurs qu'il fallait faire des sacrifices pour sauver Chrysler, sinon ce serait la faillite et la perte des emplois.

Les travailleurs cédèrent et acceptèrent de voir salaires et avantages amputés de 8 000 dollars par an et par travailleur. On leur avait dit que leurs sacrifices permettraient de sauvegarder l'emploi. En fait, une fois passé le cap de ces difficultés financières, plus de la moitié des emplois de Chrysler avaient disparu. Chrysler s'était mis à sous-traiter à des entreprises où les salaires étaient plus bas, et beaucoup de postes avaient été supprimés par suite d'une augmentation des cadences.

Ce fut l'UAW, un des plus puissants syndicats dits "progressistes", prétendant se distinguer par sa "conscience sociale", qui prit la tête de ceux qui firent avaler de force ces diminutions de salaire aux travailleurs. Évidemment l'argument voulant que les travailleurs viennent à la rescousse de leur entreprise en difficulté a ouvert la voie aux autres patrons. Presque tous se sont mis à demander des sacrifices aux travailleurs sous prétexte qu'ils étaient en difficulté. D'abord, ce furent les autres entreprises de l'industrie automobile. Mais il en a été de même de

toutes les industries importantes : l'électricité, l'armement, l'acier, le textile, le bâtiment. Le mouvement s'est ensuite étendu aux administrations des différents États et aux municipalités qui expliquaient à leurs employés qu'ils devaient faire leur part de sacrifices pour les tirer de leur situation déficitaire.

Le second tournant a eu lieu en 1981, quand les contrôleurs aériens employés par l'Agence Fédérale de l'Aviation se sont mis en grève pour de meilleures conditions de travail —en particulier pour un allègement de leur charge de travail très lourde et éprouvante. Ils ont alors obtenu le soutien formel des autres syndicats. Mais quand les juges ont commencé à promulguer des ordonnances interdisant à ces autres syndicats d'organiser des grèves ou des piquets de soutien au syndicat des contrôleurs aériens (PATCO), les dirigeants syndicaux en ont profité pour s'en laver les mains. Le soutien aux grévistes était soi-disant devenu impossible. Une fois le PATCO isolé, le gouvernement a pu faire appel aux briseurs de grève et lancer une attaque en règle contre les contrôleurs. Et comme ceux-ci refusaient toujours de céder, le gouvernement les a purement et simplement licenciés, brisant du même coup leur syndicat.

C'est au cours de cette grève que l'AFL-CIO organisa à Washington une journée de manifestation qui s'avéra être la plus importante manifestation ouvrière du pays, depuis la crise des années 30. Le but affirmé de la manifestation était de protester contre la politique de Reagan, en particulier à l'égard des grévistes de la PATCO. Les discours prononcés à cette occasion donnaient l'impression que les dirigeants syndicaux étaient prêts à diriger la lutte ; quant aux militants présents leurs réactions indiquaient clairement qu'ils étaient pour leur part, on ne peut plus décidés. Mais les dirigeants des syndicats n'ont donné aucune suite à cette journée.

Cette défaite des contrôleurs a démoralisé beaucoup de travailleurs. Elle a semblé démontré que les conditions ne permettaient pas aux luttes d'être victorieuses. Et, par la suite, le nombre des grèves a diminué. Encore aujourd'hui, les travailleurs se rappellent cette expérience décourageante.

THE FIRST CONCESSIONS ARE ACCEPTED

As the economy began to enter the worst industrial downturn since the Great Depression, workers began to accept concessions. The first to give up much were those in the rubber industry. But the three contracts within a year in 1979-80 at Chrysler, each successively filled with more concessions and takeaways than the last, marked the first real turning point. Chrysler's cars weren't selling. The company had gone into enormous debt. The banks refused to loan more money. The Federal Government under Carter promised to guarantee the loans, if everyone made sacrifices. Enormous pressure was put on the workers. The UAW leadership told the workers the choice was sacrifices to put the company into the black or bankruptcy and no jobs.

The workers went along with it, agreeing to give up wages and benefits worth 8,000 dollars per year per worker. The workers had been told that their sacrifices would save jobs. But in fact, even after Chrysler recovered from the sharp downturn, more than half the Chrysler jobs were gone. Chrysler farmed out parts production to low-wage companies. And many jobs were lost to a speed-up

The UAW (United Auto Workers), supposedly one of the more powerful "progressive" unions, and the one that styled itself as the union with a "social conscience", was leading the way in shoving concessions down the workers' throats. In effect, this argument for helping out a company in trouble opened up the door to any company justifying concessions by claiming that it was in trouble. Almost all the companies took advantage of this opening. The other auto companies demanded and received concessions. The concessions spread to

all the major industries: electrical, defense, steel, textiles, construction. They spread to local and state governments, which claimed that the workers had to do their part to save them from deficits.

The next turning point came in 1981. The air traffic controllers, working for the Federal Aviation Agency, went on strike for better working conditions, especially because of their extremely heavy and nerve-racking workload. Formally, the other unions claimed to support the strike. But when courts issued injunctions against other unions picketing or striking in support of PATCO, (Professional Air Traffic Controllers Organization), the union leaders in fact washed their hands of the PATCO strike. No fight in support was possible, supposedly. Once PATCO was isolated, the government's scabs were brought in. Then the government closed in on the controllers. When the controllers refused to give up the fight, they were fired. Their union was broken.

In the middle of this strike, the AFL-CIO organized a one-day demonstration in Washington, D.C. the largest labor demonstration in this country, since the Depression. The demonstration's stated purpose was to protest Reagan's policies. The focus of the demonstration was the PATCO strike. The rhetoric of the demonstration gave the impression that the union leaderships were ready to lead a fight. The reaction of the union militants showed that they were ready. However, the union leaderships presented no follow-up after this day.

The breaking of PATCO demoralized a lot of workers. It appeared to show that conditions did not permit victorious struggles. Following this PATCO defeat, the number of strikes dropped. Even today, workers still remember PATCO. Its example still serves as a discouraging factor to workers.

continued on p. 33

LA ACEPTACIÓN DE LOS PRIMEROS RETROCESOS

Con la reducción de la actividad económica, la más importante desde la crisis de los años 30, los trabajadores debieron ceder los unos tras los otros ante los patronos. Los trabajadores del caucho fueron los primeros en hacerlo de manera significativa. Pero fueron los tres contratos firmados en 1979-1980 en Chrysler, cada uno implicando bajas aún más importantes que el anterior, los que marcaron el primer viraje decisivo. Los coches de Chrysler ya no se vendían. La compañía ya se había endeudado considerablemente. Los bancos se negaban a otorgar nuevos préstamos. El gobierno de Carter prometió entonces garantizar la operación si todo el mundo hacía sacrificios. Una presión enorme fue ejercida contra los trabajadores. La dirección de la UAW (United Automobile Workers, sindicato de los trabajadores del automóvil) explicó a los trabajadores que era necesario hacer sacrificios para salvar a Chrysler porque si no era la bancarrota y la pérdida de empleos.

Los trabajadores cedieron y aceptaron una disminución de los salarios y de las mejoras adquiridas equivalentes a 8 000 dólares por año y por trabajador. Se les había dicho que sus sacrificios permitirían salvaguardar el empleo. De hecho, una vez zanjadas esas dificultades financieras, más de la mitad de los empleos de Chrysler habían desaparecido. Chrysler había pasado subcontratos con empresas donde los salarios eran más bajos, y bastantes empleos habían sido perdidos, consecuencia de un infernal aumento de las cadencias.

La UAW, uno de los más poderosos sindicatos dichos progresistas que pretendía distinguirse por su conciencia social, se puso entonces a la cabeza de los que trataban de hacer aceptar a la fuerza esas bajas salariales a los trabajadores. Evidentemente, el argumento queriendo que los trabajadores vengan a auxiliar a la empresa en dificultades abrió la vía a los patronos. Casi todos se pusieron a pedir sacrificios a los trabajadores bajo pretexto de hallarse en dificultades. Primero fueron las otras empresas de la industria del automóvil. Pero lo mismo pasó en todas

las industrias importantes: la electricidad, el armamento, el acero, la textil, la construcción. El movimiento se extendió luego a las administraciones de los diferentes Estados y a las municipalidades, que explicaban a sus empleados que debían consentir su parte de sacrificio para sacarlos de la situación deficitaria.

El segundo viraje tuvo lugar en 1981 cuando los controladores aéreos empleados por la Federal Aviation Agency se pusieron en huelga por mejores condiciones de trabajo -en particular por una disminución de su recargo de trabajo muy pesado y agotador. Obtuvieron entonces el apoyo formal de los demás sindicatos. Pero cuando los jueces comenzaron a promulgar ordenanzas prohibiendo a esos sindicatos de organizar huelgas o piquetes de apoyo al sindicato de los controladores aéreos (PATCO), los dirigentes sindicales se aprovecharon de ello para lavarse las manos. El apoyo a los huelguistas era ahora, por lo que decían, imposible. Una vez el PATCO aislado, el gobierno pudo llamar a los rompehuelgas y lanzar un ataque en regla contra los controladores. Y como éstos seguían negándose a ceder, el gobierno los dimitió pura y simplemente, disolviendo al mismo tiempo su sindicato.

Fue en el transcurso de esta huelga cuando el AFL-CIO organizó en Washington una jornada de manifestación que se reveló como la más importante manifestación obrera del país, desde la crisis de los años 30. El objetivo afirmado de la manifestación era protestar contra la política de Reagan, en particular con respecto a los huelguistas de la PATCO. Los discursos pronunciados en esta ocasión daban la impresión de que los dirigentes sindicales estaban dispuestos a dirigir la lucha; en cuanto a los militantes presentes, sus reacciones indicaban claramente que por su parte estaban muy decididos. Pero los dirigentes de los sindicatos no dieron ninguna continuación a esta jornada.

Esta derrota de los controladores desmoralizó mucho a los trabajadores. Pareció demostrar que las condiciones no permitían que las luchas fueran victoriosas. Y, luego, el número de las huelgas disminuyó. Aún hoy, los trabajadores se acuerdan de esta experiencia desalentadora.

sigue en p. 33



◀ La marche des travailleurs sur Washington, avec en tête, des dirigeants syndicaux et politiques.

Union and political leaders at the head of the worker's march in Washington.

La marcha de los trabajadores sobre Washington encabezada por dirigentes sindicales y políticos.



Des militaires ont remplacé les contrôleurs aériens civils lors de leur grève, ► en août 1981.

Army personnel replaced the air traffic controllers during their strike in August 1981.

Militares han remplazado a los controladores aéreos civiles durante la huelga, en agosto de 1981.

Cette défaite était aussi un avertissement adressé à l'appareil syndical par Reagan et le gouvernement fédéral : si les syndicats menaient des luttes remettant réellement en cause la politique ou les décisions du gouvernement, ce dernier n'hésiterait pas à s'attaquer à eux. En lançant cet avertissement, Reagan agissait au nom de toute la classe capitaliste.

DES NOUVEAUX RECULS... MALGRÉ QUELQUES GRÈVES

A la fin de 1982, la production commençait à remonter un peu la pente, après une période de marasme prolongé. Les profits des entreprises firent des bonds vers de nouveaux sommets. Et pourtant, les patrons demandèrent aux travailleurs pour une deuxième, ou parfois une troisième fois, de nouveaux sacrifices. Le mécontentement a alors commencé à s'exprimer. Par exemple, pour la première fois dans l'histoire de l'industrie automobile, des ouvriers ont repoussé un contrat proposé par les syndicats. C'est chez Chrysler que ce contrat a été refusé, par une majorité de 70% des travailleurs. Les travailleurs de chez Chrysler n'étaient cependant pas prêts à engager une lutte dure. Et au bout du compte, ils ont fini par accepter les diminutions inscrites dans le dit contrat. Mais les directions syndicales, constatant que la conscience des travailleurs avait évolué, ont dû changer leur langage. Elles se sont mises à expliquer que l'époque des sacrifices touchait à sa fin, et ont lancé quelques grèves. La direction du CWA (Communications Workers of America -le syndicat des téléphones) a appelé à une grève contre ATT. L'UAW a organisé une grève à General Dynamics. L'URW (United Rubber Workers -le syndicat du caoutchouc) a lancé une action contre la General Tire and Rubber, et d'autres grèves ont été programmées par les dirigeants nationaux du syndicat de la machine-outil et l'UEW (United Electric Workers -le syndicat des électriciens). Mais toutes ces grèves étaient menées indépendamment les unes des autres. Les dirigeants syndicaux, à l'échelle nationale, ne cherchaient pas à les unifier. Avec, bien sûr, comme résultat que les grèves ne réussirent pas à arrêter la vague des réductions de salaires et suppressions des acquis.

The breaking of PATCO also served as a warning to the union apparatus from Reagan and the Federal government. The warning was that if the unions led a struggle that seriously challenged the government's policies or actions, the government would not hesitate to attack them. In making the warning, Reagan was acting for the capitalist class as a whole.

MORE CONCESSIONS—DESPITE A FEW STRIKES

By the end of 1982, production was beginning a partial recovery from its deep slump. Company profits were bouncing up to high levels. Yet workers were being told to accept second and third rounds of concessions. Open dissatisfaction was being expressed. This was marked by the first contract ever to be voted down by auto workers at one of the major auto companies. Chrysler workers voted down a new concession contract by an overwhelming 70 to 30 margin. The Chrysler workers weren't ready to take up a big fight. So they still wound up accepting concessions. But the union leaders, recognizing the change in consciousness, changed what they said. They vowed that the era of concessions was coming to an end. They led a few strikes against companies. The leadership of the CWA (Communications Workers of America) called a strike against AT&T. The UAW struck General Dynamics. The United Rubber Workers went up against General Tire and Rubber, and other strikes were led by the national leaders of the Machinists union, the United Electrical workers. But all these strikes were carried out independently from each other. The national union leaders didn't try to unify them. The result was, of course, that the strikes did nothing to stem the tide of concessions.

Esta derrota era también una advertencia dirigida por Reagan y el gobierno federal al aparato sindical: si los sindicatos emprendieran luchas que realmente perjudicaran la política o las decisiones del gobierno, este último no vacilaría en atacarse a ellos. Lanzando esta advertencia, Reagan actuaba en nombre de toda la clase capitalista;

NUEVOS RETROCESOS, A PESAR DE ALGUNAS HUELGAS

A fines de 1982, la producción comenzaba a subir de nuevo la pendiente, luego de un largo período de marasmo prolongado. Las ganancias de las empresas daban saltos hacia nuevas cumbres. Sin embargo los patronos pidieron a los trabajadores que aceptaran por segunda, o a veces por tercera vez, nuevos sacrificios. El descontento comenzó entonces a expresarse. Por ejemplo, por primera vez en la historia de la industria automotriz, obreros rechazaron un contrato propuesto por los sindicatos. Fue en Chrysler donde ese contrato fue rechazado, por una mayoría del 70% de los trabajadores. Los trabajadores de Chrysler sin embargo no estaban dispuestos a entablar una lucha dura. Y en definitiva terminaron por aceptar las disminuciones inscrites en el dicho contrato. Pero las direcciones sindicales, dándose cuenta de que la conciencia de los trabajadores había evolucionado, debieron cambiar su lenguaje. Se pusieron a explicar que la época de los sacrificios tocaba a su fin, y lanzaron algunas huelgas. La dirección del CWA (Communications Workers of America, el sindicato del Teléfono) llamó a una huelga contra ATT. La UAW organizó una huelga en General Dynamics. La URW (United Rubber Workers), el sindicato del caucho, lanzó una acción contra la General Dynamics. La UAW organizó la huelga en General Dynamics. La URW (United Electrical Workers, el sindicato de los electricistas). Pero todas estas huelgas eran llevadas a cabo independientemente las unas de las otras. Los dirigentes sindicales, a escala nacional, no buscaban a unificarlas. El resultado, claro está, fue que las huelgas no pudieron contener la ola de disminuciones de salarios y de supresiones de adquisitos.

Les grèves les plus dures de cette période ont été menées par des syndicats qui craignaient que les patrons ne se contentent plus de quelques diminutions de salaires et remettent en cause l'existence même des syndicats. Ainsi à Caterpillar, le plus gros fabricant d'engins de travaux publics, la direction a essayé de réduire les positions de l'appareil syndical. L'UAW a alors déclenché une grève qui a duré 205 jours, la plus longue de son histoire. Dans une autre entreprise plutôt prospère, Iowa Beef Processing, la direction a décidé de déposer son bilan de manière à annuler son contrat avec le syndicat et à s'en prendre ensuite plus librement aux salaires, aux avantages acquis et aux conditions de travail. La direction a donc rompu les négociations avec le syndicat qui n'avait alors d'autre choix que d'appeler à la grève. La direction a répliqué en faisant appel à des jaunes. Les syndicats ont répondu par des piquets de grève. Puis, la police et la garde nationale ont été envoyées sur place. Le syndicat a alors reculé devant l'affrontement et, après plusieurs mois de grève, a fini par accepter tout ce que le patron voulait.

Si à Caterpillar les patrons n'ont pas osé s'en prendre à l'appareil syndical, ils ont quand même réussi à imposer les diminutions de salaires qu'ils voulaient. Et à Iowa Beef, si le syndicat s'est maintenu, c'est aux conditions imposées par le patron — y compris le licenciement des travailleurs les plus combatifs. Ces grèves ont en fait été menées à l'économie, de manière à convaincre les patrons que, bien qu'ils aient appelé à la grève, les syndicats ne cherchaient qu'à être raisonnables. Ainsi à Caterpillar, le syndicat a laissé la direction faire des stocks énormes en prévision de la grève. Et à Iowa Beef, le syndicat a limité la grève à une seule des dix usines de la compagnie.

DES GRÈVES COMBATIVES, MAIS LIMITÉES... ET DE NOUVEAUX RECULS

Le problème de l'isolement des grévistes s'est reposé encore plus clairement dans les deux années qui ont suivi, quand les travailleurs ont montré dans un certain nombre de cas qu'ils étaient prêts à se battre et que, sous leur pression, les syndicats ont organisé ces nouvelles luttes.

A Phelps Dodge, le syndicat des travailleurs de l'acier, ainsi que plusieurs petits syndicats, ont mené une grève des mineurs du cuivre qui a duré plus d'un an. La direction fit appel à des jaunes pour faire fonctionner les mines. Les mineurs en grève réagirent, s'opposant à la venue des jaunes, désorganisant la production, transformant des manifestations en batailles rangées avec la police. Mais, au bout du compte, ces actions apparurent comme des combats d'arrière-garde, incapables d'arrêter la production. La victoire de la direction fut complète, les grévistes licenciés, le syndicat brisé. Et un an après les grèves, les autres mines de cuivre demandèrent au syndicat d'accepter une diminution énorme — se montant à 40% — du salaire et des avantages acquis. Les travailleurs acceptèrent cette fois sans combat.

A l'usine de pièces automobiles AP Parts de Toledo dans l'Ohio, la direction exigeait une énorme réduction des salaires et une réduction importante des effectifs. L'UAW autorisa la grève. La direction fit alors appel à des jaunes. L'UAW riposta en amenant devant l'usine des milliers de syndiqués venus de toute la région apporter leur aide aux grévistes. Ensemble ils bloquèrent les jaunes à l'intérieur de l'usine, affrontèrent la police. Pendant des heures, celle-ci fut impuissante à faire sortir les jaunes de l'usine. Mais cette lutte ne devait durer qu'un jour. Par la suite, les juges devaient promulguer une ordonnance limitant les piquets de grève. Et l'UAW de dire que les travailleurs n'avaient pas d'autre choix que de se soumettre. La direction fit alors appel à des briseurs de grève et la production reprit petit à petit. Huit mois plus tard, le syndicat signa un accord qui cédait sur la plupart des points. Et de nombreux travailleurs perdirent leur emploi.

Encore une fois, ces grèves sont restées isolées, bien que de nombreux travailleurs d'autres entreprises aient montré leur volonté de se battre au côté des grévistes. Et si l'UAW a bien appelé les syndicalistes des autres usines à apporter leur soutien à ceux de l'AP Parts, ça n'a été que pour un jour.

Était-il possible d'organiser une lutte plus générale, non seulement dans le cadre d'un mouvement de solidarité avec les travailleurs en grève, mais en

The hardest strikes of this period were led by unions which feared that the issue went beyond concessions, that certain companies were calling into question the existence of the unions themselves. At Caterpillar, the largest earth moving equipment maker, the company tried to take away some rights of the union apparatus. The UAW went on strike for 205 days, the longest strike in its history. Iowa Beef Processing, a profitable company, filed for bankruptcy in order legally to void its contract with the union and drastically cut wages, benefits and work rules. The company broke off negotiations with the union. The union had no choice but to call the strike. The company brought in scabs. The union organized pickets to try to stop them. The police and National Guard were brought in, and the union backed off and after a strike of several months, the union accepted all of the company's terms.

At Caterpillar, the company backed off on its attack of the union apparatus. But most of the concessions were forced through. At Iowa Beef, the union remained, but on the company's terms, including one that several of the more militant workers remained fired. These strikes were led in the most narrow fashion, and in a way to convince management that despite the strike, the union was trying to act reasonably. At Caterpillar, the union allowed the company to build up a huge inventory in advance of the strike. At Iowa Beef, the union struck only one of the company's ten processing plants.

SOME COMBATIVE BUT LIMITED STRIKES— STILL MORE CONCESSIONS

The problem of fighting alone became even more clear in the two following years, when workers in certain cases showed a real willingness to fight, and the union apparatus, under the pressure of the workers organized that fight.

At Phelps Dodge, the Steelworkers Union and several small unions led a copper miners strike that lasted well over one year. The company brought in scabs to operate the mines. Striking miners often carried out all kinds of skirmishes, stopping the scabs from entering the mines, disrupting production, turning protest demonstrations into running battles with the police. But, in the end, these turned out to be rearguard actions. They did not stop production. The company's victory was complete. The workers were fired. The union was broken. A year after the strike, the other copper companies presented to the union the demand for enormous concessions, amounting to a 40 per cent pay cut. The workers accepted it without a fight.

At AP Parts in Toledo, Ohio, the company demanded enormous concessions and a big cut in the workforce. The UAW sanctioned a strike. As the strike went on, the company began to bring in scabs. In response, the UAW organized a huge fight in front of the plant gate, in which thousands of unionists from the area came to support the strikers. They trapped the scabs in the plant, fought with the police. For hours, the police weren't able to bring the scabs out. However, this turned out to be a one-day fight. After this, courts issued a court order limiting the pickets. The UAW at that point said that the workers had no choice but to respect the court order. So the company began to bring the scabs back into the plant. Little by little the company started up production using scabs. After 8 months, the union settled. Most of the concessions had not been taken away. Many workers still lost their jobs.

Again, both strikes remained isolated, though numerous workers from other plants showed their willingness to fight alongside the strikers. The UAW organized unionists from other plants to come to AP Parts, but it was only for one day.

Could there have been a more generalized fight against concessions, not only in support of one group of workers, but most importantly with whole

Las huelgas más duras de este período fueron conducidas por sindicatos que temían que los patronos no se contentaran ya con algunas disminuciones de salarios y pusieran en tela de juicio la propia existencia de los sindicatos. Así es como en Caterpillar, el mayor fabricante de la maquinaria para obras públicas, la dirección trató de reducir las posiciones del aparato sindical. La UAW inició entonces una huelga que duró 205 días, la huelga más larga de su historia. En otra empresa más bien próspera, la Iowa Beef Processing, la dirección decidió declararse en quiebra de manera a anular su contrato con el sindicato y a tomárselas luego más libremente con los salarios, con las mejoras adquiridas y las condiciones de trabajo. La dirección rompió pues las negociaciones con el sindicato a quien no le quedaba más remedio que llamar a la huelga. La dirección replicó llamando a esquirols. Los sindicatos respondieron con piquetes de huelga. Luego, la policía y la guardia nacional fueron enviadas al lugar. El sindicato retrocedió entonces ante el enfrentamiento y, después de varios meses de huelga, terminó por aceptar todo lo que la patronal quería.

Si bien en Caterpillar los patronos no intentaron tomárselas con el aparato sindical, lograron con todo imponer las disminuciones de salarios que querían. Y en Iowa Beef, si bien el sindicato pudo mantenerse, fue con las condiciones impuestas por el patrono - incluso el despido de los trabajadores más combativos. Estas huelgas de hecho han sido llevadas a cabo sin ninguna determinación de manera a convencer a los patronos de que los sindicatos, aunque hubieran llamado a la huelga, sólo buscaban ser razonables. En Caterpillar el sindicato dejó que la dirección hiciera stocks enormes en previsión de la huelga. Y en Iowa Beef, el sindicato limitó la huelga a una sola de la diez fábricas de la Compañía.

HUELGAS COMBATIVAS, PERO LIMITADAS - Y NUEVOS RETROCESOS

El problema del aislamiento de los huelguistas se planteó de nuevo aún más claramente en los dos años que siguieron, cuando los trabajadores mostraron en varios casos que estaban dispuestos a luchar y cuando bajo su presión, los sindicatos organizaron nuevas luchas.

En Phelps Dodge, el sindicato de los trabajadores del acero, así como varios pequeños sindicatos condujeron una huelga de los mineros del cobre que duró más de un año. La dirección llamó a esquirols para hacer funcionar las minas. Los mineros en huelga reaccionaron, oponiéndose a la venida de los esquirols, desorganizando la producción, transformando manifestaciones en batallas campales con la policía. Pero a fin de cuentas, estas acciones aparecieron como combates de retaguardia, incapaces de parar la producción. La victoria de la dirección fue completa. Los huelguistas fueron despedidos, el sindicato quebrado. Un año después de la huelga, las direcciones de las otras minas de cobre pidieron al sindicato que aceptara una disminución enorme del salario (casi 40%) y de las mejoras adquiridas. Los trabajadores aceptaron esta vez sin combate.

En la fábrica de piezas para automóviles AP Parts de Toledo en Ohio, la dirección exigía una enorme disminución de los salarios y una reducción importante de los efectivos. La UAW autorizó la huelga. La dirección llamó entonces a esquirols. La UAW replicó trayendo delante de la fábrica a millares de afiliados al sindicato venidos de toda la región para ayudar a los huelguistas. Juntos encerraron a los esquirols dentro de la fábrica. Se enfrentaron con la policía. Durante horas, la policía fue incapaz de hacer salir a los esquirols de la fábrica. Pero esta lucha sólo iba a durar un día. Después, los jueces iban a promulgar una ordenanza limitando los piquetes de huelga. Y la UAW dijo a los trabajadores que no les quedaba más remedio que someterse. La dirección llamó entonces a rompehuelgas y la producción se reactivó poco a poco. Ocho meses más tarde, el sindicato firmó un acuerdo que cedía en la mayoría de los puntos. Muchos trabajadores perdieron su empleo.

Una vez más, estas dos huelgas quedaron aisladas aunque muchos trabajadores de otras empresas hayan mostrado su voluntad de luchar al lado de los huelguistas. Y si bien la UAW llamó a los sindicalistas de las otras fábricas a que dieran su apoyo a los de AP Parts, sólo fue para un día.

¿Era posible organizar una lucha más general, no solamente en el marco de un movimiento de solidaridad con los trabajadores en huelga, sino

appelant des secteurs entiers de la classe ouvrière à entrer en lutte pour leur propre compte ? Cela n'a en tout cas pas été tenté. Et en conséquence, ces luttes perdues malgré les sacrifices consentis par les grévistes, ont considérablement refroidi et découragé les autres travailleurs, dont beaucoup tirèrent la conclusion qu'il n'était pas possible de réagir, que les ouvriers n'étaient pas assez forts pour s'opposer aux attaques patronales.

De plus, comme le seul type de grèves qu'ils étaient prêts à mener se traduisait par des défaites, les dirigeants syndicaux ont tout simplement affirmé, au nom des travailleurs, que l'arme de la grève n'était plus efficace. Ils se sont mis à expliquer que les luttes ne pouvaient être que suicidaires, et qu'il fallait céder sur toute la ligne, jusqu'à ce que l'orage soit passé.

C'est un langage qu'un certain nombre de dirigeants locaux n'ont évidemment pas pu tenir aux travailleurs, en particulier là où les patrons arrogants exigeaient de nouveaux sacrifices alors que leurs usines prospéraient. Un certain nombre de travailleurs cherchaient à riposter et refusaient de rester passifs. Ainsi, en 1985, James Coakley, un dirigeant local, déclencha une grève à une usine de General Dynamics, malgré l'ordre venu d'en haut d'accepter les termes du contrat proposé au syndicat. A Watsonville, une partie de l'appareil syndical fut désavouée et remplacée par un groupe dissident du syndicat des transporteurs, au cours d'une longue et dure grève des travailleurs de la conserverie. Enfin, à l'usine Hormel d'Austin (voir *Lutte de Classe*, Numéro 2 de septembre 1986), dans le Minnesota, la direction du syndicat local fut élue sur la base de son opposition aux diminutions de salaire. La grève rencontra alors l'opposition de la direction nationale du syndicat, au point que cette dernière en vint à supprimer la caisse de grève, à dissoudre la section locale, et à négocier elle-même avec le patron un contrat acceptant la baisse des salaires ; en d'autres termes, à briser ouvertement la grève.

Bien que ces grèves, dirigées par des militants connus localement, aient été plus combatives que les précédentes, la question de leur généralisation aux autres travailleurs n'a été nulle part posée même par ces dirigeants. Le plus loin qu'ils soient allés, à Hormel ou à Watsonville par exemple, a été de demander le soutien financier des autres syndicats — sous la forme

sections of the working class called upon to fight for themselves? Certainly this was never tested. But the results of fights that workers lost, despite their sacrifices had a chilling, discouraging effect on the other workers. For other workers often took the defeats as proof that no fight was possible, that the workers didn't have sufficient power to stop concessions.

Because the only kind of strike they wanted to lead could not win, the union chiefs graphically drew the lesson for the workers that the strike weapon was no longer effective. They argued that any fights by the workers would only be suicidal, that the workers should just swallow the concessions and try to ride out the storm.

However, some local leaders could not sell this to their membership, who, faced with rich companies arrogantly demanding still more concessions, wanted to find a way to fight and not lay down dead. In 1985, at the General Dynamics tank plant, James Coakley, the president of the local, led a contract strike, despite the International's orders to accept the contract. At Watsonville, part of the local leadership was defeated by the dissident Teamsters for a Democratic Union, during a long, grinding strike of food canning workers. And finally, at Hormel's Austin Minnesota plant (See *Class Struggle*, Number 2, September 1986), a local leadership which had agitated against concessions was elected. It led a strike that was opposed by the International leadership, to the point that the International stopped strike benefits, put the local into receivership and negotiated a concession contract with the company. In other words, the International union openly broke the strike.

While these strikes, led by local militants were more combative than many others had been, in none of these strikes did even these union leaders pose the problem of generalizing the fight to other workers. At the most, at Hormel and at Watsonville, the local leaders asked for financial support from other

llamando a sectores enteros de la clase obrera a entrar en lucha por su propia cuenta? En todo caso, no hubo ningún intento de hacerlo. Y en consecuencia, esas luchas perdidas a pesar de los sacrificios consentidos por los huelguistas han enfriado y desmoralizado considerablemente a los demás trabajadores, muchos de los cuales sacaron como conclusión que no era posible reaccionar, que los obreros no eran lo suficientemente fuertes como para oponerse a los ataques patronales.

Además, los dirigentes sindicales, como el único tipo de huelgas que estaban dispuestos a conducir se terminaba en derrota, pretendiendo hablar en nombre de los trabajadores, afirmaron nada menos que la huelga ya no era un arma eficaz. Explicaron que las luchas de los trabajadores sólo podían ser suicidas, y que había que ceder en toda la línea hasta que pasara la tormenta.

Por supuesto algunos dirigentes locales no pudieron hablar así a los trabajadores, en particular allí donde la patronal arrogante exigía nuevos sacrificios mientras que sus fábricas prosperaban. Algunos trabajadores buscaban el camino de la lucha y se negaban a permanecer pasivos. Así, en 1985, James Coakley, un dirigente local, desata una huelga en una fábrica de General Dynamics, a pesar de la orden venida de arriba de aceptar los términos del contrato propuesto al sindicato. En Watsonville, una parte del aparato sindical es desautorizada y remplazada por un grupo disidente del sindicato de los transportadores durante una larga y dura huelga de los trabajadores de la conservería. En fin, en la fábrica Hormel de Austin (véase *Lucha de Clase*, Número 2 del mes de setiembre de 1986), en Minnesota, la dirección del sindicato local fue elegida en base a su oposición a las disminuciones de salario. Entonces la huelga se topó con la oposición del sindicato, hasta tal punto que esta última llegó a suprimir los fondos de huelga, a liquidar judicialmente su sección local y a negociar ella misma con el patrono un contrato aceptando la baja de los salarios, o sea a romper abiertamente la huelga.

Aunque esas huelgas, dirigidas por militantes conocidos localmente, hayan sido más combativas que las anteriores, la cuestión de generalizarlas a los demás trabajadores no fue planteado en ningún lugar incluso por esos militantes. Lo máximo que hicieron en Hormel o en Watsonville por ejemplo, fue pedir el apoyo financiero de los otros sindicatos — bajo la forma de



La grève de Hormel.

The Hormel strike.

La huelga de Hormel.



- Deux bureaucrates syndicaux célèbres :
- ◀ Jimmy Hoffa, qui dirigea le syndicat des camionneurs et George Meany, qui fut président de l'AFL-CIO. ▶
- Two famous union bureaucrats :*
- ◀ Jimmy Hoffa who was head of the Teamsters, and George Meany who was president of the AFL-CIO. ▶
- Dos burócratas sindicales famosos :
- ◀ Jimmy Hoffa quien dirigió el sindicato de los camioneros, y George Meany, quien fue presidente de la AFL-CIO. ▶



de versements à leur fond de grève— ou leur participation à des manifestations de solidarité.

LA BUREAUCRATIE SYNDICALE, PORTE-PAROLE DU PATRON

Ainsi, ces dix dernières années, alors que la classe ouvrière subissait les attaques de plus en plus dures des capitalistes, la bureaucratie syndicale a été incapable d'organiser les travailleurs pour leur propre défense. En fait, elle a été le principal instrument des patrons dans leur tentative pour imposer des diminutions de salaire aux travailleurs. Les bureaucrates se sont fait les messagers et les porte-parole des patrons auprès des travailleurs en ne leur proposant qu'impuissance et résignation. Par sa politique et son comportement, cette bureaucratie syndicale a montré qu'elle s'était pleinement intégrée, socialement et politiquement, aux institutions à travers lesquelles la plus grande puissance impérialiste du monde exerce son pouvoir.

La bureaucratie a pris sa forme et ses caractéristiques actuelles pendant les années de guerre froide et d'essor économique qui ont suivi la Deuxième guerre mondiale. Les militants de gauche et les militants syndicaux les plus actifs furent exclus lors de la chasse aux sorcières des années cinquante. Un grand nombre de bureaucrates grassement payés furent alors intégrés dans quelques-uns des cercles dirigeants de la bourgeoisie. Certains sont devenus les agents électoraux du Parti Démocrate. Le syndicat des transporteurs, lui, a obtenu des avantages en contrepartie du soutien accordé aux Républicains. Tous ont suivi fidèlement la politique de la bourgeoisie. Ils ont apporté leur soutien aux guerres menées par l'impérialisme américain, en Corée et au Vietnam. La plupart des syndicats l'ont fait ouvertement, sans vergogne. Seuls quelques-uns, les plus à gauche d'entre eux, s'y sont opposés... mais uniquement en parole, et en sont restés là. L'AFL-CIO, quant à elle, a soutenu directement la politique extérieure des États-Unis, en acceptant de servir d'entremetteur à la CIA pour la constitution de syndicats pro-américains à travers le monde.

suite p. 40

unions, in the form of contributions to their strike fund, and for demonstrations of solidarity.

THE UNION BUREAUCRACY—THE BOSSES' MOUTHPIECE

So, in the last 10 years, as the working class has undergone increasingly more serious attacks from the capitalist class, the union bureaucracy has not organized any effective defense by the workers. In fact, it has been the key tool used to enforce the concessions on the workers. The bureaucracy, playing the role of the boss' messenger and mouthpiece in the working class, has put forward a perspective of impotence and resignation toward the working class. These are the policies and actions of a union bureaucracy that is fully integrated, both socially and politically, into the power structure of the dominant imperialist power in the world.

The current bureaucracy was shaped by the economic boom and the Cold war that followed World War II. The leftist and more active unionist militants were expelled during the Witch Hunts. A large layer of well-paid bureaucrats were integrated into some of the leading circles of the bourgeoisie. Some of them became power brokers inside the Democratic Party. The Teamsters received favors for supporting the Republican Party. They followed the bourgeoisie's policies loyally. They supported U.S. imperialism's wars, like Korea and Viet Nam. Most unions did it quite blatantly. A few of the more social-democratic type unions voiced some opposition—and left it at that. The AFL-CIO aided U.S. foreign policy by being used as shills for the CIA in setting up U.S.-dominated unions all over the world.

continued on p. 40

pagos a sus fondos de huelga-, o su participación en manifestaciones de solidaridad.

LA BUROCRACIA SINDICAL - PORTAVOZ DE LA PATRONAL

En estos diez últimos años pues, cuando la clase obrera sufría los ataques cada vez más duros de los capitalistas, la burocracia sindical ha sido incapaz de organizar a los trabajadores por su propia defensa. De hecho, ella ha sido el principal instrumento de los patronos en sus intentos de imponer disminuciones de salarios a los trabajadores. Los burócratas se han hecho los mensajeros y portavoces de los patronos ante los trabajadores, al sólo ofrecerles una perspectiva de impotencia y de resignación. Por su política y su actitud esta burocracia sindical ha mostrado que, social y políticamente, se había integrado plenamente a las instituciones mediante las cuales la más grande potencia imperialista del mundo ejerce su poder.

La burocracia tomó su forma y sus características actuales durante los años de guerra fría y de desarrollo económico que siguieron la Segunda Guerra mundial. Los militantes de izquierda y los militantes sindicales más activos fueron excluidos durante la caza de brujas de los años cincuenta. Un gran número de burócratas generosamente pagados fueron integrados entonces en algunos círculos dirigentes de la burguesía. Algunos se volvieron agentes electorales del Partido Demócrata. El sindicato de los transportadores obtuvo mejoras a cambio del apoyo brindado a los Republicanos. Todos han seguido fielmente la política de la burguesía. Han dado su apoyo a las guerras llevadas adelante por el imperialismo norteamericano en Corea y en Vietnam. La mayoría de los sindicatos lo han hecho abiertamente, sin vergüenza. Solamente algunos, los más a la izquierda de entre ellos, se opusieron a ello... pero únicamente con palabras y en esto se quedaron. La AFL-CIO, en cuanto a ella, ha apoyado directamente la política exterior de Estados Unidos aceptando servir de mediador de la CIA para constituir sindicatos pronorteamericanos en todo el mundo.

sigue en p. 41

Lorsqu'une partie importante de la classe ouvrière a commencé à se battre contre la brutale oppression raciale, certains syndicats se sont même opposés à cette lutte et ont pris fait et cause pour les racistes. Un certain nombre de syndicats cependant ont apporté un soutien symbolique à la lutte des Noirs, mais tout en fermant les yeux sur la discrimination raciale qui régnait dans les entreprises dont ils représentaient les travailleurs. Mais la plupart cherchèrent à esquiver la question.

Dans les années de prospérité, la bureaucratie a mené des grèves, mais de manière à ne jamais remettre en cause le fonctionnement du système capitaliste. Les dirigeants se sont toujours comportés de façon responsable vis-à-vis de la bourgeoisie. Bien sûr, lorsque les travailleurs se mettaient en grève, montrant ainsi leur volonté et leur détermination à se battre, ils étaient capables d'obtenir certains avantages concernant par exemple les soins médicaux, la retraite, l'indexation des salaires sur les prix, les vacances. C'est que la bourgeoisie était prête à déboursier pour avoir la paix sociale, à payer pour avoir une main d'œuvre contrôlée et soumise. Car la production était en plein essor et la bourgeoisie voulait perdre le moins de temps possible, dans sa course aux profits.

Il faut bien sûr remarquer que seule une minorité de travailleurs a profité de cette situation : les ouvriers de production et les ouvriers qualifiés syndiqués. Les travailleurs du tertiaire, les ouvriers agricoles et les employés n'en ont pas bénéficié, c'est-à-dire la plus grande partie de la main d'œuvre féminine et une bonne partie des travailleurs noirs. Et ce sont les travailleurs qui se trouvaient dans les secteurs les plus stratégiques de la production et des industries du bâtiment, dans les entreprises les plus florissantes, qui ont obtenu le plus d'avantages.

PLEINS GAZ... EN MARCHÉ ARRIÈRE

Lorsque l'expansion économique perdit son allant, que l'économie sombra de plus en plus dans une période de stagnation et de crise, la logique de la politique des syndicats, qui, avant, s'était traduite par certains avantages pour une assez large couche de la classe ouvrière, commença à conduire les travailleurs

au désastre. Le *modus vivendi* élaboré par les syndicats a laissé les travailleurs totalement désarmés lorsque la situation économique a changé et que le chômage s'est développé.

La crise avait changé le rapport de force et cela signifiait que les grèves limitées que la bureaucratie avait menées pour obtenir des avantages limités ne marchaient plus. En effet, le fait que les entreprises ne tournaient plus à leur pleine capacité, a permis aux patrons de déplacer la production d'une usine à l'autre. Quand les ouvriers étaient en grève dans une usine ou même dans toute une entreprise, les patrons pouvaient faire faire la production ailleurs. Ainsi les ouvriers qui se mettaient en grève risquaient à chaque fois de se retrouver dans une usine où il n'y avait, de toute façon, plus de production à bloquer. Des patrons ont commencé à déchirer les contrats avec le syndicat et à déplacer la production dans les usines où il n'y avait pas de syndicat. Ou alors, ils disaient aux travailleurs syndiqués que, s'ils n'acceptaient pas les baisses de salaire, ailleurs, d'autres les accepteraient. Ils se mirent à dresser les uns contre les autres les ouvriers de la même entreprise. Ainsi, même quand les entreprises pouvaient se permettre de payer des salaires plus élevés, les patrons avaient toutes les raisons de profiter de la situation et d'imposer des diminutions de salaire.

Les dirigeants syndicaux ont réagi à cette situation qui semblait sans issue en organisant de moins en moins de grèves. Ils craignaient les conséquences d'une confrontation ouverte avec les patrons. Ainsi le nombre de grèves diminua régulièrement. En 1979, il y eut 235 grèves concernant plus de 1 000 ouvriers. Le chiffre baissa à 187 en 1980, 145 en 1981, 96 en 1982, 81 en 1983, 62 en 1984 et 54 pour 1985. En 1986, il semble que le nombre soit remonté, 50 pour les six premiers mois de l'année. Mais, comparé au passé, il reste au plus bas niveau.

Les conséquences de la politique de la bureaucratie n'affectent pas seulement la classe ouvrière ; elles retombent également sur les syndicats eux-mêmes. Selon l'AFL-CIO, "depuis 1980, le nombre des syndiqués a chuté, en valeur absolue aussi bien qu'en pourcentage. Depuis 1984, sur le total des travailleurs

When a major section of the working class in this country fought against brutal racial oppression, some unions even opposed that struggle, openly taking the side of the racists. A few unions gave token support to the black struggle—while ignoring racist discrimination in the very work places where they represented the workers. Most tried to avoid the issue.

In the years of prosperity, the bureaucracy led strikes, but in a way that never called in question the functioning of the capitalist system. The officials always acted responsibly to the bourgeoisie. When workers struck, showing their willingness and determination to fight, they were able to win certain gains: health care, pensions, COLA, vacations. The bourgeoisie was willing to pay for social peace, to pay for a work force that was controlled and loyal, with relations to that work force which were predictable. Production was booming. The bourgeoisie did not want to lose too much time in the drive to make profits off this production.

Of course it must be noted, that only a minority of workers benefited from this: the unionized production and skilled workers. Service, agricultural and clerical workers were excluded. That meant most women workers, and a big share of the black workers. Those workers who had the most strategic position in production and in construction trades, in the most profitable industries, benefited the most.

FULL SPEED — IN REVERSE

Once the economic boom lost its bloom, once the economy sank further and further into stagnation and recessions, the logic of the union's policy which had once spelled certain benefits for a sizeable layer of the working class, began to lead to disaster for the workers. The *modus vivendi* of the union structures

left the workers totally disarmed when the economic situation changed and unemployment mushroomed.

The crisis changed the relationship of forces, and it meant that the limited strikes that the bureaucracy had led to obtain limited gains no longer worked. For the new, surplus of productive capacity gave the capitalists the possibility to move production from one plant to another. The workers could strike one plant or one company and the bosses could simply shift production. Those workers who went on strike always risked finding themselves without a plant to strike. Companies began tearing up contracts with union shops and moving production to non-union shops. Or they told unionized workers that if they didn't take concessions, some workers in another plant would. They began to play off workers in the same companies against each other. Even when the companies could afford to pay higher wages, they had every reason to take advantage of the situation to push concessions.

The union officials reacted to what appeared as an impasse with fewer and fewer strikes. They didn't want to risk the consequences of a confrontation. So strikes fell steadily. In 1979 there were 235 strikes involving 1,000 or more workers. This number decreased to 187 in 1980, 145 in 1981, 96 in 1982, 81 in 1983, 62 in 1984 and 54 for 1985. In 1986, it seems there are somewhat more strikes, at 50 for the first six months of the year. But this is still very low historically.

The consequence of the bureaucracy's policy not only effects the working class; it also rebounds against the unions themselves. According to the AFL-CIO, "In the 1980's, union membership has shown a decline in absolute numbers as well as in percentage terms. The proportion of workers who

Cuando una parte importante de la clase obrera comenzó a luchar contra la brutal opresión racial, ciertos sindicatos se opusieron incluso a esta lucha, y tomaron el partido de los racistas. Sin embargo, varios sindicatos dieron un apoyo simbólico a la lucha de los negros pero cerrando los ojos sobre la discriminación racial que reinaba en las empresas cuyos trabajadores representaban. Pero la mayoría trataba de esquivar el problema.

En los años de prosperidad, la burocracia ha conducido huelgas, pero de manera que el funcionamiento del sistema capitalista no fuese enjuiciado. Los dirigentes siempre se han comportado de manera responsable con respecto a la burguesía. Por supuesto, cuando los trabajadores hacían huelga, mostrando así su voluntad y su determinación de luchar, ellos eran capaces de obtener ciertas mejoras en cuanto a la atención médica por ejemplo, la jubilación, el ajustamiento de los salarios a la variación de los precios, las vacaciones. Es que la burguesía estaba dispuesta a desembolsar para tener la paz social, a pagar para tener una mano de obra controlada y sumisa. La producción estaba en plena expansión y la burguesía quería perder el menor tiempo posible en la carrera de ganancias.

Cabe por supuesto subrayar que sólo una minoría de trabajadores han aprovechado esta situación: los obreros de la producción y los obreros calificados afiliados al sindicato. Los trabajadores del terciario, los obreros agrícolas y los empleados no han beneficiado de ella, o sea la mayor parte de la mano de obra femenina y una buena parte de los trabajadores negros. Y son los trabajadores que se encontraban en los sectores más estratégicos de la producción y de las industrias de la construcción, en las empresas más florecientes, los que han obtenido más ventajas.

A TODA VELOCIDAD!... MARCHA ATRÁS

Tan pronto como el auge del boom económico empezó a decaer y todo el sistema económico a hundirse más y más en la recesión y en la crisis, la lógica de la línea política de los sindicatos que antes se había concretizado por algunas ventajas para una capa considerable de la clase obrera, comenzó a conducir a los trabajadores hacia el desastre. El

modus vivendi elaborado por los sindicatos dejó como saldo una clase obrera completamente desarmada cuando la situación económica cambió y el desempleo se desarrolló rápidamente.

La crisis había cambiado la correlación de fuerzas y esto significaba que las huelgas limitadas en el tiempo, que la burocracia sindical había dirigido con el fin de obtener ventajas parciales, ya no funcionaban. Efectivamente, debido a que las empresas ya no funcionaban al 100% de su capacidad de producción, los patronos tenían la posibilidad de trasladar la producción de una fábrica a otra. Cuando los trabajadores estaban en huelga en una fábrica o inclusive en toda la empresa, los patronos podían simplemente trasladar a otro lugar la producción. Es así como los trabajadores que se ponían en huelga corrían siempre el riesgo de encontrarse en una planta donde no había, de todos modos, una producción a bloquear. Algunos patronos comenzaron a echar a la basura los contratos pasados con los sindicatos y a trasladar la producción hacia las plantas donde no había sindicato. O también decían a los obreros afiliados al sindicato que, si no aceptaban bajas de salario, los obreros de otras fábricas lo harían. Y se pusieron a enfrentar a unos trabajadores con otros dentro de la misma empresa. Incluso cuando las empresas podían permitirse pagar salarios más elevados, todas las razones eran buenas para sacar ventaja de la situación y arremeter contra los salarios.

Los dirigentes sindicales reaccionaron ante la situación, que se presentaba como un verdadero impase, organizando cada vez menos huelgas. Temían las consecuencias de una confrontación abierta con la patronal. Así el número de huelgas bajó de forma constante. En 1979 hubo 235 huelgas en las que participaron más de 1 000 trabajadores. Este número se aminoró hasta 187 en 1980, 145 en 1981, 96 en 1982, 81 en 1983, 62 en 1984 y 54 en 1985. En 1986 parecería que hubiera más huelgas, ya que durante los primeros seis meses del año se cuentan 50. Pero comparado con el pasado sigue siendo un número muy bajo.

Las consecuencias de la política de la burocracia sindical no sólo afectan a la clase obrera sino que también afectan a los propios sindicatos. Según lo AFL-CIO, a partir de los años 80 el número de afiliados ha disminuido tanto en valor absoluto como en porcentaje. A partir de 1984, la proporción de obreros

qui ont obtenu le droit de se syndiquer, le nombre de ceux qui adhèrent au syndicat est tombé d'environ 45 % à moins de 28 %. Par rapport à l'ensemble des travailleurs, le pourcentage des syndiqués est passé de 35 % à moins de 19 %."

L'intégration de la bureaucratie syndicale dans les institutions de la bourgeoisie ne garantit, par elle-même, rien du tout, même pour la bureaucratie. A un certain moment, les syndicats peuvent devenir trop coûteux et trop encombrants pour les capitalistes. La présence du syndicat peut constituer un obstacle lorsque les patrons sont obligés de tenir compte du syndicat pour prendre leurs décisions. Maintenant que les entreprises peuvent imposer des sacrifices aux travailleurs ou les dresser les uns contre les autres et n'ont plus besoin des syndicats pour le faire, pourquoi ne se débarrasseraient-ils pas de ceux-ci tout simplement ? C'est l'idée que caressaient des entreprises comme Caterpillar ou Iowa Beef. Mais d'autres entreprises ont également essayé de briser les syndicats, comme Continental Airlines et d'autres compagnies aériennes importantes telles Eastern. Dans d'autres secteurs, des entreprises et le gouvernement fédéral se sont simplement mis à embaucher des travailleurs non-syndiqués, comme dans le bâtiment.

La résistance de la bourgeoisie aux tentatives de création de syndicats s'est renforcée. Dans les années 50, 500 000 nouveaux travailleurs étaient syndiqués chaque année à travers les élections organisées sous l'égide du Bureau National des Relations du Travail. Dans les années 80, ce chiffre est descendu à 70 000. Et même lorsqu'un nouveau syndicat est reconnu par le Bureau National des Relations du Travail, il n'a plus que 60% de chances d'obtenir un contrat comparé à 95% dans les années 50. Les entreprises refusent purement et simplement de négocier avec les syndicats.

La direction de l'AFL-CIO a pris certaines mesures lors du dernier congrès, qui devraient permettre, selon elle, d'améliorer la situation.

Dans le document qu'elle a présenté, et qui s'intitule "Les changements dans la situation des travailleurs et

de leurs syndicats", il est dit : *"Faire des prédictions sombres et désespérées sur l'avenir du mouvement ouvrier n'est pas de mise. Certains s'aventurèrent à de telles prédictions quand, dans les années 20 et 30, les syndicats américains subissaient de sérieux reculs et que le nombre des travailleurs syndiqués avait considérablement décliné ; certains prédirent même la fin du mouvement ouvrier. En fait, c'est l'inverse qui s'est produit : les syndicalistes de cette époque ont trouvé les méthodes accordées à la situation et qui ont gagné la fidélité de générations de travailleurs, et les organisations ouvrières ont connu une période de croissance remarquable. Nous sommes sûrs que le mouvement ouvrier a les capacités de se renouveler et de régénérer sans cesse, ce qui a permis et permettra aux syndicats de rester l'authentique voix des travailleurs et leur moyen de choix pour exprimer leur volonté. C'est le but de ce rapport de faire des recommandations dans ce sens".*

Bien sûr, les assurances de l'AFL-CIO en matière de régénération et de renouveau ne sont que du vent. Dans les mois qui ont suivi cette convention de 1985, durant laquelle les bureaucrates plaidèrent pour l'innovation, on demanda à l'AFL-CIO son soutien à la grève d'Hormel. Mais la direction de l'UFCW (United Food and Commercial Workers —syndicat de l'alimentation et du commerce) se préparait à briser la grève. L'UFCW fut chaleureusement soutenue par Lane Kirkland et compagnie. L'AFL-CIO fait référence à l'immense mouvement ouvrier des années 30, mais quand on en vient aux propositions pour les années 80, on ne trouve rien d'autre que la création d'une nouvelle catégorie de membres... les membres associés. Maintenant, non seulement les travailleurs mais aussi l'encadrement, peut jouir des quelques avantages, mineurs et secondaires, fournis par les syndicats, sans être syndiqué ! L'AFL-CIO a décidé de fournir des cartes de crédit à bas prix, ou des polices d'assurance diverses, sur la vie par exemple. Ces cartes de crédit AFL-CIO proposées à des travailleurs dont le salaire ne leur permet pas d'acheter quoi que ce soit, sont bien le symbole de la conception du syndicat qu'ont les chefs de l'AFL-CIO, mais aussi de l'impasse de leur politique.

are eligible to join a union and who in fact belong to a union has fallen from close to 45 per cent to under 28 per cent since 1954; using the measure of percentage of the entire work force, the decline has been from 35 per cent to under 19 per cent."

The union bureaucracy's integration into the power structure is, in itself, a guarantee of nothing, not even for the bureaucracy. At a certain point, unions can become too expensive and cumbersome for the capitalists with the existence of the union, when capitalist decide to do something, there is an impediment: the bosses have to take the union into account. And if the companies could enforce concessions on the workers by playing them off against each other, and if they could do it without the unions, why not just get rid of them? It is this idea that some corporations, such as Caterpillar and Iowa Beef, have been toying with. There have been other efforts to smash unions, at Continental Airlines and other major airline companies, such as Eastern. In other instances, corporations and the federal government have simply started hiring non-union workers, such as in construction.

The bourgeoisie's resistance to new organizing attempts has also stiffened. In the 1950's 500,000 new members a year were organized into unions through NLRB elections. By the 1980's, this had slowed to 70,000. And even when a new union was recognized by the NLRB in the 1980's, it had only a 60 per cent chance of getting a contract, versus a 95 per cent chance in the 1950's. Companies are simply refusing to bargain with the unions.

The AFL-CIO leadership took certain measures at the last convention which it said would rectify its situation.

In its document, *The Changing Situation of Workers and their Union*, it said that it is not

warranted "to make prophesies of doom and despair regarding the future of the labor movement. Such prophesies were ventured 50 years ago, after American unions in the 1920's and 1930's had suffered serious setbacks and the number of unionized workers had declined dramatically; some predicted the demise of the labor movement at that time. In fact the reverse occurred: trade unionists of that era developed approaches attuned to their situation which caught the allegiance of a generation of workers and organized labor experienced a period of remarkable growth.

"We are confident that the labor movement has the capacity to continue the never-ending process of renewal and regeneration that has enabled and will enable unions to remain the authentic voice of workers and their chosen vehicle for expressing their will. It is the purpose of this report to offer recommendations along that line."

Of course such assurances from the AFL-CIO of regeneration and renewal are nothing but hot air. In the months following this convention in 1985 where the bureaucrats advocated innovation, there were demands for the AFL-CIO to support the Hormel strike. But the leadership of the UFCW (United Food and Commercial Workers) entered the road of breaking the strike. They were cheerfully supported by Lane Kirkland and Co. The AFL-CIO makes its references to the huge workers movement of the 1930s, but when it comes to offering up proposals for the 1980s, it can find nothing else to propose than a new category of membership—associate membership. Now both workers, and also middle management, can enjoy the few, minor and secondary benefits provided by the union, without being organized in a union. The AFL-CIO decided to provide low cost credit cards, life insurance and legal insurance. These AFL-CIO credit cards offered to workers whose wages don't let them buy anything, can serve as a symbol of the concept of the union the AFL-CIO leaders hold, as well as of the dead end of their policies.

continued on p. 44

que obtuvieron el derecho de afiliarse a un sindicato y que realmente lo hicieron ha caído desde casi el 45% hasta menos del 28%. Si comparamos estas cifras al conjunto de los trabajadores, el porcentaje ha bajado del 35% hasta menos del 19%.

La integración de la burocracia sindical dentro de las instituciones de la burguesía no garantiza nada, por sí misma, ni siquiera a la propia burocracia. En determinado momento, los sindicatos pueden volverse costosos y pesados para los capitalistas. La existencia del sindicato puede constituir un inconveniente cuando los capitalistas deben tomarlo en cuenta para tomar sus decisiones. Ahora que las empresas pueden imponer sacrificios a los trabajadores o ponerlos en competencia unos con otros sin la ayuda de los sindicatos, ¿por qué no sacárselos de encima? Fue lo que examinaron empresas como Caterpillar y Iowa Beef. Hubieron otros intentos de destruir a los sindicatos, en las Aerolíneas Continentales y en otras empresas de aviación, tales como la Eastern. En otros casos, las empresas y el gobierno federal han comenzado simplemente a contratar obreros sin afiliación sindical, como el caso de la construcción civil.

La burguesía ha reforzado su resistencia a las tentativas para crear sindicatos. Durante los años 50, 500 000 nuevos trabajadores se afiliaban cada año a los sindicatos, a raíz de las elecciones organizadas por la Escuela de la Oficina Nacional de Relaciones de Trabajo. En los años 80, ese número bajó a 70 000. Y aun cuando un nuevo sindicato es reconocido por la Oficina Nacional de Relaciones de Trabajo, éste sólo tiene un 60% de posibilidades de conseguir un contrato contra un 95% en los años 50. Las empresas están negándose simplemente a negociar con los sindicatos.

La dirección de la AFL-CIO tomó varias medidas en su último congreso que, según ellos, deberían permitir mejorar esta situación.

En el documento que presentó, titulado *La situación de los trabajadores y de sus sindicatos está cambiando*, se afirma que "no cabe hacer profecías de ruina y desesperación relativas al futuro del movimiento

obrero. Tales profecías fueron hechas hace 50 años, cuando en los años 20 y 30 los sindicatos norteamericanos sufrían serias derrotas y cuando el número de trabajadores afiliados había declinado dramáticamente; hubo entonces hasta quienes predijeron la desaparición del movimiento obrero. De hecho, ocurrió todo lo contrario: los sindicalistas de aquel entonces elaboraron planteamientos acordes a la situación, lo cual conquistó el apoyo decidido de toda una generación de trabajadores y las organizaciones obreras han conocido un período de notable expansión. Confiamos en la capacidad del movimiento sindical para llevar adelante el proceso de renovación y regeneración constante que hizo y seguirá haciendo posible que los sindicatos continúen siendo la voz de los trabajadores y el medio de expresión de su voluntad. El propósito de este informe es presentar recomendaciones conformes a esta línea".

Por supuesto, tales garantías de regeneración y renovación provenientes de la AFL-CIO no son sino falsas promesas. En los meses posteriores a esta convención de 1985 donde los burócratas abogaron por el cambio, hubo pedidos a la AFL-CIO para que apoyara la huelga en Hormel. Aun así los dirigentes de la UFCW (United Fruit and Commercial Workers, Unión de los trabajadores en la Alimentación y el Comercio) emprendieron el camino para trancar la huelga. En esta decisión fueron apoyados con júbilo por la Lane Kirkland and Co. La AFL-CIO hace muchas referencias al inmenso movimiento obrero de los años 30, pero cuando se le presenta la oportunidad de expresar sus proposiciones a los trabajadores en los años 80, no encuentra otra propuesta que la de la creación de una nueva categoría de miembros... los miembros asociados. Ahora, no sólo los trabajadores sino también los ejecutivos de mando medio pueden disfrutar de los beneficios que tienen los miembros de un sindicato, sin necesidad de adherir a uno de ellos. La AFL-CIO decidió proporcionarles tarjetas de crédito a bajo costo, o diversas pólizas de seguros, sobre la vida por ejemplo. Las tarjetas de crédito AFL-CIO ofrecidas a los trabajadores cuyos salarios no les permiten comprar lo mínimo indispensable, es todo un símbolo del concepto del sindicalismo que tienen los jefes de la AFL-CIO, así como del callejón sin salida que representa su política.

sigue en p. 45

UNE AUTRE POLITIQUE... OU SIMPLEMENT D'AUTRES PERSONNES ?

Il y a eu certes des réactions parmi les militants ou certaines couches de l'appareil syndical devant la politique des bureaucrates. Au niveau local, des militants ont poussé à la grève, comme à Hormel. D'autres responsables locaux ou des membres de l'appareil ont exprimé leur malaise. On a pu le voir à la convention de l'UAW en juin 1986 quand il a été question de la façon dont l'UAW avait aidé les compagnies à jouer les usines les unes contre les autres, en les laissant choisir quelle usine continuerait à travailler et laquelle fermerait. Un groupe d'opposants, appelé Nouvelle Orientation, s'était créé dans la région numéro 5 de l'UAW, autour de Kansas City, et elle avait présenté son candidat contre le directeur régional du syndicat. Ce groupe, formé de responsables du crû, exprimait son point de vue de la façon suivante : *"les patrons veulent nous faire abandonner notre système traditionnel de protection des salaires et des acquis. Ils veulent réduire les classifications, limiter les avantages liés à l'ancienneté et mettre en place des systèmes de travail par petits groupes et des cercles de qualité pour augmenter la rentabilité..."*

"Nous mettons en cause le rôle joué par les dirigeants nationaux de notre syndicat dans cette affaire. Nous n'avons pas peur de nous entendre dire que les temps seront durs. Mais nous voulons des solutions positives pour les ouvriers. Nous ne voulons pas que les nôtres essaient de nous faire avaler la politique du patron."

"Les patrons essaient de susciter la concurrence entre nous, mais ce n'est pas là le rôle de nos représentants élus... Nous ne voulons pas nous retrouver isolés..."

Un autre désaccord est aussi apparu au congrès, à propos du contrat qui venait d'être signé à la Saturn Corporation, dans le cadre de la plus récente manœuvre de restructuration de GM. Ce contrat avait été signé alors qu'aucun ouvrier n'avait encore été embauché. Les opposants au contrat de Saturn

dénonçaient les reculs qu'il entérinait — par exemple des salaires de 20% inférieurs aux salaires moyens du secteur. Bieber, le président de l'UAW, réussit à éviter l'affrontement en demandant au congrès de remettre le débat sur ce sujet jusqu'en mars, date d'un congrès spécialement consacré aux négociations.

L'UAW n'est pas seul à être touché par l'agitation. Au congrès du syndicat des travailleurs de l'acier, certains ont dénoncé le nouveau statut de membre associé créé pour la maîtrise et les cadres. Bien sûr, il est encore trop tôt pour affirmer que ces réactions d'inquiétude sont le fait d'une opposition à l'échelle nationale. Mais le fait que ces opposants existent en est peut-être le signe avant-coureur. Peut-être justement parce qu'ils ressentent les effets des attaques patronales, comprennent-ils que la politique pro-patronale de l'appareil mène le syndicat tout droit au suicide.

Tôt ou tard, la classe ouvrière reprendra la lutte, et pas seulement des luttes limitées, mais à grande échelle. A ce moment-là, la question de savoir si l'opposition à la politique des dirigeants syndicaux mettra en avant une perspective syndicaliste ou une perspective révolutionnaire sera décisive.

Quand commença le mouvement de masse de la classe ouvrière des années 30 la majorité de la bureaucratie de l'AFL s'y opposa en s'alignant sur la bourgeoisie. Mais une minorité, conduite par John L. Lewis, comprit qu'on n'était pas près d'en finir avec ce mouvement et qu'il faudrait bien que quelqu'un le dirige. Les premières années, les grèves les plus importantes furent dirigées par des militants communistes ou parfois trotskystes. Lewis tenta de reprendre le contrôle de ce mouvement, de l'intérieur de l'AFL. Quand cela s'avéra impossible, le CIO scissionna. Mais que le CIO fut à l'intérieur ou à l'extérieur de l'AFL, son but restait le même : canaliser le mouvement. Le CIO convainquit la classe ouvrière que des syndicats étaient tout ce qu'il fallait aux travailleurs pour défendre leurs intérêts. Ainsi, un mouvement explosif, conduit par une classe ouvrière combative, fut dompté, purgé et défait.

Aujourd'hui, la gauche critique en général les hauts responsables syndicaux. Mais elle ne voit pas que

A DIFFERENT POLICY — OR SIMPLY DIFFERENT PEOPLE ?

Indeed there has been a reaction by union militants and some layers of the union apparatus to the policies of the bureaucrats. Some of the union militants on the local level have pushed strikes, such as at Hormel. Other local officers and members of the apparatus have also expressed uneasiness. This could be seen at the UAW convention in June 1986, when they discussed how the UAW International had aided the companies in playing off the different plants against each other, while the company chose which plant would stay open and which would close. An opposition caucus, called New Direction had been formed in UAW Region 5, in the Kansas City area, and the opposition had run a candidate to unseat the Regional Director. This group, made up of some local officials, expressed the way they saw the problem: *"Management's program is to have us trade in our traditional wage and benefit protection plan for something less. They want us to reduce classifications, limit seniority and try team concepts and quality of work life programs to enhance their profitability..."*

"We question the role of some of our UAW International leaders in all this. We don't mind being told how rough things are going to be. But we want positive worker-oriented solutions. We don't want our own people jamming the company line down our throats."

"The company may try to force competition between us, but that's not a proper role for our elected representatives... We don't want to be left out there on our own..."

Another of the dissents at the convention was over the new contract at Saturn Corporation, GM's latest effort to reorganize the work. The contract had been signed even though no workers have been hired yet. The opponents of the Saturn agreement protested

that the contract carried concessions, including wages set at 80 per cent of the industry average. UAW President Bieber avoided a full scale clash by asking the convention to put off the debate on Saturn until a special bargaining convention in March.

This uneasiness is not limited to the UAW. At the Steelworkers Convention, there was opposition to the new associate membership for middle management. Of course, it is too early to take this uneasiness and reaction for an actual national opposition. Nonetheless, these opponents perhaps see the handwriting on the wall. Maybe because they feel the effects of the concessions they sense that the final consequences of the apparatus giving into management spell suicide for the union.

Sooner or later, the working class will begin to fight back, not just in limited battles, but on a massive scale. When it does, the question of whether the opposition to the policy of the unions' leadership offers a unionist or a revolutionary perspective will be decisive. When the working class began its massive movement in the 1930s, most of the AFL bureaucracy fell in line with the bourgeoisie and opposed it. A minority of the bureaucracy led by John L. Lewis, understood that this movement was not going to go away, and someone would be leading it. In the early years of the movement, the major strikes were led by Communist and some Trotskyist militants. Lewis tried to take control of this movement from within the AFL. When this became impossible, the CIO broke away. But whether the CIO was inside or outside the AFL, its purpose remained the same: to channel the movement. It convinced the working class that trade unions were all that was necessary for the workers to defend their interests. So, this new explosive movement, led by the combative working class of the 1930's and 1940's was tamed, purged and defeated.

Today, most of the left is critical of the top union officials. But they don't recognize that those

¿OTRA POLÍTICA... O SIMPLEMENTE OTRAS PERSONAS?

Hubo por supuesto reacciones entre los militantes o algunos estratos del aparato sindical ante la política de los burócratas. A nivel local, militantes impulsaron huelgas, como en Hormel. Otros dirigentes locales y miembros del aparato expresaron también cierta inquietud. El malestar se notó en el congreso de la UAW de junio de 1986 cuando fue discutido cómo la UAW había ayudado las compañías a oponer las fábricas las unas contra las otras dejándoles escoger cuál de ellas permanecería abierta y cual cerraría. Se formó un grupo de oposición, llamado Nueva Orientación, en la región número 5 de la UAW, en los alrededores de la Kansas City, el cual presentó su candidato contra el director regional del sindicato. Este grupo, compuesto por responsables locales, expresó así su manera de ver:

"La patronal planea forzarnos a abandonar nuestro sistema tradicional de protección salarial y adquisitivos. Quiere disminuir las clasificaciones, limitar las ventajas ligadas a la antigüedad y poner en funcionamiento nuevos sistemas de trabajo en pequeños equipos y círculos de calidad con el fin de aumentar la rentabilidad..."

Cuestionamos el papel que desempeñan algunos de nuestros dirigentes de la UAW en este asunto. No nos da miedo el que se nos diga que los tiempos son duros. Pero nosotros queremos propuestas positivas para los trabajadores. No queremos que nuestros dirigentes traten de hacernos tragar la política del patrón.

Los patronos tratan de ponernos en competencia los unos con los otros pero éste no es el papel de nuestros representantes elegidos... No queremos quedar aislados..."

Otro desacuerdo se reveló también en el congreso a propósito del contrato que acababa de firmarse en la Saturn Corporation, en el marco de la última maniobra de reestructuración de la General Motors. Este contrato había sido firmado cuando todavía no se había contratado a un solo obrero. Los opositores al convenio Saturno denunciaban los retrocesos que

este contrato ratificaba como por ejemplo la existencia de salarios inferiores de 20% al promedio salarial del gremio. El presidente de la UAW, Bieber, logró evitar el enfrentamiento pidiendo al Congreso que postergara el debate sobre este tema hasta marzo próximo, fecha en la cual tendrá lugar un congreso especialmente dedicado al tema de la negociación.

La UAW no es el único en ser afectado por la agitación. En el congreso de los obreros del acero, ciertos congresales han denunciado el nuevo estado de miembro-asociado creado para los jefes de equipo y ejecutivos de mando medio. Por supuesto, aún es muy pronto para afirmar que estas reacciones de inquietud provienen de una oposición sindical a escala nacional. Pero el hecho de que existan esos opositores es tal vez un signo precursor. Quizás comprenden que la política pro-patronal del aparato conduce el sindicato en línea recta al suicidio, justamente porque ellos sienten los efectos de los ataques patronales.

Tarde o temprano, la clase obrera emprenderá la lucha y no sólo en el marco de luchas limitadas, sino a gran escala. En ese momento, la cuestión de saber si la oposición a la política de los dirigentes sindicales propondrá una perspectiva sindical o revolucionaria será decisiva.

Cuando la clase obrera norteamericana comenzó su movilización de masa en los años 30, la mayor parte de la burocracia de la AFL se alineó con la burguesía oponiéndose a los obreros. Una minoría de la burocracia, liderada por John L. Lewis, comprendió que este movimiento no iba a acabar tan pronto y que alguien debería ponerse a su cabeza. En los primeros años de la movilización, las huelgas más grandes fueron dirigidas por militantes comunistas o a veces trotskistas. Lewis trató de tomar el control del movimiento desde el interior de la AFL. Cuando esto se reveló imposible, la CIO escisionó. Sin embargo, ya sea que la CIO fuese dentro o fuera de la AFL, su propósito seguía siendo el mismo: canalizar el movimiento. Convenció a la clase obrera que lo único necesario para la defensa de sus intereses eran los sindicatos. Fue así como esta explosiva movilización de la clase obrera de los años 30 y 40 fue domesticada, purgada y derrotada.

Hoy en día la izquierda en general se muestra crítica en relación a los dirigentes sindicales. Pero, no

ceux qui protestent contre les directions syndicales installées n'ont pas d'autre politique à proposer. Par exemple, Pete Kelly, un opposant de longue date de l'UAW, ne sort pas plus du cadre établi que ceux à qui il s'oppose. La grève actuelle qu'il conduit au Centre Technique de GM n'impliquait au début que 250 travailleurs, un peu plus de 500 après, sur 4 700, sans aucune tentative pour l'étendre. On peut dire la même chose de Jim Guyette à Hormel. Guyette a fait appel à la solidarité syndicale. Mais cette solidarité restait dans les limites des syndicats et de ce que eux-mêmes voulaient bien proposer aux travailleurs. Les dirigeants d'Hormel n'ont jamais essayé de faire appel aux travailleurs par-dessus la tête de dirigeants syndicaux qui, pourtant, refusaient d'entendre parler dans leur propre syndicat d'entreprendre une lutte quelconque. Ils n'ont pas mis en avant une politique qui permette à la classe ouvrière de mobiliser ses forces pour un combat d'ensemble.



La seule chose que ces opposants ont proposée aux travailleurs, c'est de remplacer les bureaucrates en place par eux-mêmes à la tête du syndicat. Mais remplacer des dirigeants par d'autres ne résoud rien. En gros, c'est ce qui s'est passé dans les années 30. Et la gigantesque mobilisation de la classe ouvrière s'est terminée avec de nouveaux bureaucrates à la tête des syndicats, nouveaux bureaucrates qui ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour limiter cette mobilisation, et non pour l'étendre. Ainsi, la puissance des travailleurs a été bien loin de donner tout ce qu'elle pouvait donner.

Si nous ne voulons pas voir une répétition de l'histoire du CIO, alors il faut proposer une politique différente, une politique révolutionnaire, c'est-à-dire une politique qui permettrait à la classe ouvrière de se mobiliser, de s'unir comme une seule classe contre la bourgeoisie. Et même si les révolutionnaires sont faibles aujourd'hui, c'est dans cette direction que nous devons œuvrer. Personne d'autre dans le mouvement ouvrier ne le proposera.



elements that protest against the installed union leaderships don't have another policy to propose. For example, Pete Kelly, a longstanding oppositionist in the UAW, operates within the same framework as those he opposes. The current strike he is leading at the GM Tech Center involved at the beginning only 250 workers out of 4,700; later only a little more than 500 without any attempt to spread it. In other words, when Kelly leads a fight, he stays at the same level as the other union officials. The same can be said about Jim Guyette at Hormel. Guyette called for union solidarity. But this solidarity was meant only in terms of the unions, and what they would be willing to propose to the workers. The Hormel leaders never tried to appeal to the workers over the heads of the union leaders who refused to even raise to the workers in their unions the need to carry out a fight for themselves. They did not put forward a policy for the working class to mobilize its forces to fight together.



The only proposal these oppositionists raise is for the workers to replace the current bureaucrats with oppositionists at the head of the union. But replacing one set of officials by another solves nothing. In essence, this is what happened in the 1930's. The gigantic mobilization of the working class resulted in unions run by new bureaucrats, who did everything they could to limit that mobilization, not to extend it. Thus they kept the workers from realizing the full extent of their power.

If we don't want to see a repeat of the results of the CIO movement of the 1930's, then a different policy must be proposed, a revolutionary policy, that is, a policy that would allow the working class to mobilize itself, to unite as a single class against the bourgeoisie. Even if revolutionaries are weak today, this is the direction we must work towards. No one else in the working class movement will propose it.



aceptan reconocer que aquellos que protestan contra los dirigentes sindicales instalados en el sistema burgués no tienen ninguna otra política a proponer. Por ejemplo Pete Kelly, un opositor durante largos años en la UAW, opera dentro del mismo aparato que aquéllos contra quienes se opone. La huelga que está dirigiendo actualmente en el centro técnico de la General Motors involucró al principio sólo a 250 trabajadores, más tarde un poco más de 500, sobre 4 700, sin tentativa para extenderlo. Lo mismo puede decirse sobre Jim Guyette de la Hormel. Guyette hizo un llamado a la solidaridad sindical. Pero esta solidaridad quedaba en los límites del marco sindical y de lo que los sindicatos querían proponer a los trabajadores. Los dirigentes en la Hormel nunca trataron de llamar a los obreros por encima de las cabezas de sus dirigentes sindicales quienes se estaban negándose no a que en su sindicato se hablara de emprender cualquier lucha. No sugirieron una política en la cual la clase obrera pueda movilizar todas sus fuerzas para llevar a cabo una lucha de conjunto.



La única proposición que estos opositores han ofrecido a los trabajadores fue la de remplazar a los burócratas actualmente a la cabeza de los sindicatos por ellos mismos. Pero remplazar un equipo de burócratas por algún otro, no resuelve nada. En resumen, fue lo que sucedió en los años 30. La gigantesca movilización de la clase obrera dió como resultado que nuevos burócratas se instalaron a la cabeza de los sindicatos quienes hicieron todo lo posible para limitar esta movilización y no para extenderla. Así, la fuerza de los trabajadores estuvo muy lejos de dar todo lo que hubiera podido.

Si no queremos que se repita lo del CIO, hay que proponer una política distinta, una política revolucionaria, es decir, una política que permita que la clase obrera se movilice y se una como una sola clase contra la burguesía. Incluso si los revolucionarios son débiles hoy en día es ésta la dirección en la que debemos trabajar. Nadie más dentro del movimiento de la clase obrera lo hará.



Haïti : l'épreuve de force

Une épreuve de force est engagée entre le Conseil National de Gouvernement, mis en place après la chute de Duvalier, et une partie croissante de la population.

La disparition d'un moniteur d'alphabétisation de la Mission Alpha, dépendant de l'Église catholique, a servi de catalyseur. Charlot Jacquelin a été enlevé à son domicile du quartier pauvre de Cité Soleil par un commando de civils et de militaires la nuit du 19 septembre. Il n'est pas réapparu depuis.

Le ministre de la Justice a, dans un premier temps, laissé entendre qu'il y avait un lien entre la disparition de Charlot Jacquelin et l'attaque, dans le même quartier, d'un poste de police par des jeunes ; attaque qui s'est soldée par la mort d'un sergent de police. Depuis, tant le gouvernement que la direction de l'armée et de la police affirment tout ignorer de ce qu'il est advenu de Jacquelin et pourquoi.

C'est le Conseil épiscopal national pour l'alphabétisation, appuyé par les évêques, qui a été, semble-t-il, à l'origine d'une campagne pour obtenir des éclaircissements sur le sort de Charlot Jacquelin. Un certain nombre de regroupements et d'associations, les uns liés à l'Église, les autres — ou les mêmes — faisant partie de ce foisonnement d'organisations et d'individus qui se présentent comme la "force démocratique", ont pris le relais, en donnant à la campagne un tour plus politique.

LES MANIFESTATIONS DE PORT-AU-PRINCE...

La première initiative vraiment publique fut celle de plusieurs organisations de femmes qui appelèrent à une manifestation de femmes pour le 31 octobre.

Le cortège, quelques centaines de femmes au départ, grossit au fur et à mesure du défilé, entraînant des femmes, mais aussi des hommes du peuple, jusqu'à atteindre quelque sept mille manifestants. Aux slogans des organisateurs, réclamant Charlot Jacquelin vivant et protestant contre la répression, se sont ajoutés d'autres, violemment hostiles à l'armée. La manifestation s'est terminée à l'appel des organisateurs sur une séance d'agenouillement collectif devant la statue de Dessaline. Mais de petits groupes de jeunes lancèrent des pavés en direction des militaires qui tournaient autour du cortège, en essayant d'entraîner les autres ; puis démolirent quelques voitures de luxe stationnant à cet endroit.

La semaine suivante, la tension monta. Une succession d'actes d'arbitraire, plusieurs agissements sanglants de militaires, de policiers, d'hommes armés non-identifiés mais soupçonnés d'être des "macoutes", donna corps à l'idée que les

Haiti: A Test of Strength

A test of strength has been developing in Haiti, between the Government National Council (GNC) set up after Duvalier's fall and an ever-growing part of the population.

The catalyst was the disappearance of a teacher's aide from Alpha Mission, a catholic church-sponsored group that conducts literacy campaigns. On the night of September 19, Charlot Jacquelin was kidnapped from his home in a poor area called Cité Soleil by a commando of civilians and soldiers. He has not been seen since.

The minister of justice at first hinted that there was a link between the disappearance of Charlot Jacquelin and the attack on a police station by young people in the same area—which ended up in the death of a police sergeant. But now, the government as well as the heads of the police and the army say they know nothing of what has become of Jacquelin, or why he has disappeared.

It seems that the campaign asking for explanations on Charlot Jacquelin's fate was initiated by the National Episcopal Council for Literacy supported by Haiti's bishops. A variety of organizations and associations—some church-sponsored, some belonging to the cluster of groups and individuals who view themselves as making up the "democratic force"—have since taken over, giving the campaign a more political turn.

Haïti: La confrontación

DEMONSTRATIONS IN PORT-AU-PRINCE . . .

The first time public action was taken, was when several women's organizations called for a women's march on October 31.

The demonstration—a few hundred women at the start—grew as they marched along, drawing in increasing numbers of ordinary women and men, until it was some seven thousand-strong. In addition to the organizers' own slogans, asking for Charlot Jacquelin's return and denouncing repression, there were fiercely anti-army slogans. At the end of the march, the organizers asked all those present to kneel down before a statue of Dessaline (Haïti's independence hero). But small groups of youths threw rocks at the soldiers who were hanging round the crowd and tried to get other people to do the same; they also destroyed a few luxury cars that were parked there.

In the following week, tension grew. There was a succession of arbitrary attacks—some of them involving bloodshed—by soldiers, policemen, and unidentified armed men thought to be Macoutes, which gave credit to the idea that the repression

Ha comenzado un momento decisivo en el conflicto que opone el Consejo Nacional de Gobierno, creado a la caída de Duvalier, a una parte cada día mayor de la población.

La desaparición de un instructor de alfabetización de la Misión Alfa, que depende de la Iglesia católica, sirvió de catalizador. Charlot Jacquelin, fue raptado en su domicilio del barrio pobre de Ciudad Sol, por un comando de civiles y militares durante la noche del 19 de setiembre. No reapareció desde entonces.

El ministro de la justicia insinuó en un primer tiempo que la desaparición de Charlot Jacquelin, estaba relacionada con el ataque a una comisaría del mismo barrio por un grupo de jóvenes, ataque en el cual resultó muerto un sargente de policía. Luego, tanto el gobierno como la dirección del ejército y de la policía, afirman desconocer por completo lo que ha sucedido a Jacquelin y la razón de su desaparición.

Según parece, el Consejo episcopal nacional para la alfabetización apoyado por los obispos, fue quien tomó la iniciativa de emprender una campaña para que se esclarezca lo ocurrido a Charlot Jacquelin. Varios reagrupamientos y asociaciones, unos relacionados con la Iglesia, otros —o los mismos— pertenecientes a esa multiplicidad de organizaciones e individuos que se presenta como la "fuerza democrática", tomaron el relevo, dando a esta campaña un giro más político.

LAS MANIFESTACIONES DE PUERTO PRINCIPE

La primera iniciativa realmente pública fue la de varias organizaciones de mujeres, que convocaron a una manifestación de mujeres el 31 de octubre. El cortejo, que contaba varios centenares de mujeres al principio venía creciendo a medida que avanzaba, arrastrando tras él, tanto a mujeres como a hombres del pueblo, hasta alcanzar unos siete mil manifestantes. A las consignas de los organizadores, que reclamaban la aparición con vida de Charlot Jacquelin y denunciaban la represión, se fueron añadiendo otras de violenta hostilidad hacia el ejército. La manifestación se terminó por orden de los organizadores, con un acto de genuflexión colectivo ante la estatua de Dessaline. Pero pequeños grupos de jóvenes, que intentaban arrastrar tras ellos a otros, lanzaron piedras a los militares que rodeaban la manifestación, destrozando luego varios coches de lujo estacionados en ese lugar.

La tensión se intensificó la semana siguiente. Una serie de actos arbitrarios, varias intervenciones sangrientas de militares, de policías, de hombres armados no identificados pero de quienes se sospechaba que fueran "macoutes", daba consis-

forces de répression sont en train de serrer la vis et tentent de reprendre en main la situation. Un chauffeur de taxi public a été froidement abattu par un sous-officier dans une salle de garde. Les chauffeurs ont réagi par une grève d'une journée suivie à 100 %. Un jeune homme, accusé de vol par une propriétaire de maison close, a été arrêté, ligoté en pleine rue, couché par terre, et abattu séance tenante par un policier. La foule, surprise, a réagi en retard, après le départ des policiers, puis elle démolit de fond en comble la maison close.

Les interpellations arrogantes et arbitraires se sont multipliées. Des informations couraient sur des hommes et des femmes arrêtés lors de manifestations antérieures dans diverses villes de province, voire emprisonnés simplement sur la demande de caciques locaux, et qui demeuraient sans raison en prison, maltraités et torturés.

L'annonce, dans ce contexte, de la création d'un Parti du Rassemblement pour l'Entente Nationale (PREN), faite de façon spectaculaire, à l'occasion d'une conférence de presse, par un certain nombre d'anciens hauts responsables "macoutes", a fait l'effet d'une provocation.

Mais l'idée d'un retour en force des "macoutes", avec la protection discrète du Conseil National de Gouvernement et l'aide de l'armée a été également reprise, répandue, utilisée tant par le KID, qui rassemble un certain nombre d'organisations et de regroupements de gauche ou assimilés, que par le PUCH (le PC haïtien), par la Centrale Autonome des Travailleurs Haïtiens (CATH) et, plus discrètement, par des organisations liées à l'Église.

C'est au KID que revint l'initiative d'appeler pour le 7 novembre à une nouvelle manifestation à Port-au-Prince. Mais la grande majorité des milieux politiques, les syndicats, les associations lui ont emboîté le pas. L'Église était pleinement partie prenante : le cortège devait d'ailleurs partir de l'église Saint-Joseph pour s'achever aux abords de Radio Soleil, radio contrôlée par l'Église. Les responsables, laïcs ou religieux, de la plupart des établissements scolaires ont averti les parents que la garderie des élèves ne serait pas assurée ce jour-là.

forces were cracking down on people to regain control of the situation. For instance, a taxi-driver was murdered in coldblood inside a guardhouse by a low-ranking officer. Taxi-drivers responded with a one-day strike that got a 100 % following. A young man who had been accused of stealing by the owner of a brothel was arrested, bound hand and foot, thrown to the ground, and shot dead in the middle of the road by a policeman. Taken by surprise, onlookers were slow to react but after the policeman had left, they destroyed the brothel from top to bottom.

More and more people were being arbitrarily taken in for questioning by arrogant policemen. There was talk of men and women who had been arrested during previous demonstrations in various towns, or sent to jail at the request of local political bosses and arbitrarily held in prison, beaten and tortured.

In this context, the spectacular announcement during a press conference of the creation of the PREN (Union Party for National Harmony) by a number of former high-ranking Macoute officials came as a provocation.

This idea that the Macoutes might return in strength under the discreet protection of the GNC and the help of the army, had been taken up, widely publicized, and used by the KID (Committee for a Democratic Initiative, which is made up of a number of left-wing or left-oriented organizations and grouplets), as well as by the PUCH (United Communist Party of Haiti), the CATH (Independent Federation of Haitian Workers), and more discreetly taken up by church-sponsored organizations.

It fell to the KID to issue a call for a new demonstration in Port-au-Prince on November 7. But the great majority of political groups, unions, and associations followed suit. The church was an integral part of it: the march was to start at St. Joseph's Church and head for Radio Soleil, a church-controlled radio station. In most schools, the people in charge—laypersons as well as clergy—told parents that children would not be looked after on that particular day. Even the Chamber of Commerce

cia a la idea de que las fuerzas represivas estaban apretando las clavijas e intentaban dominar de nuevo la situación. Un chófer de taxi público, fue asesinado de sangre fría por un sub-oficial en un puesto de guardia. Los choferes reaccionaron mediante una jornada de huelga seguida al 100%. Un joven acusado de robo por la propietaria de un prostíbulo, fue detenido, maniatado en plena calle, echado al suelo, y ejecutado ipso-facto por un policía. La muchedumbre, sorprendida, reaccionó con retraso, después de que se hayan ido los policías, y luego derribaron el prostíbulo enteramente.

Arrestaciones arrogantes y arbitrarias se multiplicaron. Se propagaban informaciones sobre hombres y mujeres arrestados durante manifestaciones anteriores en diferentes ciudades de provincia, e incluso detenidos sencillamente por orden de caciques locales, y que permanecían sin otra razón en la cárcel, torturados y maltratados.

En ese contexto, la aparatosa declaración de la creación del Parti du Rassemblement pour l'Entente Nationale — PREN — (Partido de la Reagrupación por la Armonía Nacional) hecha durante una rueda de prensa por algunos antiguos altos responsables "macoutes", produjo el efecto de una provocación.

Pero la idea de un regreso vigoroso de los "macoutes" bajo la discreta protección del Consejo Nacional del Gobierno y con la ayuda del ejército, fue retomada, divulgada, y utilizada tanto por el KID, que agrupa varias organizaciones y reagrupamientos de izquierda o asimilados, como por el PUCH (el PC haitiano), la Central Autónoma de Trabajadores Haitianos (CATH) y, más discretamente, por las organizaciones relacionadas con la Iglesia.

El KID fue quien tomó la iniciativa de convocar de nuevo a una manifestación el 7 de noviembre en Puerto Príncipe. Pero la gran mayoría de las esferas políticas, los sindicatos, las asociaciones, decidieron pisarle los talones. La Iglesia adhirió plenamente: la columna además debía partir de la Iglesia San José para terminar en las inmediaciones de Radio Sol, radio controlada por la Iglesia. Los responsables, laicos o religiosos, de la mayoría de los establecimientos escolares comunicaron a las familias que la guardería de los alumnos no sería asegurada ese día. La propia cámara de Comercio



La manifestation du 7 novembre à Port-au-Prince.

The November 7 demonstration in Port-au-Prince.

La manifestacón del 7 de noviembre en Puerto Príncipe.



“A bas le CNG ! A bas les macoutes ! A bas les Américains !

“Down with the CNG! Down with the Macoutes! Down with the Americans!”

“¡Abajo el CNG! ¡Abajo los macoutes! ¡Abajo los americanos!

La Chambre de Commerce elle-même avait demandé à ses adhérents le renvoi des employés à 11 heures du matin, de sorte qu'ils puissent participer à la manifestation.

Le 7 novembre, ce fut un véritable raz de marée. Les chiffres annoncés varient entre 80 000 et 200 000 participants, pour une ville de moins d'un million d'habitants. Jamais depuis la chute de Duvalier, le 7 février dernier, il n'y eut autant de monde dans la rue.

Les mots d'ordre criés et les pancartes brandies n'en sont pas restés à demander des comptes au gouvernement sur Charlot Jacquelin ou à protester contre la création d'un parti "macoute", qui semblent avoir été les deux axes essentiels des mots d'ordre des organisateurs. La manifestation a pris un ton très nettement pour le départ du CNG. Et surtout, là encore, un grand nombre de manifestants criaient des slogans hostiles ou des injures à l'armée, "A bas l'armée", "L'armée, c'est de la merde", etc. (Il faut rappeler que lors des manifestations du 7 février, on criait "Vive l'armée", car celle-ci passait pour un corps moins lié au régime duvaliériste que les "macoutes".)

Malgré tout, et malgré aussi la fusillade déclenchée par les militaires en fin de manifestations et qui s'est soldée par plusieurs blessés et par la mort d'un militaire — apparemment abattu par un de ses collègues —, les organisateurs, bien que visiblement dépassés par le nombre, ont conservé pour l'essentiel le contrôle de la manifestation.

Il y avait cependant une minorité non négligeable de jeunes, venus apparemment ensemble des quartiers pauvres de Carrefour ou de Bolosse avec des pierres, qui ont lapidé des installations militaires, l'agence de la compagnie aérienne américaine Eastern Airlines, et le siège du politicien conservateur Marc Bazin qui passe pour le candidat des Américains pour les futures et hypothétiques élections présidentielles.

En province, les événements ont cependant pris une tournure plus violente.

asked its members to release their employees at 11 o'clock that morning, to allow them to attend the demonstration.

November 7 saw a genuine tidal wave. Figures vary, but there were between 80,000 to 200,000 demonstrators in a town with less than one million inhabitants. Not since Duvalier's fall on February 7 of this year had there been so many people out on the streets.

Though the organizers' two main themes were apparently to ask the government for explanations on Charlot Jacquelin's disappearance and to protest against the creation of a Macoute party, the slogans that were actually shouted and the placards that were brandished by demonstrators went far beyond that. The demonstration was clearly asking for the departure of the GNC. More importantly, once again a great deal of protesters could be heard shouting anti-army slogans or insults like "Down with the army", "The army's shit", and others. (It must be recalled here that during the February 7 demonstrations, people shouted "Long live the army" as the military were thought to be less tied up with Duvalier's regime than the Macoutes.)

In spite of all this, and especially in spite of the gunfire started by the army at the end of the march which resulted in several injuries and the death of a soldier apparently killed by one of his colleagues, the organizers basically managed to keep control of the demonstration, though visibly overwhelmed by the number of people who had turned up.

There was, however, a non-negligible minority of youth who had apparently come in groups from poorer areas like Carrefour or Bolosse with stones in their pockets, and who pelted army installations, the office of the American company of Eastern Airlines, and the headquarters of conservative politician Marc Bazin who is said to be the U.S. government's candidate for the supposedly coming presidential election.

In the rest of the country, there were even more violent confrontations.

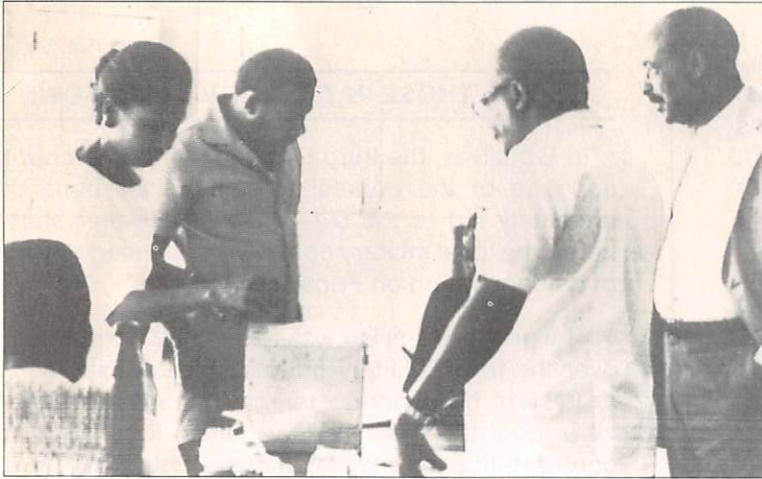
había pedido a sus adherentes que hicieran salir a los empleados a las 11 de la mañana a fin de que pudieran participar de la manifestación.

El 7 de noviembre fue un verdadero maremoto. Las cifras comunicadas varían entre 80 000 y 200 000 participantes para una ciudad que cuenta menos de un millón de habitantes. Nunca había habido tanta gente en la calle desde la caída de Duvalier el 7 de febrero pasado.

Las consignas coreadas y las pancartas enarboladas, no se limitaron solamente a pedir cuentas al gobierno a propósito de Charlot Jacquelin, ni a protestar contra la creación de un partido "macoute", lo que fue según parece los dos ejes esenciales de las consignas de los organizadores. El cariz que tomó la manifestación era muy claramente favorable a la salida del CNG. Y sobretodo, ahí también, muchos manifestantes gritaban consignas hostiles o injurias al ejército, "Abajo el ejército!", "...el ejército es una mierda!", etc. (Cabe recordar que durante las manifestaciones del 7 de febrero, se gritaba "viva el ejército", ya que éste pasaba por ser un cuerpo menos ligado al régimen de Duvalier que los "macoutes").

Así y todo, y a pesar también del tiroteo desencadenado por los militares al final de la manifestación y que se saldó por numerosos heridos y la muerte de un militar —abatido según parece por uno de sus colegas—, los organizadores aunque se encontraban de toda evidencia sobrepasados por la gran cantidad de gente, conservaron en lo esencial el control de la manifestación.

No obstante, había una minoría nada despreciable de jóvenes que habían acudido aparentemente juntos de los barrios pobres de Carrefour o de Bolosse con piedras, y que apedrearon instalaciones militares, la agencia de la compañía aérea norteamericana Eastern Airlines, y la oficina del político conservador Marc Bazin, que pasa por ser el candidato de EE-UU en las futuras e hipotéticas elecciones presidenciales. Sin embargo en las provincias, los acontecimientos tomaron un giro más radical.



Lors des élections du 19 octobre, deux parmi les très rares votants.

Two of the very rare voters during the October 19 elections.

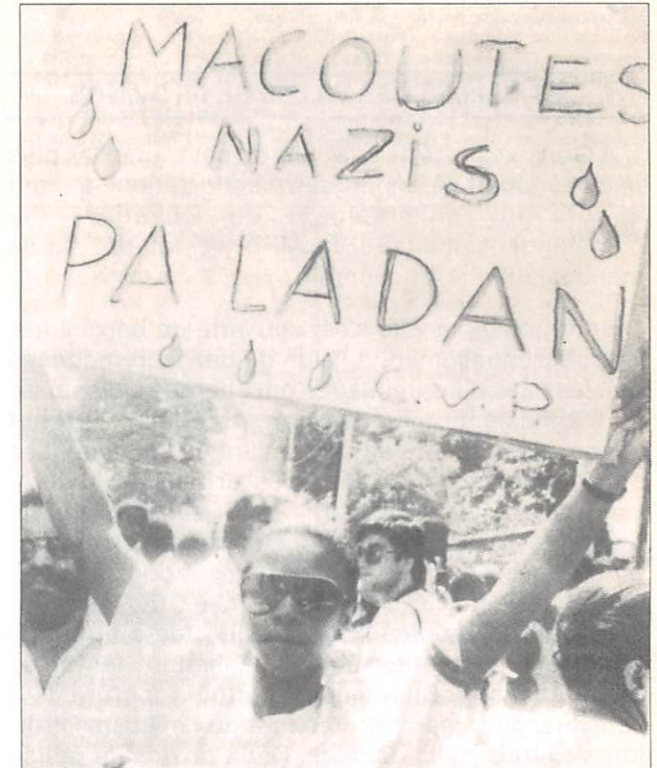
Durante las elecciones del 19 de octubre, dos de los poquísimos votantes.



Un journaliste en train de se faire matraquer par des militaires.

A journalist being beaten by soldiers.

Un periodista haciéndose aporrear por militares.



Le 7 novembre.

November 7.

El 7 de noviembre.

...ET CELLES DES VILLES DE PROVINCE

A Gonaïves — troisième ville du pays, une des plus pauvres, point de départ des manifestations qui ont abouti au renversement de Duvalier — le commandant militaire local avait interdit toute manifestation le 7 novembre.

En réponse, la ville s'est couverte de barricades. C'est essentiellement à l'aide de gaz lacrymogènes que les patrouilles militaires ont cherché à disperser les manifestants, mais de façon sporadique, ils firent usage également de leurs armes à feu. Les affrontements ne se sont pas arrêtés le soir du vendredi 7. Ils ont repris le lundi suivant, puis le mardi et le mercredi, avec une participation de plus en plus massive. Les écoliers, très mobilisés dans cette ville, ont été éclipsés par ceux du faubourg misérable de Raboteaux. Les manifestants, armés de couteaux, de piques et de machettes, tantôt se replièrent sur Raboteaux, tantôt repartirent à l'attaque, pour reprendre les rues aux militaires, trois jours et trois nuits de suite. Deux postes de police furent occupés, quelques fusils pris et, semble-t-il par endroits, utilisés.

Le troisième jour, le commandant militaire de la ville tint une conférence de presse. Il reconnaissait que c'était son interdiction de la manifestation qui était à l'origine de la colère populaire, et promit d'éviter l'effusion de sang. Il demanda en même temps que les fusils pris soient rendus. Le comité qui semble avoir dirigé les manifestations, pour autant qu'elles furent dirigées, a accepté de rendre les armes, mais à la condition qu'elles puissent être rendues aux autorités civiles et pas aux militaires, de façon spectaculaire, sur une place de la ville, et que les militaires s'engagent solennellement à ne plus faire désormais usage de leurs armes contre le peuple. Il semble cependant que la cérémonie prévue à cet effet n'ait pas pu avoir lieu car ceux qui détenaient les armes ne les ont pas rendues...

Les événements de Gonaïves se sont répercutés, comme une trainée de poudre, dans plusieurs villes de province : manifestations à Saint-Marc, et dans d'autres localités de l'Artibonite, région dont Gonaïves est le chef lieu ; manifestation également à Jérémie, où les manifestants remirent au préfet une motion exigeant entre autres, la mise en jugement du commandant militaire de Gonaïves, la libération de Charlot Jacquelin, des excuses publiques du CNG à l'égard du comportement de l'armée le 7 novembre à Port-au-Prince ; marche de 3 000 personnes dans la ville de Jacmel, qui en compte 16 000 ; manifestation à Léogane, suivi d'une séance de "déchoukage" d'un "macoute" notoire ; cortèges encore à Petit-Goâve, à Hinche...

LES RÉACTIONS DANS LES MILIEUX POLITIQUES

Réaction massive, spontanée ; mais il est à constater que partout, et surtout dans les petites villes, des militants plus ou moins liés à l'Église, voire des religieux, s'en sont mêlés, ont encadré, orienté. Ici, ce fut dans les églises que réunions et meetings eurent lieu. Là, des prêtres célébrèrent la messe, en soulignant les persécutions dont les moniteurs des Missions Alpha sont victimes. Ailleurs, on fit s'agenouiller et prier les manifestants.

La caractère massif des manifestations, leur violence souvent, ont cependant déclenché une réaction en chaîne dans les milieux politiques. "L'anti-macoutisme" devient le plus petit commun dénominateur sur lequel se précipite la quasi-totalité de l'éventail politique.

Les organisations qui se regroupent dans le Comité de Liaison des Forces Démocratiques, dont fait partie notamment le KID, qui essayent de canaliser à leur profit le succès de la manifestation du 7 novembre, et qui tentent de se poser en direction du mouvement, appelèrent à une grève générale pour le lundi 17 novembre. Ils avancent de plus en plus ouvertement l'idée d'un remplacement du CNG par un gouvernement civil, présidé par un

... AND THOSE IN THE PROVINCIAL TOWNS

In Gonaives, the third largest town in the country and one of the poorest (the demonstrations that ultimately led to the overthrow of Duvalier started here), the local military commander banned any kind of demonstration on Friday, November 7.

The people's answer was to build up barricades all over the town. Military patrols tried to disperse the protesters by shooting teargas grenades at them; here and there shots were also fired. But the confrontation did not stop that evening. They picked up again on Monday, and again on Tuesday and Wednesday, drawing in increasing numbers of people. School children, who have been very active in Gonaives, were this time eclipsed by youth from a poverty-stricken area called Raboteaux. The demonstrators had armed themselves with knives, spears and machetes, and for three days and three nights on end, launched attacks against the army, then withdrew inside Raboteaux only to prepare new attacks in an attempt to keep control of the streets. Two police stations were occupied in the process, and some guns were seized and—apparently—used here and there.

On the third day, the town's military commander held a press conference in which he admitted that his banning the demonstration had been the cause of the people's anger. He also said that he would try to avoid any bloodshed and asked for the seized guns to be turned in. The committee which is thought to have led the demonstrations—in as much as they were led—agreed to surrender the guns under the condition that they be given back to civilian, not military authorities in a public ceremony in one of the town's squares and under the condition that the army solemnly promises never again to use their arms against the people. The ceremony was never held, it seems, because those who had the guns refused to turn them in. . .

The events in Gonaives spread like wildfire: there were demonstrations in St. Marc and in other towns of Artibonite, the region of which Gonaives is the capital. There was another protest march in Jeremie, where the demonstrators gave the Prefect a motion asking, among other things: for the Gonaives commander to be tried; for the liberation of Charlot Jacquelin; for the GNC to issue public excuses for the army's attitude in Port-au-Prince on November 7. Three thousand people also showed up for a march in Jacmel, a town of 16,000. In Leogane, a demonstration was followed by an "operation uproot" to get rid of a notorious Macoute; and more marches took place in Petit-Goave, Hinche, and other places.

THE REACTION FROM THE POLITICAL MILIEUS

The response was massive, spontaneous. It must be noted, however, that everywhere, especially in the smaller towns, militants who are very close to the church or even members of the clergy were among those who launched, organized, and led the movement. In some cases, the meetings and rallies took place inside churches; elsewhere, masses were celebrated by priests who denounced the persecution of Alpha Mission teachers; in other instances, protesters were asked to kneel down and pray.

The massive character of the marches and their frequent violence have triggered a chain reaction in political circles. "Anti-Macoutism" has become the lowest common denominator and politicians of almost every shade are jumping on this bandwagon.

The organizations making up the Democratic Forces Liaison Committee, of which the KID is a member, are trying to turn the success of the November 7 demonstrations to their advantage and to appear as the leaders of the movement. They have called a one-day general strike for Monday, November 17. They more and more openly put forward the idea of replacing the GNC by a civilian government, to be presided over by a lawyer who quit

...Y LAS DE LAS CIUDADES DE PROVINCIA

En Gonaives —tercera ciudad del país y una de las más pobres, punto de partida de las manifestaciones que condujeron al derrocamiento de Duvalier— el comandante militar de la localidad había prohibido toda manifestación el 7 de noviembre.

En respuesta, la ciudad se cubrió de barricadas. Las patrullas militares intentaron dispersar a los manifestantes esencialmente por medio de gases lacrimógenos, pero esporádicamente, también utilizaron armas de fuego. Los enfrentamientos no se pararon en la noche de este viernes. Se reanudaron el lunes siguiente, luego el martes y el miércoles, con una participación cada vez más masiva. Los alumnos, muy movilizados en esta ciudad, fueron eclipsados por los del miserable barrio de Raboteaux. Los manifestantes, armados con cuchillos, picas y machetes, tan pronto se replegaban hacia Raboteaux, como se lanzaban de nuevo al ataque para echar a los militares de las calles, durante tres días y tres noches consecutivos. Dos comisarias fueron ocupadas donde fueron tomados algunos fusiles que, según parece, fueron utilizados en algunos sitios.

Al tercer día, el comandante militar de la ciudad tuvo una rueda de prensa. Reconoció que la prohibición de la manifestación fue la que originó la ira popular, y prometió evitar derramamientos de sangre. Pedía por la misma ocasión que se devolvieran los fusiles tomados. El comité que parece haber dirigido las manifestaciones, si dirigidas fueron, aceptó devolverlos, pero con la condición de que se los entregara a las autoridades civiles y no a los militares, de forma espectacular en una plaza de la ciudad, y que los militares se comprometieron solemnemente a no hacer en adelante uso de sus armas contra el pueblo. Sin embargo parece ser que tal ceremonia no tuvo lugar puesto que los detentores de las armas no las han devuelto...

Los acontecimientos de Gonaives, se repercutieron como un reguero de pólvora en varias ciudades de provincia. Manifestaciones en Saint Marc, como en otras localidades de la Artibonite, región cuya capital es Gonaive. Manifestación también en Jeremie, en donde los manifestantes remitieron al prefecto una moción que, entre otras, exigía, el procesamiento del comandante militar de Gonaives, la liberación de Charlot Jacquelin, y que el CNG se excusara públicamente por el comportamiento del ejército con respecto a los manifestantes el 7 de noviembre en Puerto Príncipe. Marcha de 3000 personas en la ciudad de Jacmel, que sólo cuenta 16000 habitantes. Manifestación en Leogane, seguida de un acto de "dechoukage" de un "macoute" notoriamente conocido; manifestaciones también en Petit-Goave, en Hinche...

LAS REACCIONES EN LOS MEDIOS POLITICOS

La reacción fue masiva, espontánea, no obstante cabe constatar que en todas partes, pero sobretudo en las pequeñas ciudades, militantes más o menos relacionados con la Iglesia, e incluso religiosos, participaban en ella, la encuadraban, y la orientaban. En unos lugares las reuniones y los mítines tuvieron lugar en la iglesia. En otros, sacerdotes celebraron misas, durante las cuales señalaban las persecuciones de que eran víctimas los instructores de las "Misiones Alfa". En otras partes hicieron arrodillarse y rezar a los manifestantes.

El carácter masivo de las manifestaciones, muchas veces su violencia, desencadenaron sin embargo una reacción en serie en los círculos políticos. El "anti-macoutismo" se convierte en el común denominador más pequeño bajo el que se precipita la casi totalidad del mundo político.

Las organizaciones (entre las cuales está el KID) que se reagrupan en el Comité de Enlace de las Fuerzas Democráticas, tratando de canalizar en su provecho el éxito de la manifestación del 7 de noviembre, y de proponerse como la dirección del movimiento, convocaron a una huelga general para el lunes 17 de noviembre. De forma cada vez más clara, emiten la opinión de remplazar el CNG por un gobierno civil, presidido por



▲
Après la manifestation du 7 novembre, des policiers vont à l'assaut
de Radio-Soleil

*The police getting ready to charge Radio-Soleil after the November
7 demonstration*

Después de la manifestación del 7 de noviembre, policías
preparándose a dar el asalto a Radio Sol...

...un manifestant blessé par balle
...a demonstrator wounded by a bullet
...un manifestante herido por bala



avocat, ex et fugitif membre du CNG dont il a démissionné, et président de la Ligue des Droits de l'Homme.

Le Parti Unifié des Communistes Haïtiens (PUCH), quelque peu à l'écart du Comité de Liaison des Forces Démocratiques, reste dans une prudente expectative par rapport au CNG. Mais il a affirmé dans une déclaration solennelle que : "Chrétiens ou vaudouisants, croyants ou athées, patriotes civils et militaires, réformistes ou partisans d'une démocratie en profondeur, tous sont menacés. Il apparaît donc extrêmement urgent que tous les partis politiques, associations démocratiques et syndicats s'unissent dans une large alliance anti-duvalieriste dont l'objectif premier serait la démacoutisation et la deduvalierisation de l'État."

Les hommes politiques et les formations situés tout à fait à droite de l'échiquier politique, comme Marc Bazin, Leslie Manigat, Louis Dejoie, ou encore Maurepas Auguste, un des rares "leaders politiques" ou se présentant tel, qui ont accepté de participer aux élections bidons organisées par le CNG le 19 octobre dernier, boycottées par la plupart des formations politiques et surtout par 95 % des électeurs, se sont de leur côté réunis au lendemain de la grande manifestation du 7 novembre pour signer une "déclaration conjointe" demandant des mesures contre "les exactions de certains agents de la Force Publique", et réclamant "la démacoutisation de l'Administration Publique".

Il ne manquait au fond à cette belle unanimité nationale que la voix du général Namphy, chef du gouvernement militaire. Ce fut fait le mercredi 12 novembre. Au plus fort des affrontements de Gonaïves, le chef de l'État annonça son intention de s'adresser à la nation. Lançant un solennel "je vous ai compris", Namphy, ex-chef d'état-major de Duvalier, annonça sa ferme intention "d'éliminer à jamais le spectre terrifiant du macoutisme, afin d'établir dans notre pays le règne du droit et de la justice".

Si le spectre en question était le parti macoutiste nouveau-né, le PREN, la volonté de Namphy ne mit pas longtemps à être exaucée. Le soir même, le

the GNC after a short stay and is the current president of the Human Rights League.

The PUCH (United Communist Party of Haiti) stands at a distance from the Democratic Forces Liaison Committee and has a very cautious wait-and-see attitude toward the GNC. But in a solemn declaration, it said:

"Christians and voodooists, believers and atheists, civilian and military patriots, reformists or supporters of in-depth democracy, all are threatened. It thus appears extremely urgent for all political parties, democratic organizations, and unions to come together in a broad anti-Duvalierist alliance the first aim of which would be to get Macoutism and Duvalierism out of the State."

The die-hard right-wing parties and politicians, like Marc Bazin, Leslie Manigat, Luis Dejoie, or Maurepas Auguste (one of the few "political leaders", or would-be leaders, who agreed to take part in the token elections organized by the GNC last October 19 which were boycotted by most political parties and, more importantly, by 95 % of voters), got together after the huge November 7 demonstration and issued a "joint declaration" asking for measures to be taken against "the excesses of some members of the armed forces" and demanding that "the Public Administration be purged of Macoutism."

Indeed, the only voice that was missing in this beautiful surge of national unanimity was that of General Namphy, head of the military government. He followed suit on Wednesday, November 12. In the thick of the Gonaïves' confrontations, the Head of State announced that he would speak to the nation. After a solemn "I have understood you", Namphy, who was Duvalier's one-time commander-in-chief, announced his firm intention of "wiping out forever the terrifying spectre of Macoutism in order to establish the reign of right and justice in our country."

If the spectre in question was the newly-born Macoute party, the PREN, then it did not take long to see Namphy's wish fulfilled. That very evening, the

un abogado ex(y fugitivo)-miembro del CNG del cual ha demitido y presidente de la Liga de los Derechos Humanos.

El Partido Unificado de los Comunistas Haitianos (PUCH), que está un poco aparte del Comité de Enlace de las Fuerzas Democráticas se mantiene en una prudente expectativa en relación al CNG. Sin embargo, en una solemne declaración afirmaba : "*cristianos o adeptos del vodú, creyentes o ateos, patriotas civiles y militares, reformistas o partidarios de una democracia a fondo, todos están amenazados. Resulta pues urgentísimo que todos los partidos políticos, asociaciones democráticas y sindicatos se unan en una amplia alianza anti-duvalierista, cuyo primero objetivo sería la demacoutización, y la deduvalierización.*"

Los hombres políticos y las formaciones situadas completamente a la derecha del tablero político, como Marc Bazin, Leslie Manigat, Louis Dejoie, o aún Maurepas Auguste, uno de los pocos "*líderes políticos*" o que se presenta como tal, que han aceptado participar de la farsa de las elecciones organizadas por el CNG el 19 de octubre último, boicoteadas por la mayoría de las formaciones políticas y sobretodo por el 95% de los electores, se reunieron por su lado el día que siguió la gran manifestación del 7 de noviembre para firmar una "*declaración conjunta*" pidiendo medidas contra "*las exacciones de ciertos agentes de la Fuerza Pública*", y reclamando "*la demacoutización*" de la Administración Pública.

A tan magnífica unanimidad nacional sólo le faltaba en realidad la voz del general Namphy, jefe del gobierno militar. Pero ésta vino el miércoles 12 de noviembre. Cuando los enfrentamientos de Gonaïves alcanzaban su punto máximo, el jefe del Estado hacía saber que se dirigiría a la nación. Lanzando un solemne "*os he comprendido*", Namphy, ex jefe del Estado mayor de Duvalier, declaraba su firme intención de "*eliminar para siempre el espectro terrorífico del "macoutismo", a fin de establecer en nuestro país el reino del derecho y de la justicia*".

Si se entiende por espectro el partido macoutista recién nacido, el PREN, la voluntad de Namphy fue rápidamente satisfecha. En la misma noche el PREN

PREN annonça son auto-dissolution, non sans que ses chefs déclarent que l'on les avait décidément mal compris, car le PREN était déterminé à rompre avec tout ce que le duvaliérisme avait de mal, pour n'en conserver que ce qu'il avait de bien...

Exit donc le PREN. Le CNG demeure cependant, bien que, apparemment, de plus en plus isolé, non seulement par rapport à la population, mais apparemment aussi par rapport aux couches privilégiées, ou en tous les cas, à l'opinion publique bourgeoise. Toute une partie de la bourgeoisie locale semble en vouloir au CNG, les uns à cause de la baisse des affaires dans le commerce moyen et gros, sérieusement concurrencés par la contrebande plus ou moins ouvertement protégée par des militaires ; les autres, à cause du recul du tourisme, grosse ressource pour une partie de la bourgeoisie locale ; tous pour les "désordres" qui se poursuivent.

Le principal atout de Namphy était, jusqu'à présent, qu'il ne semblait pas y avoir de solution de rechange, ou plutôt que, s'il y avait un trop plein de prétendants, aucun n'était assez crédible pour vraiment tromper le peuple. C'était d'ailleurs l'argument principal de Namphy dans son "allocution à la nation" destinée surtout à la bourgeoisie, et où le général avertissait que "la nature a horreur du vide", en exhortant les politiciens à se dépêcher d'être à la hauteur pour éventuellement assurer la relève.

Il n'est pas dit cependant que cette direction de rechange crédible ne soit pas en train d'émerger, autour du Comité de Liaison des Forces Démocratiques, et avec l'appui de l'Église, à la faveur d'une autorité gagnée dans les manifestations. C'est le Comité de Liaison des Forces Démocratiques qui a appelé à une grève générale, le 17 novembre. La grève a été totale ce jour-là (elle s'est poursuivie d'ailleurs dans certains secteurs), malgré les intimidations de l'armée : en intervenant contre des manifestations qui ont accompagné la grève, celle-ci a fait plusieurs morts et blessés. Le Comité essaie de capitaliser ce succès, de se poser en direction, et radicalise son ton contre le CNG, dont il réclame la démission.

Cela ne garantit évidemment pas que le CNG abandonne pacifiquement la partie. L'attitude des États-Unis d'un côté, la pression populaire de l'autre, seront à cet égard certainement plus décisives que l'agitation des notables libéraux du Comité de Liaison.

L'ACTIVITÉ DES MASSES MODIFIE LA SCÈNE POLITIQUE

L'organisation, le 19 octobre dernier, d'élections pour une Assemblée Constituante-croupion, par le CNG, comme son boycottage par les politiciens d'opposition, sont apparus symétriquement comme une sorte de "non-événement". Ils n'ont pas changé grand-chose dans une situation politique où la grandiloquence des politiciens d'opposition cachait mal qu'ils ne parvenaient pas à se rapprocher du pouvoir gouvernemental qu'ils convoitaient, et où le CNG, porté par la force d'inertie, semblait surtout attendre, dos rond mais matraque brandie, que "les passions s'apaisent".

La relance de l'activité des masses a, en revanche, modifié en quinze jours la scène politique. Elle a fait reculer l'armée, fait reculer le gouvernement militaire et obligé les tenants ouverts du régime déchu et leur clientèle à rentrer dans leur coquille.

Mais pour les masses exploitées, les travailleurs, les "jobeurs", pour ceux des quartiers pauvres qui ont fait le gros des manifestants à Port-au-Prince, comme le gros de ceux qui ont tenu tête à l'armée à Gonaïves, le danger ne vient pas, en tous les cas pas principalement, du "macoutisme", ou d'un retour de Duvalier. Même si les "macoutes" resservent — et il n'est évidemment pas à exclure qu'un retour à la dictature fasse appel à cette force de répression supplétive — on saura les faire éventuellement se reconverter et les faire repeindre aux couleurs de "l'anti-duvaliérisme", si cela permet de tromper ceux à qui cela suffit pour être trompés.

Le danger principal ne vient même pas nécessairement du CNG. Si celui-ci focalise toute la colère de la population, Namphy peut évidemment

PREN announced its decision to disband—though, according to PREN leaders, they had been grossly misunderstood, PREN having been always determined to get rid of anything that was wrong in Duvalierism and keep only what was good in it . . .

That was it for the PREN. However, the GNC still endures, though it is apparently more and more isolated with respect to the population as well as, so it seems, to the privileged layers—or, in any case, to bourgeois public opinion. Whole sections of the local bourgeoisie seem to hold a grudge against the GNC: some because of a drop in wholesale trade due to the harsh competition from smugglers who are more or less overtly protected by the army; others because of a setback in tourism which is an important source of revenue for part of the local bourgeoisie; all of them because there are still "disorders".

Up until now, Namphy's main trump card was that there did not seem to exist any other replacement; or rather, though there were a lot of candidates for power, none of them was credible enough to stand a chance of deluding the people. In fact, this was the argument Namphy chose to put forward in his "speech to the nation"—mainly aimed at the bourgeoisie. In it, he warned them that "nature abhors a vacuum", and urged the politicians to be equal to the situation and be prepared to take over if need be.

It might be the case that a credible alternative leadership is indeed emerging around the Democratic Forces Liaison Committee, with the support of the church, and on the basis of the authority the Committee has acquired through the demonstrations. It was the Democratic Forces Liaison Committee which called a general strike for November 17. There was a total strike that day (it continued on in some sectors) in spite of the intimidation of the army which intervened against the accompanying demonstrations causing several deaths and injured. The Committee tried to capitalize on this success by posing as the leadership and by radicalizing its tone against the GNC; demanding that it resign.

Of course, it does not at all mean that the GNC will peacefully give up office. The attitude of the United States on the one hand, and popular pressure on the other, will certainly be more decisive here than all the agitation of the liberal-minded local personalities who make up the Liaison Committee.

THE MASSES' ACTIVITY ALTERS THE POLITICAL SCENE

The organization by the GNC of elections to a rump Constituent Assembly on October 19 of this year, and its boycott by the opposition can now be viewed symmetrically as a "non-event" of sorts. They did not change much in a political situation in which the grandiloquence of opposition politicians could hardly hide the fact that they were merely dissatisfied with not being able to come closer to the government posts they coveted. The GNC then had the force of inertia on its side and was quite satisfied with simply waiting for "passions to cool down." It kept a low profile—though the billy-clubs were ready.

In contrast, the masses' return to action has completely modified the political scene in only fifteen days. The army and the military government had to step back, and the open supporters of the fallen regime and their followers have been forced to withdraw into their shells.

But for the mass of the exploited, the workers, the jobbers, those from the poor neighborhoods who have been the bulk of the demonstrators in Port-au-Prince, as well as for those who have stood up against the army in Gonaïves, the danger does not come from Macoutism nor from a return of Duvalier, in any case not the principal danger. If the Macoutes ever return—and it is evidently not excluded that a return of the dictatorship could call upon this supplementary repressive force—they will be made to appear under a disguise of some sort and will be repainted with "anti-Duvalier" colors if this allows them to fool those who can be fooled by this kind of trick.

The principal danger does not even come necessarily from the GNC. If all the anger of the population is focused on Namphy, he could evidently

comunicaba su auto disolución, pero no sin que sus jefes declarasen que en realidad se les había comprendido mal ya que el PREN estaba determinado a romper con todo lo que el duvalierismo tenía de malo, para sólo conservar lo que tenía de bueno.

Se retira pues el PREN. Queda sin embargo el CNG aunque aparentemente, cada vez más aislado, no sólo con respecto a la población sino también en relación a las capas privilegiadas, o en todo caso a la opinión pública burguesa. Toda una parte de la burguesía local parece estar resentida contra el CNG, los unos a causa de la baja de los negocios en el comercio medio y en el comercio al por mayor, en seria competencia con el contrabando más o menos protegido por algunos militares; otros a causa de la regresión del turismo, importante recurso para una parte de la burguesía local; y todos porque el "desorden" continúa.

La principal carta de Namphy ha sido hasta ahora el que no parezca existir una solución alternativa, o más bien que, aunque haya habido pretendientes en demasía, ninguno ha tenido suficiente credibilidad para engañar realmente al pueblo. Esto ha sido además el principal argumento de Namphy en su "alocución a la nación" destinada ante todo a la burguesía, y en la cual el general advertía que "la naturaleza tiene horror del vacío", exhortando a los políticos a apresurarse para estar a la altura y asegurar el eventual relevo.

Sin embargo esta dirección de recambio creíble podría estar emergiendo, alrededor del "Comité de Enlace de las Fuerzas Democráticas", y con el apoyo de la Iglesia, a favor de la autoridad ganada en las manifestaciones. Es el "Comité de Enlace de las Fuerzas democráticas" quien llamó a una huelga general el 17 de noviembre. Ese día fue total la huelga (continuó en efecto en ciertos sectores) a pesar de las intimidaciones del ejército: interviniendo en contra de las manifestaciones que acompañaron la huelga, ésta hizo varios muertos y heridos. El Comité trató de capitalizar ese éxito, de erigirse en dirección y radicalizó su tono en contra del CNG, reclamando que éste dimitiera.

Esto no garantiza evidentemente que el CNG abandone pacíficamente la partida. Por una parte la actitud de Estados Unidos y por otra la presión popular, serán en este aspecto, mucho más decisivas que la agitación de los notables liberales del *Comité de enlace*.

LA ACTIVIDAD DE LAS MASAS MODIFICA EL ESCENARIO POLITICO

La organización por el CNG de elecciones el 19 de octubre pasado para una Asamblea Constituyente fantoche así como su boicot por parte de los políticos de la oposición, han dado la impresión paralela de que no constituyó un acontecimiento que cambiara algo a la situación política en la cual la grandilocuencia de los políticos de la oposición disimulaba mal que no lograban acercarse al poder gubernamental tan deseado y en donde el CNG, elevado por la fuerza de la inercia, parecía ante todo esperar -arqueando el lomo aunque fuera con la porra en la mano-, que "los ánimos se sosieguen".

En cambio, el resurgimiento de la actividad de las masas ha modificado en quince días el escenario político. Ha hecho retroceder al ejército, al gobierno militar, ha obligado a los partidarios declarados del régimen caído y sus adeptos a meterse en su caparazón.

Pero para las masas explotadas, los trabajadores, los que viven de pequeños trabajos, para aquellos de los barrios pobres que han sido la masa en las manifestaciones de Puerto Príncipe, como para el grueso de los que resistieron al ejército en Gonaïves, el peligro no viene -al menos no principalmente- del macoutismo o de la vuelta de Duvalier. Incluso si los macoutes vuelven a ser utilizados -no hay que excluir que una vuelta a la dictadura recurra a esta fuerza de represión paralela- sabrán hacerles readaptarse y presentarles retocados del color del "anti-duvalierismo" si ello permite engañar a quienes se dejaban engañar con eso.

El peligro principal ni siquiera viene necesariamente del CNG. Si éste centraliza toda la ira de la población, puede pedirse a Namphy, amablemente o

être prié, gentiment ou pas, de faire ses valises et de laisser la place à un homme qui aura su dans l'intervalle se faire une réputation de démocrate intègre.

L'armée constitue, elle, un tout autre danger, l'armée en elle-même et non pas tel ou tel de ses chefs "macoutistes" qu'on saura toujours, si nécessaire, "déchouer" pour faire croire que les autres n'étaient que des démocrates brimés. Au cours des mois écoulés, ses tueries, l'arbitraire d'une soldatesque qui a pris de l'assurance au fur et à mesure qu'armes et équipements lui venaient des États-Unis, ont beaucoup appris aux masses. La haine d'un nombre semble-t-il croissant de jeunes à l'égard de l'armée, la conviction de quelques-uns d'entre eux de la nécessité de s'organiser et de s'armer pour résister aux forces de répression, constituent certainement une des leçons les plus précieuses de l'après-7 février. Mais c'est précisément cette leçon, pour autant qu'elle soit acquise, que tout le monde s'évertue dès maintenant à faire oublier.

Même les formations de "gauche" de la bourgeoisie libérale, ainsi que le PUCH comme les militants chrétiens qui ont souvent été à la tête des affrontements avec les militaires, et même lorsqu'ils dénoncent les exactions de l'armée, mettent l'accent justement sur la notion d'"exactions", en prônant, explicitement ou implicitement, la nécessité d'une armée propre, "au service du peuple", mais pas la destruction de l'armée, pas son remplacement par l'armement des classes exploitées elles-mêmes.

"UNANIMITÉ NATIONALE"... MAIS DERRIÈRE QUI ?

Le danger enfin, pour les exploités, c'est aussi l'esprit "d'unanimité nationale". Bien sûr, cette unanimité, qui semble aller des plus pauvres des quartiers pauvres de Croix des Bouquets, de cité Soleil, ou de Raboteaux à l'évêque de Jérémie, constitue un des éléments du rapport de forces face

au Conseil National de Gouvernement. Mais c'est en même temps un piège pour les classes exploitées. Car dans cette unanimité, si la force est du côté des classes exploitées, la conscience politique est du côté des évêques, du côté de la démocratie petite-bourgeoise, du côté de ces forces politiques qui, toutes, cherchent à temporiser, à canaliser la force des classes pauvres à leur profit.

Aujourd'hui, les objectifs des uns et des autres semblent coïncider. Mais déjà aujourd'hui, ces objectifs ne coïncident que parce que la plupart des forces politiques sont d'accord pour les limiter, au plus, à la chute du CNG et à l'épuration de l'appareil d'État de quelques "macoutes" notoires ; et parce que le tintamarre des phrases creuses des démocrates petits-bourgeois étouffe les voix des pauvres, de ces exploités haïtiens parmi les plus exploités et les plus misérables de la planète.

Vingt neuf ans de dictature rendent les masses méfiantes à l'égard de tous ceux qui leur apparaissent comme des candidats virtuels au rôle de dictateur. Elles semblent également méfiantes vis-à-vis des hommes politiques trop ouvertement soutenus par les Américains. Mais en revanche, elles sont moins prévenues contre les phrases démocratiques creuses de ceux qui ont combattu Duvalier ou qui prétendent l'avoir fait.

Les masses conservent cependant une grande énergie, et la succession rapide que cette énergie imprime aux événements est susceptible d'apprendre beaucoup de choses aux exploités, et vite.

Mais une organisation révolutionnaire prolétarienne est indispensable pour proposer à chaque étape la politique correspondant à la situation, qui permette au plus grand nombre d'exploités de comprendre, d'élever leur conscience de classe, de s'orienter dans les problèmes politiques, afin d'aborder l'étape suivante plus préparés.

be asked, gently or otherwise, to pack his bags and leave the spot open to a man, who, in the interim, will have been able to appear with some credibility as an honest democrat.

An altogether different kind of danger is represented by the army, that is, the army in itself and not this or that pro-Macoutes chief whom it will always be possible to "uproot" if necessary in order to make believe that the others were nothing but oppressed democrats. As the months roll by, the masses learn a lot from the slaughter and the despotism of the army which has become more sure of itself with the arms and equipment they get from the United States. It seems that the hatred of an increasing number of youth is aimed at the army; some of them are convinced of the necessity to organize and arm themselves to resist the forces of repression. This certainly constitutes one of the most precious lessons from the period following February 7. But it is precisely this lesson—to the extent it has been learned—that already everyone is trying hard to make them forget.

The "left" formations of the liberal bourgeoisie, as well as the PUCH and the Christian militants who were often at the head of the confrontations with the soldiers, denounce the excesses of the army. But at the same time, they emphasize precisely the "excesses", and extoll, explicitly or implicitly, the necessity of a proper army, "in the service of the people", not the destruction of the army, not its replacement by the armed exploited classes themselves.

"NATIONAL UNANIMITY"... BUT BEHIND WHAT?

And lastly, the danger for the exploited is also the spirit of "national unanimity". Certainly, this unanimity, which seems to unite the people from the poverty-stricken areas of Croix-des-Bouquets, Cité Soleil, or Raboteaux with the Bishop of Jeremie, constitutes one of the elements of the relationship of

forces facing the Government National Council. But it is at the same time a trap for the exploited classes. For within this unanimity, even though the exploited classes are strong, their political consciousness is on the side of the bishops, of petty-bourgeois democrats, of all those political forces who try to temporize and channelize the force of the poorer classes for their own advantage.

Today their objectives seem to coincide. But they coincide only because most of the political forces agree to limit these objectives to the fall of the Government National Council, at most, and to purging the state apparatus of several notorious Macoutes. And they coincide also because the racket from the hollow phrases of the petty-bourgeois democrats smothers the voices of the poor, of these exploited Haitians who are among the most exploited and most miserable on the planet.

Twenty-nine years of dictatorship have meant that the masses are now defiant of all those who might appear as would-be dictators. They are also defiant of politicians who are too openly supported by the Americans. But they are less mistrustful of the hollow democratic phrases of those who fought against Duvalier or claim they did.

The masses, however, still have a lot of energy in store, which pushed the events in rapid succession and thus, the exploited can learn many things, and quickly.

But a proletarian revolutionary organization is indispensable to offer at each stage the policy corresponding to the situation and to allow the greatest possible number of exploited people to understand and face political problems, raise their class consciousness, and enter the next stage better prepared.

continued on p. 62

no, que prepare sus maletas y abandone el puesto a quien habrá sabido entretanto hacerse una reputación de demócrata integro.

El ejército en cambio, constituye un peligro muy distinto. El ejército en sí, y no tal o cual de sus jefes macoutistas, a los que se podrá siempre, si fuera necesario, "*dechoukar*" para hacer creer que los demás sólo eran demócratas oprimidos. Los meses transcurridos, sus matanzas, el arbitrio de una soldatesca que tomaba confianza a medida que les llegaba pertrechamiento de Estados Unidos, han enseñado mucho a las masas. El odio de un número cada vez mayor de jóvenes hacia el ejército, la convicción de algunos de entre ellos de la necesidad de organizarse y armarse para resistir a las fuerzas de represión constituyen claramente una de las más preciosas lecciones posteriores al 7 de febrero. Pero es precisamente esta lección, si ha sido aprendida, la que todo el mundo se afana desde ahora en hacer olvidar.

Incluso las formaciones de "*izquierda*" de la burguesía liberal, así como el PUCH, los militantes cristianos que con frecuencia encabezaban los enfrentamientos con los militares, incluso cuando denuncian los exacciones, ponen precisamente el acento en la "*exacciones*", promoviendo implícita o explícitamente la necesidad de un ejército honrado "*al servicio del pueblo*", pero no la destrucción del ejército, ni su sustitución por el armamento de las propias clases explotadas.

"UNANIMIDAD NACIONAL"... ¿PERO DETRÁS DE QUIEN?

El peligro para los explotados también es finalmente el espíritu de "*unanidad nacional*". Por supuesto, esta unanimidad que parece ir desde los más pobres de los barrios pobres de Croix des Bouquets, de Ciudad Sol, o de Raboteaux hasta el obispo de Jeremie, constituye uno de los elementos de la correlación de fuerzas frente al Consejo

Nacional del Gobierno. Pero constituye al mismo tiempo una trampa para las clases explotadas. Pues en esta unanimidad, si bien la fuerza está del lado de las clases explotadas la conciencia política está del lado de los obispos, de la democracia pequeño burguesa, del lado de todas esas fuerzas políticas que todas intentan contemporizar, canalizar la fuerza de las clases pobres en su provecho.

Por el momento, los objetivos de unos y otros parecen coincidir. Pero ya ahora, esos objetivos sólo coinciden porque la mayoría de las fuerzas políticas están de acuerdo en limitarlos, a lo sumo, a la caída del CNG y a la eliminación del aparato de Estado de algunos macoutes notorios; y también porque el estruendo de las frases huecas de los demócratas pequeño burgueses ahoga la voz de los pobres, de esos explotados haitianos que figuran entre los más explotados y los más miserables del mundo.

Veintinueve años de dictadura hacen que las masas desconfían con respecto a todos aquellos que les parecen virtuales candidatos al papel de dictador. Ellas también parecen desconfiar frente a hombres políticos descaradamente apoyados por los norteamericanos. Pero al contrario, ellas están menos informadas contra la fraseología democrática hueca de todos aquellos que combatieron a Duvalier o que pretenden haberlo hecho.

Por lo tanto las masas conservan una gran energía y la sucesión rápida que esta energía confiere a los acontecimientos sería capaz de enseñar muchas cosas a los explotados y muy rápidamente.

Pero una organización revolucionaria proletaria es necesaria para proponer a cada acontecimiento la política que corresponde a la situación, y permita a la mayor parte de los explotados comprender, elevar su conciencia de clase, orientarse frente a los problemas políticos con el propósito de estar mejor preparado cuando se aborde la etapa siguiente.

sigue en p. 63

FACE A L'ÉGLISE ET A L'OPPOSITION BOURGEOISE UNE POLITIQUE POUR LE PROLÉTARIAT

Une telle organisation militerait en premier lieu pour que les prolétaires de Haïti s'organisent de façon indépendante des autres classes sociales ; et pour qu'en l'occurrence, ils n'acceptent pas de se subordonner et de subordonner leurs luttes à une direction qui serait l'émanation de l'Église ou de la démocratie petite-bourgeoise.

Il est absolument indispensable que les prolétaires disposent de leurs propres organisations, de leurs propres directions, afin de pouvoir continuer à mener leurs luttes, s'ils le souhaitent ainsi, même le jour où les évêques ou les notables qui dirigent le Comité de Liaison des Forces Démocratiques auront décidé qu'il est temps de s'arrêter.

Ce moment arrivera, tôt ou tard, inévitablement. Les évêques mettent aujourd'hui leur autorité au service des tentatives de l'opposition bourgeoise de prendre la place du CNG. Mais même si le CNG tombe, il n'y aura pas de démocratie à Haïti. Le pays est trop pauvre, et les inégalités sont trop criantes entre une petite couche de privilégiés et la grande masse des travailleurs, des paysans pauvres, pour que le pays puisse être dirigé autrement que par la force. Alors, ou bien cette force, ce sera celle des exploités, des pauvres en armes, ou ce sera celle d'une armée, "épuration" ou non, qui imposera nécessairement une dictature aux pauvres. Ou les classes exploitées feront respecter leur propre liberté, ou il n'y aura de toute façon pas de liberté pour elles, et probablement pas non plus pour l'ensemble de la société haïtienne. Les évêques ne peuvent que laisser miroiter la démocratie, et encore le font-ils avec beaucoup de prudence, mais ils ne peuvent pas l'instaurer.

L'épreuve de force actuelle entre le CNG et la population n'est qu'une étape que les masses sont peut-être en train de gagner. Mais c'est dès maintenant que les classes exploitées doivent être préparées à l'éventualité que les forces politiques

aujourd'hui dans l'opposition contre le CNG, mais dont l'ambition exclusive est de proposer des solutions politiques de rechange pour les classes privilégiées, se retournent contre les pauvres — ce qu'elles feront inévitablement. C'est au nom de la "consolidation de la démocratie" contre "l'anarchie" ou les "excès de la populace" qu'elles feront demain tirer sur la population pauvre. Il faut que les exploités s'y préparent dès maintenant, politiquement, et matériellement. Et cela ne serait pas affaiblir le mouvement actuel pour faire chuter le CNG, ni détruire l'unité qui s'est forgée sur cette question entre les différentes couches de la société et qui rassemble un très large éventail de forces politiques. Mais cela serait rendre les classes exploitées qui sont le fer de lance de la lutte contre le CNG maîtresses de leurs décisions ; maîtresses de participer pleinement aux actions unies tant qu'elles vont dans le sens du développement du mouvement, mais maîtresses aussi de rompre cette unité, le jour où l'opposition bourgeoise en fera un prétexte pour démobiliser ou pour réprimer les travailleurs, les chômeurs ou les paysans pauvres qui voudraient continuer la lutte pour leurs intérêts de classe.

Un parti révolutionnaire devrait chercher à faire prévaloir auprès des classes exploitées une politique vis-à-vis de l'armée.

L'opposition bourgeoise "traduit" la colère croissante des classes exploitées contre l'armée, en termes de haine contre les soldats. Ce n'est pas seulement une façon de faire oublier que le véritable ennemi des masses exploitées est l'état-major, la hiérarchie militaire. C'est surtout une politique destinée à empêcher les classes exploitées d'accéder à la conscience qu'elles peuvent convaincre et faire basculer les soldats de leur côté, et peut-être même une partie des officiers subalternes qui ne sont en général pas issus des classes privilégiées, qu'elles peuvent les dresser contre l'état-major.

Le problème n'est pas de chercher comment vaincre l'armée en bloc dans une bataille rangée. Ce que les classes exploitées doivent apprendre à accomplir, c'est dissoudre l'armée au contact de leur

IN THE FACE OF THE CHURCH AND BOURGEOIS OPPOSITION, A POLICY FOR THE PROLETARIAT

Such an organization would first of all work for the independent organization of Haiti's proletarians— independent from other social classes, that is. In the present situation, this means not accepting to subordinate either themselves or their struggles to a leadership which would come from the church or the petty-bourgeois democrats.

It is absolutely essential for proletarians to have their own organizations, their own leaders, in order to be able to continue their struggles in the future, if they should want to, even when the bishops and local personalities who are at the head of the Democratic Forces Liaison Committee decide it is time to stop all this.

This moment will come sooner or later, inevitably. Today, the bishops are using their influence to try and help the bourgeois oppositionists take over from the GNC. But even if the GNC should fall, there will be no democracy in Haiti. The country is too poor, the inequalities between a small layer of privileged people and the bulk of workers and impoverished peasants are too glaring for the country to be run in any other way than by force. The force in question will either be that of the exploited, the poor in arms, or that of the army—"purged" or not—which will inevitably impose a dictatorship on the poor. Either the exploited classes will see to it that their freedom is respected, or there will be no freedom at all for them and probably not for the rest of Haitian society. The only thing that the bishops can do is to paint democracy in glowing colors, and even this they do very prudently; but they cannot set it up.

The present test of strength between the GNC and the population as a whole is only one battle, which the masses are perhaps about to win. But the exploited classes must be prepared as of today for the time when political forces which now find themselves in

opposition to the GNC will—invariably—turn against the poor. The exclusive ambition of these political forces is to offer alternative political solutions for the privileged classes. Tomorrow, in the name of the “consolidation of democracy” and against “anarchy” or “the excesses of the rabble”, they will have the poor population shot down. The exploited must as of today prepare themselves for it, both politically and practically. This would not weaken today’s movement to bring down the GNC; nor would it destroy the unity which has been forged on this question between the various layers of society and which gathers a very large variety of political forces. It would mean that the exploited classes, the spearhead of the fight against the GNC, would control their decisions; would control their participation in joint actions—full participation as long as they further a development of the movement; but also would control the decision to break up the unity as soon as the bourgeois opposition uses it as a pretext to demobilize or repress the workers, the unemployed, or the impoverished peasants who are ready to pursue the struggle in their own class interests.

A revolutionary party should also aim at making the exploited classes adopt a policy in relation to the army.

Bourgeois oppositionists have so far “translated” the growing anger of the masses against the army in terms of hatred for the soldiers. This is not only a way of making people forget that the real enemy of the exploited masses is the army’s staff and top brass. It is also a policy aimed at preventing the exploited classes from realizing that they can convince soldiers—and perhaps even part of the low-ranking officers who do not generally come from privileged layers—, win them over to their cause and set them against the chiefs of staff.

The problem is not so much how to defeat the army as a whole in a pitched battle. What the exploited classes need to learn is how to dissolve the army when it comes into contact with their movement. This

FRENTE A LA IGLESIA Y A LA OPOSICIÓN BURGUESA UNA POLÍTICA PARA EL PROLETARIADO

Dicha organización militar en primer lugar para que los proletarios de Haití se organicen de manera independiente de las otras clases sociales; y en este caso no acepten subordinar sus luchas a una dirección que fuera la emanación de la Iglesia o de la pequeña burguesía.

Es absolutamente imprescindible que los proletarios dispongan de sus propias organizaciones, de sus propias direcciones a fin de poder llevar a cabo sus luchas, si así lo desean incluso el día cuando los obispos o los notables que dirigen el “Comité de Enlace de las Fuerzas Democráticas” hayan decidido que ya era tiempo de parar.

Inevitablemente, ese día llegará, tarde o temprano. Los obispos ponen hoy su autoridad al servicio de las tentativas de la oposición burguesa para tomar el lugar del CNG. Pero aun si cae el CNG, no habrá democracia en Haití. El país es demasiado pobre y son demasiado patentes las desigualdades entre una pequeña capa de privilegiados y la gran masa de los trabajadores, de los campesinos pobres, como para que el país pueda ser dirigido de otra manera que por la fuerza. Entonces, o bien esa fuerza será la de los pobres en armas, o bien la de un ejército, depurado o no, quien impondrá necesariamente una dictadura a los pobres. O hacen respetar las clases explotadas su propia libertad, o tampoco habrá de todos modos libertad para ellas, como tampoco habrá libertad para toda la sociedad haitiana. Los obispos sólo pueden levantar el señuelo de la democracia, y aun lo hacen con mucha prudencia, pero no pueden instaurarla.

El conflicto actual entre el CNG y la población sólo es una etapa que las masas quizás están ganando. Pero es a partir de ahora cuando las masas explotadas deben estar preparadas a la eventualidad de que las

fuerzas políticas que están ahora en la oposición contra el CNG, pero cuya ambición exclusiva es la de proponer soluciones políticas de recambio para las clases privilegiadas, se vuelvan en contra de los pobres —lo que harán inevitablemente. Será en nombre de la “consolidación de la democracia” contra la “anarquía” o los “excesos del populacho” que mandarán mañana disparar contra la población pobre. Es necesario que los explotados desde ahora se preparen a ello política y materialmente. Y ello no contribuiría a debilitar el movimiento actual para que caiga el CNG ni tampoco a destruir la unidad que se ha forjado sobre esta cuestión entre las diferentes capas de la sociedad y que reúne un amplio abanico de fuerzas políticas. Pero contribuiría a que las clases explotadas que son la punta de lanza de la lucha contra el CNG, fueran dueñas de sus decisiones; dueñas de participar plenamente en las acciones unidas mientras vayan en el sentido del desarrollo del movimiento, pero también dueñas de romper esa unidad, el día en que la oposición burguesa se servirá de ella como pretextos para desmovilizar o para reprimir a los trabajadores, los desempleados o a los campesinos pobres que quisieran seguir la lucha por sus intereses de clase.

Un partido revolucionario debería intentar hacer que prevalezca, dentro de las clases explotadas, una política con respecto al ejército.

La oposición burguesa “traduce” la ira creciente de las clases explotadas contra el ejército en términos de odio contra los soldados. No es solamente una manera para hacer olvidar que el verdadero enemigo de las masas explotadas es el Estado mayor, la jerarquía militar. Es sobretudo una política destinada a impedir que las masas explotadas accedan a la conciencia de que pueden convencer a los soldados y hacer que a su lado se pongan así como, quizás, una parte de los oficiales subalternos que no provienen en general de las clases privilegiadas y a la conciencia de que pueden alzarlos contra el Estado mayor.

El problema no reside en buscar cómo vencer al ejército en bloque en una batalla campal. Lo que las clases explotadas deben aprender a realizar, es disolver el ejército al contacto de su movimiento. Es

mouvement. C'est un pouvoir colossal. Mais c'est justement pourquoi aucun démocrate petit-bourgeois, même le mieux disposé en parole à l'égard des exploités, ne veut que les masses acquièrent ce pouvoir. Il faudrait trouver les mots pour s'adresser aux soldats ; les mêmes ou d'autres pour s'adresser aux officiers. Mais il faut en même temps que les exploités apprennent à se faire respecter et à se faire craindre.

C'est avant tout une question de conscience politique et une question d'organisation. A un certain moment, c'est aussi une question d'armement. Où et comment trouver les armes ? Un parti révolutionnaire prolétarien devrait prendre des initiatives. Les masses apprennent infiniment plus par des exemples que par de la propagande. Mais un parti révolutionnaire intégrerait les initiatives strictement militaires — et même lorsqu'elles auraient un caractère secret — dans une politique générale visant à ce que ce soit l'ensemble du prolétariat qui s'organise et s'arme, et à ce que le problème de l'armement du prolétariat se discute en public devant l'ensemble des travailleurs, et se résolve collectivement.

"Qui a du fer a du pain.", disait déjà Blanqui. Même le pain manque à la majorité des classes pauvres haïtiennes. Si le développement actuel du mouvement leur donne la volonté de s'emparer du fer, et la conscience de s'organiser pour s'en servir, alors il deviendra possible de conquérir le pain.

Un parti révolutionnaire prolétarien devrait préparer dès maintenant les classes exploitées à faire face à la menace d'une intervention militaire directe ou indirecte des États-Unis. Ce danger est réel, même en cas de simple prolongation de la crise politique actuelle. Le précédent de l'intervention des troupes américaines à Saint-Domingue il y a à peine vingt ans, est proche dans l'espace comme dans le temps.

Si Haïti était hérissé d'armes entre les mains de millions d'exploités prêts à s'en servir pour se

défendre, cela pourrait être dissuasif même pour les États-Unis. Mais la force principale des exploités de Haïti, c'est que la formidable capacité de dissoudre le camp d'en face, elles ne l'ont pas seulement vis-à-vis de leur propre armée, mais aussi vis-à-vis de l'impérialisme américain.

Les États-Unis ne sont pas un bloc. Ils sont divisés en classes sociales. La bourgeoisie américaine ne pourra mener la guerre contre Haïti qu'en s'assurant le soutien, ou au moins la neutralité de la classe ouvrière américaine. Il faut empêcher qu'elle y parvienne. Il faut élargir le fossé entre la bourgeoisie et les exploités aux États-Unis mêmes.

Il faut chercher à toucher la classe ouvrière américaine. Et, pour commencer, ceux dans ses rangs qui s'identifient le plus facilement avec le prolétariat de Haïti : les exploités d'origine haïtienne, jamaïcaine, portoricaine, les travailleurs noirs. Ils ont le pouvoir d'empêcher leurs gouvernants de s'engager dans des aventures militaires contre Haïti.

Ce n'est certainement pas utopique. Les horreurs de trois décennies de duvaliérisme valent un capital de sympathie au peuple de Haïti qui a été capable de s'en débarrasser.

Mais il faut une politique consciente, volontaire, de la part du prolétariat haïtien pour que cette sympathie devienne solidarité ; et que la solidarité devienne à son tour la conscience que les intérêts de la classe ouvrière des États-Unis sont les mêmes que ceux des classes exploitées en Haïti.

C'est la seule politique qui puisse permettre aux classes exploitées de Haïti de rendre, pour la bourgeoisie américaine, le fait d'intervenir plus dangereux que celui de s'en abstenir.

Cette politique-là, seule peut la proposer aux prolétaires de Haïti une organisation profondément convaincue que le prolétariat est international, et que ses intérêts fondamentaux sont identiques par delà les frontières.

represents a colossal power. And it is precisely the reason why no petty-bourgeois democrats—even those who say they are well-disposed toward the exploited—want the masses to acquire this power. Words must be found that will touch the soldiers; and other words, perhaps, for officers. But at the same time, the exploited must see to it that they are respected and feared.

This is above all a question of political awareness and a question of organization. At a given moment, it will also be a question of finding arms. Where and how are they to be found? A proletarian revolutionary party ought to take initiatives in that direction. The masses learn much more through examples than through propaganda. But a revolutionary party would also make sure that strictly military initiatives—even secret ones—fit in with an overall policy. And the aim of such a policy would be to make the whole proletariat organized and armed, to have the problem of arms discussed in public in front of all workers, and solved collectively.

"He who has arms has bread", said Blanqui. The majority of the impoverished Haïtian classes do not even have bread. If the present development of the movement endows them with the will to take up arms and the consciousness to organize and use them, they will be able to conquer bread.

A proletarian revolutionary party would as of today try to get the exploited classes prepared to face up to the threat of a direct or indirect military intervention by the United States. This is a real danger, even if the present political situation stays as it is for some time. The precedent of the American intervention in the Dominican Republic less than twenty years ago is not very far away—either in time or in space.

If Haiti bristled with arms, and these were in the hands of exploited millions ready to use them to

defend themselves, this could be a discouragement even for the United States. But the main force of Haiti's exploited is their formidable capacity to break up the opposing camp, not only in relation to the Haitian army but also in relation to U.S. imperialism.

The United States is not a bloc. It is divided up into social classes. The U.S. bourgeoisie could not wage a war against Haiti unless it had the support, or at least the neutrality, of the American working class. It must not be allowed to get it. The gulf between the exploited and the bourgeoisie must be widened within the United States itself.

It is necessary to reach the American working class. And the first to get in touch with are those workers who can most easily identify themselves with Haiti's proletariat: the exploited people of Haitian, Jamaican, Puerto Rican origin, and the black workers. They are powerful enough to prevent their country's leaders from getting involved in military adventures against Haiti.

This is certainly not a utopian idea. The horrors of three decades of Duvalier's rule have aroused considerable sympathy for the people of Haiti and their fight to get rid of Duvalier.

But in order for this sympathy to be turned into actual solidarity, and for this solidarity to be turned into a consciousness that the interests of the working class of the United States are the same as those of the exploited classes of Haiti, the Haitian proletariat must have a consciously chosen policy.

Such a policy is the only way for the exploited classes of Haiti to make it more dangerous for the American bourgeoisie to intervene than to abstain.

This policy can only be proposed to the Haitian proletariat by an organization which is deeply convinced that the proletariat is international and that its fundamental interests are identical across boundaries.

**P. 66: Publications
of the Haitian Far-Left**

un poder colosal. Pero es precisamente por eso que ningún demócrata pequeño burgués, incluso con la mejor disposición en palabra para con los explotados, quiere que las masas adquieran ese poder. Sería necesario encontrar las palabras para dirigirse a los soldados; las mismas u otras para dirigirse a los oficiales. Pero es necesario que al mismo tiempo los explotados aprendan a hacerse temer y a hacerse respetar.

Es ante todo una cuestión de conciencia política y una cuestión de organización. Y llegado un cierto momento también es una cuestión de armamento. ¿Dónde y cómo encontrar las armas? Un partido revolucionario proletario tendría que tomar iniciativas. Las masas aprenden muchísimo más con ejemplos que por la propaganda. Pero un partido revolucionario proletario integraría las iniciativas estrictamente militares -incluso cuando tendrían un carácter secreto- en una política general apuntando a que sea el conjunto del proletariado el que se organice y se arme, y a que el problema del armamento del proletariado se discuta en público ante el conjunto de los trabajadores y se resuelva colectivamente.

"Quien tiene hierro tiene pan" decía ya Blanqui. Hasta el pan falta a la mayoría de las clases pobres haitianas. Si el desarrollo actual del movimiento les da la voluntad de acapararse del hierro, y la conciencia de organizarse para utilizarlo, entonces será posible conquistar el pan.

Un partido proletario revolucionario debería preparar a partir de ahora a las clases explotadas a hacer frente a la amenaza de una intervención militar directa o indirecta de Estados Unidos. Este peligro es real, incluso en el caso de simple prolongación de la crisis política actual. El antecedente de la intervención de las tropas norteamericanas en Santo Domingo hace apenas veinte años, está cerca tanto en el espacio como en el tiempo.

Si Haití estuviera erizada de armas entre las manos de los explotados, esto podría ser disuasivo incluso

para Estados Unidos. Pero la principal fuerza de los explotados de Haití, es que la formidable capacidad de disolver el campo de enfrente, no sólo la tienen con respecto a su propio ejército, sino también con respecto al imperialismo norteamericano.

Los Estados Unidos no son un bloque. Están divididos en clases sociales. La burguesía norteamericana sólo podría llevar a cabo la guerra contra Haití asegurándose el apoyo, o al menos la neutralidad de la clase obrera norteamericana. Hay que impedir que lo logre. Hay que ampliar el foso entre la burguesía y los explotados de los propios Estados Unidos.

Hay que tratar de sensibilizar a la clase obrera norteamericana. Y, para empezar, a aquéllos que en sus filas se identifican más fácilmente con el proletariado de Haití: los explotados de origen haitiano, jamaicano, portorriqueño, los trabajadores negros. Tienen el poder de impedir que sus gobernantes se comprometan en aventuras militares contra Haití.

De ninguna manera es utópico. Los horrores de tres décadas de duvalierismo otorga un capital de simpatía al pueblo de Haití quien ha sido capaz de deshacerse de él.

Pero es necesaria una política conciente, voluntaria, por parte del proletariado haitiano para que esta simpatía se convierta en solidaridad; y que la solidaridad se convierta a su vez en la conciencia de que los intereses de la clase obrera norteamericana son los mismos que los de las clases explotadas de Haití.

Es la única política que pueda permitir que, para la burguesía norteamericana, el hecho de intervenir sea más peligroso que el de abstenerse.

Esta política sólo la puede proponer a los proletarios de Haití una organización profundamente convencida de que el proletariado es internacional, y de que sus intereses son idénticos fuera de las fronteras.

**P. 66: Publicaciones de la
extrema izquierda haitiana**

Publications d'extrême-gauche à Haïti (extraits)

Parmi les publications nouvelles diverses qui paraissent à Haïti, il semble en exister deux qui se revendiquent, par leur intitulé ou par le contenu de leur texte, du communisme révolutionnaire.

Une des deux s'intitule *Presse Ouvrière*. Dans un "Volume un, numéro spécial" daté d'octobre 1986, cette publication se présente comme l'organe de la Ligue Ouvrière Socialiste. Dans un texte "A nos lecteurs..." publié en première page, elle présente la Ligue Ouvrière Socialiste comme une "organisation de la classe ouvrière dont la responsabilité suprême est de rassembler les cadres et de préparer le fondement théorique et programmatique du "parti d'avant-garde" de la classe ouvrière". Elle affirme par ailleurs qu'elle "se base sur la méthode du matérialisme dialectique et du programme marxiste, comme il a été développé par le communisme international sous la direction de Lénine et de Trotsky et du programme de transition de la Quatrième Internationale."

Un article intitulé "Haïti, huit mois après" analyse "La désintégration politique et idéologique du Conseil National du Gouvernement" comme "le résultat de la non-intégration, de l'isolement des masses populaires des affaires du pays. C'est aussi la conséquence de la vacillation de la petite-bourgeoisie proprement dite. Et c'est la pierre angulaire de la révolution qui doit s'effectuer en Haïti." Après avoir notamment affirmé "Le développement de la science marxiste ne peut

être que le résultat de la lutte contre la philosophie bourgeoise dans la classe ouvrière. Un tel avancement exige la création d'un parti révolutionnaire.", le texte s'en prend à "La redécouverte de la notion de "front populaire" avec toutes les forces réactionnaires mais anti-duvaliéristes", qui "est une trahison de la lutte des masses dans le pays".

Affirmant que "Les racines du duvaliérisme sont à déchouer une fois pour toute et cela, au profit des masses", cet article-bilan se termine sur cet appel :

"En conséquence, nous autres de la Ligue Ouvrière Socialiste (LOS), conscients de la complexité de la conjoncture et pour l'avancement de la lutte en faveur des masses, proposons à tous les ouvriers, paysans et aux jeunes de se ranger sous la bannière du programme MARXISTE de la Ligue Ouvrière Socialiste pour la construction du "Parti Travailleiste".

A BAS LA JUNTE CIVILO-MILITAIRE
DE DUVALIER.

POUR UN GOUVERNEMENT POPULAIRE SUR UNE
BASE SOCIALISTE.

VIVE LA LIGUE OUVRIÈRE SOCIALISTE."

L'autre publication s'intitule *La voix des travailleurs*. Elle est "éditée par le comité pour l'organisation d'un parti des travailleurs".

Nous extrayons de l'article intitulé : "créer nous-mêmes notre propre démocratie" les passages suivants :

Extracts from Publications of the Haitian Far Left

Among the various new publications which have appeared in Haiti, two of them seem to call themselves revolutionary communists either by their title or contents.

One of them is called *Workers'Press* and says it is the organ of the Socialist Workers League. In *Volume One, Special Issue* dated October 1986, a front page article, "To Our Readers", presents the Socialist Workers League as a "working class organization whose ultimate responsibility is to gather together the cadres and to prepare the theoretical and programmatic foundation of the "vanguard party" of the working class". It also claims "to stand on the methodology of dialectical materialism and of the Marxist program as it was developed by the Communist International under the leadership of Lenin and Trotsky and on the Transitional Program of the Fourth International"

An article titled "Haiti, Eight Months Later", analyzes "The political and ideological disintegration of the Government National Council" as being "the result of the non-integration, of the isolation of the popular masses from the affairs of the country. It is also the consequence of the vacillation of the petty-bourgeoisie, properly speaking. And this is the cornerstone of the revolution which has to be carried out in Haiti". After having particularly asserted that "The development of Marxist science can only be the

Publicaciones de extrema-izquierda en Haití (extractos)

result of the struggle against bourgeois philosophy within the working class. Such an advancement requires the creation of a revolutionary party", the article then attacks "The rediscovery of the idea of the "popular front" with all the reactionary forces claiming to be anti-Duvalier" which "is a betrayal of the struggle of the masses in this country".

Affirming that "The roots of Duvalierism are to be uprooted once and for all to the advantage of the masses", this article-balance sheet ends on this appeal: "Consequently, those of us of the Socialist Workers League (SWL), conscious of the complexities of the circumstances and for the advancement of the struggle in favor of the masses, propose to all the workers, peasants and youth to rally to the banner of the Marxist program of the Socialist Workers League for the construction of a Labor Party.

"DOWN WITH THE CIVILIAN-MILITARY JUNTA OF DUVALIER".

"FOR A PEOPLE'S GOVERNMENT BASED ON SOCIALISM".

"LONG LIVE THE SOCIALIST WORKERS LEAGUE".

The other publication called *The Workers' Voice* is "edited by "the Committee for the Organization of a Workers' Party". The following extracts are from its editorial "To Create For Ourselves Our Own Democracy".

Entre las nuevas publicaciones diversas que aparecen en Haití, parece ser que hay dos de ellas que se reivindican, por el titulado o por el contenido del texto, del comunismo revolucionario.

Una de las dos se titula *Prensa Obrera*. En un Volumen uno, número especial con fecha de octubre de 1986, esta publicación se presenta como el órgano de la Liga Obrera Socialista. En un texto "A nuestros lectores..." publicado en primera plana, presenta a la Liga Socialista como una "organización de la clase obrera cuya suprema responsabilidad es la de reunir a los cuadros y preparar el fundamento teórico y programático del "partido de vanguardia" de la clase obrera". Afirma por otra parte que "se basa sobre el método del materialismo dialéctico y del programa marxista, tal como ha sido desarrollado por el comunismo internacional bajo la dirección de Lenin y de Trotski y del programa de transición de la IV Internacional".

Un artículo titulado "Haití, ocho meses después" analiza "la desintegración política e ideológica del Consejo Nacional del Gobierno" como "el resultado de la no-integración, del aislamiento de las masas populares de los asuntos del país. También es la consecuencia de la vacilación de la pequeña burguesía propiamente dicha. Y es la piedra angular de la revolución que debe efectuarse en Haití". Después de haber afirmado en particular "El desarrollo de la ciencia

marxista sólo puede ser el resultado de la lucha contra la filosofía burguesa dentro de la clase obrera. Un tal avance exige la creación de un partido revolucionario", el texto se ataca al "hecho que se vuelva a descubrir la noción de "frente popular" con todas las fuerzas reaccionarias pero anti-duvalieristas", que "es una traición de la lucha de las masas en el país".

Afirmando que "Las raíces del duvalierismo tienen que ser dechoukadas una vez por todas y eso, en beneficio de las masas", este artículo-balance termina sobre este llamamiento: "en consecuencia, nosotros de la Liga Obrera Socialista (LOS) concientes de la complejidad de la coyuntura y para el avance de la lucha a favor de las masas, proponemos a todos los obreros, compesinos y a las jóvenes que se alistén en las filas del programa MARXISTA de la Liga Obrera Socialista por la construcción del "Partido laborista".

ABAJO LA JUNTA CÍVICO MILITAR DE DUVALIER,

POR UN GOBIERNO POPULAR SOBRE UNA BASE SOCIALISTA.

VIVA LA LIGA OBRERA SOCIALISTA".

La otra publicación se titula *La Voz de los trabajadores*. Es editada por el "comité por la organización de un partido de los trabajadores".

Sacamos del artículo editorial titulado "Crear nosotros mismos nuestra propia democracia" los pasajes siguientes:

"Où en sommes-nous avant la grève générale et après les deux grandes manifestations de Port-au-Prince du 31 octobre et du 7 novembre ?

(...) Il est aujourd'hui évident que le mouvement du 7 février n'a, jusqu'à présent, rien apporté aux ouvriers, aux paysans, aux chômeurs, aux exploités de ce pays, alors que c'est pourtant l'énergie des masses exploitées qui a abattu Duvalier.

(...) Il est clair que ce n'est pas le CNG qui nous donnera la démocratie. Mais les exploités en lutte peuvent créer leur propre démocratie. Dans de nombreux endroits, à Gonaïves, à Jérémie, dans certains quartiers de Port-au-Prince, se sont constitués des comités de quartier et parfois, de ville. Il semblerait que dans certains endroits, ces comités ne se cantonnent pas aux problèmes du quartier, à l'hygiène ou à une vie associative, mais qu'ils attirent les éléments les plus combattifs qui prennent position sur les problèmes du moment, qui organisent les manifestations, etc. C'est une voie à suivre et à élargir. Ces comités qui se multiplient pourraient devenir l'organisation des masses exploitées en lutte.

Il faut que dans ces comités, les travailleurs, les chômeurs en lutte, puissent débattre démocratiquement de tous les problèmes politiques, qu'ils puissent entendre se confronter tous les arguments de tous les courants politiques. Il faut que les travailleurs, les chômeurs, les pauvres puissent discuter des solutions à apporter aux problèmes urgents, prendre et exécuter les décisions qui s'imposent : par exemple, comment faire respecter la liberté, comment se protéger collectivement contre l'arbitraire, contre les interventions des forces de répression, comment répartir les produits pour que chacun mange à sa faim...

(...) Il est clair que ce n'est pas le CNG qui protège la société contre les macoutes qui redeviennent actifs ou contre les exactions d'hommes armés, officiels ou officieux, de toutes sortes. Pour ce qui est des macoutes, il tolère la renaissance officielle du duvaliérisme et pour cause, puisque le CNG lui-même est composé de serviteurs de Duvalier. Et quant aux exactions, c'est l'armée qui est la principale responsable. Alors, il faut que les masses exploitées se protègent. Il faut qu'elles s'organisent pour cela, et qu'elles se donnent les moyens matériels pour se protéger contre les réactions des militaires, des macoutes, des bandits armés de toutes sortes : la seule solution, c'est le peuple en armes.

Il est clair aussi que le CNG ne donnera pas le pain à tout le monde. Pour cela, il faudra que les pauvres contrôlent la

production et la répartition des richesses. Et il faudra confisquer les grandes propriétés foncières et les mettre à la disposition des paysans.

Aucun gouvernement au service des riches n'osera toucher aux riches. Pourtant, c'est indispensable ; il y va de la survie des classes exploitées".

Un autre article, intitulé "Ne pas se tromper d'adversaire", commente les appels lancés par divers dirigeants de l'opposition à l'état-major des forces armées "pour qu'il intervienne contre les fusillades et les assassinats perpétrés par des militaires. C'est une façon", y est-il dit, "de faire croire que l'agissement des soldats est ignoré de leurs supérieurs, qu'il s'agit d'exactions individuelles, et que c'est la direction de l'armée qui pourrait prendre la défense du peuple".

L'article se conclut par l'affirmation que "Les soldats ne sont que des hommes de main, recrutés souvent parmi les pauvres. S'ils font du zèle pour exécuter les ordres de l'état-major, pour réprimer, il faut qu'ils sachent qu'ils auront tout à craindre de la haine des exploités. Mais il faut qu'ils sachent aussi que s'ils refusent de tirer sur les exploités, c'est-à-dire bien souvent leurs frères, leurs pères ou leurs cousins ouvriers, chômeurs ou paysans, alors ils trouveront auprès d'eux la fraternité qu'ils ne trouveront pas auprès de leurs colonels ou généraux qui les méprisent".

Enfin, sous le titre "Les pauvres ont besoin de leur propre parti pour diriger leurs luttes" un article, commençant par un commentaire des manifestations du 31 octobre et du 7 novembre, affirme notamment : "(...) Au lendemain de ces manifestations, des organisations composées par des gens de la petite-bourgeoisie, issus des milieux de l'intelligentsia, des notables, ont tout naturellement pris la direction d'un mouvement qui n'en avait pas, et c'est tout aussi naturellement et avec l'assurance des gens habitués à décider et à diriger, qu'ils ont commencé à prendre des dispositions pour écarter de la direction des manifestants qui ne sont pas de leurs coteries. Des travailleurs, des jeunes chômeurs, des pauvres, un moment tolérés dans les réunions d'état-major, en sont aujourd'hui franchement écartés.

Ce sont les notables, l'intelligentsia, qui veulent parler et décider au nom de tous. Et s'ils peuvent se le permettre, c'est parce qu'ils font partie des gens cultivés de la société, de ceux qui, à la culture, ajoutent l'habitude de commander et de décider. Mais ont-ils les mêmes perspectives que les pauvres ? Ceux-ci devraient-ils confier leur sort à cette direction qui cherche à se mettre en place ?

"How close are we to the general strike after the two big demonstrations in Port-au-Prince on October 31 and November 7?

"... Today it is evident that the movement of February 7 has not, until now, brought anything to the workers, peasants, unemployed, exploited of the country; yet it was nonetheless the energy of the exploited masses which brought down Duvalier.

"... It is clear that the CNG will not give us democracy. But the exploited, in struggle, can create their own democracy. Neighborhood committees and sometimes town committees were set up in a number of places, in Gonaïves, Jeremie, some sections of Port-au-Prince. It seems that in some areas these committees do not confine themselves to neighborhood problems, hygiene or collective life, but they attract the most combative elements who take positions on current problems, who organize demonstrations, etc. It is a path to follow and to be enlarged. These committees are multiplying and could become the organization of the exploited masses in struggle.

"It is necessary that within these committees, the workers, the unemployed in struggle, could democratically debate all the political problems, that they could hear the debates of all the arguments of all the political currents. It is necessary that the workers, the unemployed, the poor could discuss the solutions to the urgent problems, take and carry out necessary decisions, for example: how to guarantee freedom; how to collectively protect themselves against despotism, against repression; how to divide up the produce so that no one goes hungry.

"... It is clear that the CNG does not protect society against the Macoutes who are becoming active again, or against the excesses of armed men of all sorts, official or unofficial. As far as the Macoutes are concerned, it tolerates the official renaissance of Duvalierism and with cause, because the CNG itself is made up of Duvalier's servants. And as for excesses, it is the army which has the principal responsibility for this. Thus it is necessary that the exploited masses protect themselves. It is necessary that they organize themselves and get the material means to protect themselves against the reaction of the soldiers, the Macoutes, armed bandits of all sorts: the only solution is the armed people.

"It is also clear that the GNC will not give everyone bread. For this, it would be necessary for the poor to control the production and distribution of the wealth. And it would

... necessary to confiscate the big plantations and put them at the disposition of the peasants.

"No government in the service of the rich dares touch the health. Yet it is indispensable; for the survival of the exploited classes depends on this."

Another article, "Do not make a mistake about the adversary", comments on the appeals launched by various opposition leaders to the General Staff of the armed forces, for them to intervene against the shootings and murders perpetrated by the soldiers". It explains in the article that "This is a way to make people believe that their superiors do not know about this activity of the soldiers, that it is only individual excesses, and that the leadership of the army would be able to defend the people".

The article concludes with the assertion that "The soldiers are only hired hands, frequently recruited from among the poor. If they zealously carry out the orders of the General Staff, if they zealously repress the people, they must learn to fear the hatred of the exploited. But they also should learn that if they refuse to fire upon the exploited—those who are quite frequently their brothers, fathers, cousins, whether workers, unemployed or peasants—then they will find brotherhood with them which they will never find with their colonels or generals who are contemptuous of them".

Finally, the article, "The Poor Need Their Own Party To Lead Their Own Struggles", begins with a commentary on the demonstrations of October 31 and November 7, then stated, in particular: "... The day after the demonstrations, the organizations of petty-bourgeois people from the intelligentsia, well-known people, in a natural way, took the leadership of the movement which did not yet have one. And with the natural assurance of people accustomed to deciding and leading, they began to take measures to keep the demonstrators who were not part of their circles away from leadership. One moment the workers, the young unemployed, the poor were tolerated in the meetings of the General Staff and are now completely kept out of them.

"The well-known personalities, the intelligentsia, want to speak and to decide in the name of everyone. And they can do it because they are part of society's cultured people who have, in addition to this culture, added the habit of commanding and deciding. But do they have the same perspectives as the poor? Should the poor put their destiny in the hands of this leadership which is trying to establish itself?

"¿en qué punto estamos antes de la huelga general y después de las dos grandes manifestaciones de Puerto Príncipe del 31 de octubre y del 7 de noviembre?

(...) Es evidente hoy que el movimiento del 7 de febrero no ha dado nada hasta ahora, a los obreros, a los campesinos, a los desempleados, a los explotados de este país, siendo sin embargo la energía de las masas explotadas la que derribó a Duvalier.

(...) Es evidente que no es el CNG quien nos dará la democracia. Pero los explotados en lucha pueden crear su propia democracia. En numerosos lugares, en Gonaïves, en Jeremie, en algunos barrios de Puerto-Príncipe, se han constituido comités barriales y a veces, de ciudad. Parece ser que en ciertos lugares, estos comités no se limitan a los problemas del barrio, al higiene o a una vida asociativa, sino que atraen a los elementos más combativos que toman posición sobre los problemas del momento, que organizan las manifestaciones, etc. Es un camino que hay que seguir y ampliar. Esos comités que se multiplican podrían llegar a ser la organización de las masas explotadas en lucha.

Es necesario que en estos comités, los trabajadores, los desempleados en lucha, puedan debatir democráticamente de todos los problemas políticos, que puedan enterarse de todos los argumentos de todas las corrientes políticas que se confrontan. Es necesario que los trabajadores, los desempleados, los pobres puedan discutir de las soluciones que se deben dar a los problemas urgentes, tomar y cumplir las decisiones que se imponen: por ejemplo, hacer respetar la libertad, cómo protegerse contra el arbitrario, contra las intervenciones de las fuerzas represivas, cómo repartir los productos para que nadie tenga hambre...

(...) Es evidente que no es el CNG el que protege la sociedad contra los macoutes que vuelven a ser activos o contra las exacciones de hombres armados, oficiales o oficiosos de todo tipo. En lo que se refiere a los macoutes, tolera el renacimiento oficial del duvalierismo y se sabe por qué, ya que el propio CNG está compuesto de servidores de Duvalier. Y en cuanto a las exacciones, es el ejército quien es el principal responsable. Entonces, es necesario que las masas explotadas se protejan. Es necesario que se organicen para ello, y que se den los medios materiales para protegerse contra las reacciones de los militares, de los macoutes, de todo tipo de bandidos armados: la única solución, es el pueblo en armas.

Es evidente también que el CNG no dará el pan a todo el mundo. Para eso, será necesario que los pobres controlen la

producción y la repartición de las riquezas. Y habrá que confiscar los grandes latifundios y ponerlos a la disposición de los campesinos.

Ningún gobierno al servicio de los ricos se atreverá a atacarse a los ricos, sin embargo, es necesario hacerlo; de ello depende que las clases explotadas sobrevivan.

Otro artículo, titulado "No equivocarse de adversario", comenta los llamamientos hechos por diversos dirigentes de la oposición al Estado mayor de las fuerzas armadas "para que intervenga contra los fusilamientos y los asesinatos perpetrados por los militares". "Es una manera" dice el artículo "de hacer creer que las actuaciones de los soldados son ignoradas por sus superiores, que se trata de exacciones individuales, y que la dirección del ejército podría tomar la defensa del pueblo".

El artículo concluye con la afirmación que "Los soldados sólo son hombres de armas tomar reclutados muchas veces entre los pobres. Si hacen celo para cumplir las órdenes del Estado mayor, para reprimir, tienen que saber que lo deberán temer todo del odio de los explotados. Pero también deben saber que si se niegan a disparar sobre los explotados, es decir muchas veces sobre sus hermanos, sus padres o sus primos, obreros, desempleados o campesinos, entonces encontrarán con ellos la fraternidad que no encontrarán con sus coroneles o generales quienes les menosprecian".

Por fin, bajo el título "Los pobres necesitan su propio partido para dirigir sus luchas", un artículo, empezando por un comentario de las manifestaciones del 31 de octubre y del 7 de noviembre, afirma especialmente:

"(...) El día que siguió estas manifestaciones, organizaciones compuestas por gente de la pequeña burguesía, procedentes de las capas de la intelligentsia, de los notables, tomaron muy naturalmente la dirección del movimiento y es con el mismo natural y con la confianza de —que hasta entonces no tenía dirección— una gente acostumbrada a decidir y dirigir, como empezaron a tomar disposiciones para apartar de la dirección a manifestantes que no pertenecen a sus camarillas. Trabajadores, jóvenes desempleados, pobres, un tiempo tolerados en las reuniones del Estado mayor, se ven francamente apartados de éstas ahora.

Son los notables, la intelligentsia los que quieren hablar y decidir en nombre de todos. Y si se lo pueden permitir, es porque forman parte de la gente culta de la sociedad, de esos que, además de la cultura tienen el uso del mando y la costumbre de decidir. ¿Pero tienen las mismas perspectivas que los pobres? ¿Deben confiar éstos su porvenir a esa dirección que busca colocarse?

Bien sûr que non.

(...) Les pauvres, qui savent par toute l'expérience de leur vie quotidienne, que rien ne leur a jamais été donné, qui n'ont quelque chose que par leurs efforts, leur travail, ne peuvent évidemment pas compter sur la bonne volonté et les bons sentiments des dirigeants des autres classes sociales.

(...) Les travailleurs, les pauvres ne peuvent compter que sur leur propre capacité à diriger leurs luttes. Pour cela, un parti leur est absolument nécessaire.

(...) Un parti révolutionnaire des travailleurs mettrait en évidence l'opposition irréductible d'intérêts entre les pauvres et les riches, même haïtiens ; par contre, il s'appuierait sur la communauté d'intérêts qui lie les pauvres, les exploités d'Haïti, au-delà des nationalités, des frontières, à ceux des USA, de Saint Domingue, de la Jamaïque et de l'Amérique latine (...)"



"Certainly not.

"... The poor know from their own daily experience that no one has ever given them anything, that they only have those things which they have gotten by their own efforts, their own work; they certainly cannot count on the good will and the good sentiments of the leaders of the other social classes.

"... The workers, the poor can count only on their own capacity to lead their struggles. For this, a party is absolutely indispensable for them.

"... A workers revolutionary party will bring to the fore the irreconcilable opposition between the interests of the poor and those of the rich, even though Haitian. On the other hand, it will rely on the community of interests which are above nationalities and boundaries, which tie the poor, the exploited of Haiti to those of the USA, of the Dominican Republic, of Jamaica, and of Latin America. ..."



Por supuesto que no.

(...) Los pobres, que saben por toda la experiencia de su vida cotidiana, que jamás se les ha dado algo, que sólo consiguen algo con sus esfuerzos, su trabajo, no pueden por supuesto contar con la buena voluntad y los buenos sentimientos de los dirigentes de las otras clases sociales.

(...) Los trabajadores, los pobres sólo pueden contar con su propia capacidad en dirigir sus luchas. Por eso, un partido les resulta absolutamente necesario.

(...) Un partido revolucionario de los trabajadores pondría en evidencia la oposición irreductible de intereses entre los pobres y los ricos, incluso haitianos ; sin embargo, se apoyaría en la comunidad de intereses que une a los pobres, a los explotados de Haïti, más allá de las nacionalidades, de las fronteras, a los de EE.UU, de Santo Domingo, de la Jamaica y de Latinoamérica (...)"





La manifestation du 7 novembre à Port-au-Prince.

The November 7 demonstration in Port-au-Prince.

La manifestación del 7 de noviembre en Puerto Príncipe.

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs les listes complètes des librairies où ils peuvent se procurer *Lutte de Classe* aux USA, en Argentine, au Brésil, aux Antilles francophones, anglophones et hispanophones, en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce, au Portugal, en Suisse.

Nous publions ci-dessous une sélection de librairies où *Lutte de Classe* est en vente dans quelques-uns de ces différents pays.

Plusieurs listes de librairies où *Lutte de Classe* est en vente en Espagne, en France et en Grande-Bretagne ont été publiées dans nos précédents numéros. Il s'agit ici de compléments partiels.

Lists of bookstores where Class Struggle is on sale in Spain, France and Great Britain were published in previous issues. We continue this listing below.

Varias listas de librerías donde *Lucha de Clase* está en venta en España, en Francia y en Gran Bretaña han sido publicadas en los números anteriores. Se trata aquí de complementos parciales.

We have at our readers' disposal the complete list of the bookstores where *Class Struggle* is sold in the United States, Argentina, Brazil, the French, English and Spanish speaking West Indies, France, Spain, Great Britain, Italy, Germany, Greece, Portugal, Switzerland.

We publish below a selection of bookstores where *Class Struggle* is on sale in some of these different countries.

Tenemos a disposición de nuestros lectores las listas completas de las librerías donde pueden procurarse *Lucha de Clase* en Estados Unidos, en Argentina, en Brasil, en Antillas de habla francesa, inglesa y española, en Francia, en España, en Gran Bretaña, en Italia, en Alemania, en Grecia, en Portugal, en Suiza.

Publicamos aquí una selección de librerías en donde *Lucha de Clase* está en venta en algunos de estos países.

■ ESPAGNE/SPAIN/ESPAÑA

MADRID
Librería Fuentetaja
C/ San Bernardo, 48

BARCELONA
Librería Proa
Rambla de Catalunya

TERRASSA
Librería El Cau Ple de LLetres
C/ Cremat, nº15
Terrassa (Barcelona)

SANTIAGO
Librería Toral
Canton do Toural, 7

GIJON
Librería Paradiso
C/ Merced, 28

OVIEDO
Librería Cervantes
C/ Dr. Casal, 3

BILBAO
Librería Verdes
C/ Correo, 7

ZARAGOZA
Librería General S.A.
Av. de la Independencia, 22
Zaragoza 50004

CORDOBA
Librería Universitas
C/ Rodríguez Sanchez, 14

GRANADA
Librería de Mujeres
C/ Garnet, 5

SEVILLA
Librería Petril
C/ Muñoz y Pabón, 14

■ FRANCE/FRANCIA

PARIS
Fnac-Forum
1, rue Pierre Lescot (1^{er})

Fnac-Montparnasse
136, rue de Rennes (6^e)

Librairie La Brèche
9, rue de Tunis (11^e)

Librairie l'Harmattan
16, rue des Ecoles (5^e)

BORDEAUX
La machine à lire
3, rue du Parlement St-Pierre

BESANCON
Hall de la Presse
8, rue Battant

CLERMONT-FERRAND
Les Volcans d'Auvergne
80, Bd Gergovia

DIJON
Librairie Air Libre - papier recyclé
rue Chabot-Charny

GRENOBLE
Tabacs et Journaux Xavier Hémon
4, rue Lafayette

LILLE
Librairie Universitaire H. Meura
25, rue de Valmy

LIMOGES
Librairie J.P. Petit
3, Place Denis Dussoubs

LYON
Librairie La Proue
15, rue Childebert

MARSEILLE
Librairie des Femmes
35, rue Pavillon

ORLEANS
Librairie Les Temps Modernes
57, rue de Recouvrance

STRASBOURG
Librairie Animation
12, rue de Rome

TOULOUSE
Librairie Privat
14, rue des Arts

■ GRANDE BRETAGNE/ GREAT BRITAIN/ GRAN BRETAÑA

LONDON
Housmans Bookshop
5 Caledonian Road (N1)

Thep Bookshop
178 Whitechapel Road (E1)

CAMBRIDGE
Grapevine Bookshop
Unit 6 - Dales Brewery
Gwydir Street

NOTTINGHAM
Mushroom
10 Heathcote Street

BIRMINGHAM
Key Books
25 Essex Street

DURHAM
Durham Community Co-op
85a New Velvet

■ ALLEMAGNE/GERMANY/ALEMANIA

HAMBURG
Heinrich Heine Buchhandlung
Schlüterstrasse 1,
2 000 Hamburg 13

Gegenwind
Politischer Buchladen
Grindelhof 45
2 000 Hamburg 13

■ ARGENTINE/ ARGENTINA

BUENOS-AIRES
Librería Hernandez
Avenida Corrientes 1436

CÓRDOBA
Libros Anaqueles
Obispo Trejo 345
5 000 Córdoba

■ BRESIL/ BRAZIL/ BRASIL

SAO PAULO
Livreria Belas Artes
Avenida Paulista 2448
São Paulo - SP

■ ITALIE/ ITALY/ ITALIA

MILANO
Libreria Calusca
Corso di Porta Ticinese 48

BOLOGNA
Libreria Feltrinelli
Piazza Ravegnana 1

■ PORTUGAL

LISBOA
Codilivro
Pr. Dr. Nuno Pinheiro Torres, 2-A
1.500 - Lisboa

Assírio E Alvim
Rua Passos Manuel, 67-B
1.100 - Lisboa

■ SUISSE/ SWITZERLAND/ SUIZA

GENEVE
Librairie Rousseau
7, rue Lissignol
1201 Genève

LAUSANNE
Librairie Basta
Petit Rocher 4
1003 Lausanne

ABONNEMENTS A LUTTE DE CLASSE**Pour un an**

- France, DOM-TOM : 80 F
- DOM-TOM voie aérienne : 95 F
- Europe : 95 F
- Autres pays : 95 F
 - Par voie ordinaire : 95 F
 - Par voie aérienne : 95 F
 - Afrique francophone, Moyen-Orient : ... 130 F
 - Autres pays d'Afrique : 170 F
 - Amérique du Nord, Centrale et du sud : 170 F
 - Japon, Asie du Sud-Est, Océanie : ... 210 F

Pour envois sous pli fermé : nos tarifs sur demande.

Versements aux adresses page suivante, dans la monnaie du pays.

Pour la France : tous versements à l'ordre de "Lutte Ouvrière" par chèque, mandat ou virement à :
LUTTE OUVRIÈRE, CCP La Source 31 175 86 W

SUBSCRIPTION RATE TO CLASS STRUGGLE**One year**

- France and DOM-TOM : 80 FF
- Airmail DOM-TOM : 95 FF
- Europe : 95 FF
- Other countries : 95 FF
 - Surface mail all countries : 95 FF
 - Airmail : 95 FF
 - French speaking Africa, Middle East : .. 130 FF
 - Other countries of Africa : 170 FF
 - North, South and Central America: .. 170 FF
 - Japan, Southeast Asia, South Sea Islands, Australia, New Zealand : 210 FF

Enclosed mail : Write for rates.

Rates for the United States :

\$ 26 for year - \$ 13 for 1/2 year (air)

\$ 14 for year - \$ 7 for 1/2 year (surface mail)

Send to Spark, P.O. Box 1047 - Detroit MI 48231 USA

Send subscription and payment in the currency of the country, to the addresses on the following page.

SUSCRIPCIONES A LUCHA DE CLASE**Un año**

- Francia, DOM-TOM : 80 F
- DOM-TOM, via aérea : 95 F
- Europa : 95 F
- Otros países : 95 F
 - Via normal : 95 F
 - Via aérea : 95 F
 - África de habla francesa, Medio Oriente : 130 F
 - Otros países de África : 170 F
 - América del Norte, América Central, América del Sur : 170 F
 - Japón, Asia del Sureste, Oceania : 210 F

Para envíos con pliegue cerrado : nuestras tarifas al pedido. Los pagos deben hacerse a las direcciones mencionadas en la página siguiente, en la moneda del país.

Para Francia, todos los pagos deben hacerse a nombre de "Lutte Ouvrière" por cheque transferencia o giro a :
LUTTE OUVRIÈRE, CCP La Source 31 175 86 W

CORRESPONDANCE
CORRESPONDENCE
CORREO

France

Lutte Ouvrière BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

USA

The Spark Box 1047 Detroit Mi 48231 - USA

Antilles

Combat Ouvrier BP 214 - 97110 Pointe-à-Pitre Guadeloupe

Great Britain

BM ICLC - London WC 1N 3XX

España

Pilar Español - 8 Grande rue Saint-Michel Ap^l A 47 - B^l A
31400 Toulouse (France)

LUTTE DE CLASSE

Mensuel édité par la Société Editions E.A.
BP 233 - 75865 Paris Cedex 18
SARL au capital de 20 000 F - Durée 50 ans.

Gérant : Michel RODINSON
Associés : René MARMAROS,
Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT

Directeur de la publication et responsable
de la rédaction Michel RODINSON

Impression : 25, rue du Moulinet, 75013 Paris
Commission paritaire des Publications n° 53361
Tirage : 5 000 exemplaires

Prix	Price	Precio
France :	10 F	
USA :	\$ 1.50	
Great Britain :	70 p	
España :	180 pesetas	
Italia :	2 000 L	
Argentina :	1,5 Austral	
Brasil :	15 crs	
Grèce :	200 drachmes	
Suisse :	3 FS	